

# **La métamorphose du PTB**

**Ligue Communiste des Travailleurs**

2014 / 2019

## Présentation

Ce texte a son origine dans une discussion concernant le PTB au sein de la Ligue Communiste des Travailleurs, une discussion qui a été mise en forme comme document interne au lendemain des élections triples du 25 mai 2014 (fédérales, régionales et européennes), où ce parti a obtenu ses deux premiers députés à l'échelle fédérale.

Le PTB a son origine dans un souci très méritoire d'étudiants de l'Université Catholique de Louvain, dans les années 1960, de se rapprocher du mouvement ouvrier. Ils voulaient « *apprendre, auprès des travailleurs, ce que l'université ne leur enseignait pas* », car celle-ci leur enseignait seulement « *comment plus tard jouer au patron des travailleurs* ».

La jeune *Studentenvakbeweging* de la fin des années 1960 était enchantée par la *Révolution culturelle* de Mao Zedong et cherchait chez Staline l'inspiration pour un changement de la Société vers le socialisme. La restauration capitaliste en URSS à la fin des années 1980 a bouleversé nombre de partis dans différents pays, et le PTB n'a pas fait exception. Un *Renouveau* lors de son 8e Congrès (2008) a été salué par tout un secteur de la gauche radicale extraparlamentaire, qui le félicitait pour « *l'abandon du stalinisme* » ; alors que la presse bourgeoise le félicitait pour être « *rentré dans l'ordre* ».

Une appréciation sur l'évolution du PTB, sa *métamorphose*, s'impose donc. Le texte présenté ici date de 2014, et il est évident que ce parti a connu entre-temps une forte croissance, c'est peu dire. En 2020, il a 12 députés au Parlement fédéral, à comparer avec la présence de la séculaire tradition social-démocrate dans l'hémicycle (9 pour le SPa et 20 pour le PS). Nous le publions toutefois sans l'actualiser,\* et nous prenons en compte ces changements postérieurs uniquement dans un dernier chapitre, comme *Epilogue*.

Pouvons-nous faire une étude *impartiale* ? Ce serait hypocrite de notre part de mettre entre parenthèses nos profondes différences avec la politique du PTB depuis longue date, et elles transparaissent inévitablement dans cette analyse. Mais nous avons essayé de scruter scrupuleusement *les faits*, la réalité manifestée dans l'activité et les écrits du PTB. Nous voulons comprendre ce qui s'est passé, sur base d'une analyse scientifique des faits, avant de juger.

---

\* Nous y apportons des corrections mineures d'ordre rédactionnel. En particulier, beaucoup de références au site du PTB sont devenues caduques après 2014. Dans certains cas, nous avons pu trouver une référence alternative ailleurs. Nous utilisons des guillemets carrés [ ] dans les notes pour cela.

# 1. Les origines

## 1.1. Le contexte international

Les années soixante, c'est l'indépendance du Congo (1960), suivi de l'assassinat de Lumumba, de l'amitié du roi Baudouin avec le dictateur Mobutu et de la lutte de guérilla de Désiré Kabila contre ce dictateur. C'est la victoire de la révolution cubaine (1959) avec la constitution d'un nouvel Etat ouvrier. C'est le début d'une détente dans la Guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS, ce qui d'autre part consolide une rupture sino-soviétique (1959-60).<sup>1</sup> En octobre 1962, Khroutchev retire ses missiles de Cuba et Kennedy les siens de la Turquie, et en août 1963, les deux se mettent d'accord sur une interdiction partielle des essais nucléaires. Et d'autre part, c'est l'escalade des Etats-Unis au Vietnam (1964) et l'invasion de l'Armée rouge en Tchécoslovaquie (1968). C'est aussi le *Printemps de Prague* et l'affirmation d'un « tiers » monde.<sup>2</sup>

La rupture sino-soviétique, un corollaire de la détente entre les Etats-Unis et l'URSS, est en fait pour Mao Zedong une opportunité de s'assurer un rôle autonome sur la scène internationale. Dans ce contexte, il va mettre en œuvre une « grande révolution culturelle prolétarienne » (1966-69) par laquelle il mobilise les jeunes, afin de consolider son pouvoir. Et c'est l'occasion de formuler une « nouvelle théorie ». Il va remplacer l'analyse de Marx dans le *Manifeste du Parti communiste* (1848), soulignant la contradiction structurelle entre le prolétariat et la bourgeoisie, propre du mode de production capitaliste, et son actualisation par Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), signalant l'importance du capital financier au-delà des frontières nationales, par la « théorie » des *quatre contradictions qui régissent le monde*, où l'analyse en termes de classes sociales est diluée dans une approche autour de *blocs* ou de *camps* :

1. La contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste ;
2. La contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie au sein des Etats capitalistes ;
3. La contradiction entre les pays opprimés et l'impérialisme ;
4. La contradiction entre Etats impérialistes, entre groupes monopolistes.

À partir de 1970, la rupture sino-soviétique s'approfondit, et Mao reformule alors sa théorie, où les classes sociales disparaissent complètement, et où les Etats-Unis et l'URSS ne sont qu'un seul bloc, les « ennemis des peuples ». C'est la théorie des *Trois mondes* :<sup>3</sup>

1. Les superpuissances (les Etats-Unis et l'URSS) ;
2. Leurs alliés ;
3. Les pays non-alignés.

La consolidation de Mao Zedong en Chine sera suivie de près en Amérique latine, avec une prolifération de mouvements de guérilla selon le schéma maoïste de la conquête du pouvoir à partir de la campagne. Dans le même

sens, Kadhafi, arrivé au pouvoir en Libye en 1969, organisera des camps d'entraînement de guérilla.

## 1.2. Le contexte belge : une décennie de luttes

Après la défaite de la grande grève insurrectionnelle de 1960/61 et la trahison d'André Renard et du Parti socialiste (le PSB), la bourgeoisie belge a su imposer sa *Loi Unique*, répondant à la crise qui commence à se manifester avec la perte de la colonie et la fin du *capitalisme de papa*.<sup>4</sup> Mais à peine quelques années plus tard, le mouvement ouvrier revient à la charge, cette fois surtout en Flandre, où les travailleurs étaient jugés trop arriérés par Renard pour les prendre en compte dans les luttes.

La crise du charbon touche maintenant les **mines du Limbourg**, que le gouvernement décide de fermer.<sup>5</sup> La fermeture de celle de Houthalen en 1964 prend les travailleurs de surprise, mais quand la fermeture de celle de Zwartberg est annoncée, le 22 décembre 1965, les 4500 mineurs résistent. Ils n'ont pas de confiance dans la bureaucratie syndicale. Lors d'une manif, le 22 janvier 1966, les mineurs chantaient : *Syndicaatje, syndicaatje / Slaapt gij nog, Slaapt gij nog / ...* (sur l'air de Frère Jacques, frère Jacques, dormez-vous...).<sup>6</sup> À partir du 27 janvier 1966, ils entament une grève très dure avec l'occupation des mines, une forme de lutte alors inédite au Limbourg. Et lors des négociations, ils forment un *Aktiecomitee der Mijnstreek* (Comité d'action du bassin minier) qui doit accompagner les dirigeants syndicaux.<sup>7</sup> Des milliers de mineurs wallons viennent manifester leur solidarité et la répression cause deux morts. Un accord intervient le 2 février avec la garantie que la mine de Zwartberg ne serait fermée qu'après que tous les travailleurs ont trouvé du travail ailleurs (Herklasseringsakkoord - Accords de reclassement).<sup>8</sup>

Le 21 octobre 1968, les 7000 travailleurs de **Ford-Genk** mettent en grève, entre autres pour exiger les mêmes conditions que leurs camarades des usines à Anvers. Après cinq semaines de grève et une répression assez dure par la gendarmerie, les syndicats signent un accord qui ne remplit que partiellement les demandes, un accord accepté finalement après une assemblée assez houleuse.<sup>9</sup>

Deux mois plus tard, le 27 janvier 1969, les travailleurs du **textile de Gand** entament une mémorable grève qui s'étend à d'autres sites de la branche.

Le 5 janvier 1970, les mineurs de la mine de Winterslag rejettent un accord proposé par les syndicats et entament une grève spontanée qui s'étend rapidement à d'autres mines encore en fonctionnement, mobilisant 23.000 mineurs pour exiger une augmentation salariale de 15 %. Le 20 janvier, des mineurs de Charleroi et de Liège rejoignent le mouvement de grève. Un accord soumis à référendum le 9 février (51,53 % de OUI), accordant quelques concessions mais pas le 15 %, met fin à la grève.

À partir du 29 janvier 1970, une nouvelle grève éclate chez Ford-Genk. Partielle et spontanée au début, elle prend rapidement de l'ampleur dans l'entreprise, et la solidarité s'établit avec les mineurs en grève.

Le 6 février 1970, une grève éclate chez *Michelin* (Woluwe St- Pierre, 1.300 travailleurs) et dans une entreprise d'électricité à Genk (1000 travailleurs), ainsi que chez une partie des mineurs de fond de la mine *La grande Bacnure* de Liège.

Une grève de janvier à mars 1971 dans la zinguerie de *Vieille Montagne* à Balen donnera lieu à une pièce de théâtre de protestation, puis à un film, *Groenten uit Balen*.

Le 13 septembre 1971, les travailleurs de **Boel-Temse** entament une grève qui durera jusqu'au 1er décembre. La répression se durcit, avec entre autres la *Loi 430* qui sanctionne durement la « *perturbation de l'ordre public* ». <sup>10</sup>

Le 6 avril 1973, les **dockers de Gand** entament une grève qui, trois jours plus tard, s'étend à **Anvers** et ne termine que le 6 juin.

La bourgeoisie belge peine à maîtriser la situation. Dix gouvernements se succèdent entre 1966 et 1979.

Et d'autre part, en 1970, la fin de la Belgique unitaire du bon vieux temps est annoncée. <sup>11</sup>

### 1.3. La contestation internationaliste

Le dimanche 10 avril 1960 est organisée pour la première fois une *Marche antiatomique* contre l'emplacement d'armes nucléaires en Belgique, une marche qui rassemble des milliers de personnes à Bruxelles. <sup>12</sup> Elle se répétera pendant des années. En octobre 1966, une manifestation internationale à Liège dénonce la *guerre au Vietnam*. Et quand, en 1967, le général de Gaulle claque la porte du commandement de

l'OTAN et que le siège en est transféré en Belgique, cela donne lieu à une immense vague de protestations : « *La Belgique hors de l'OTAN ; l'OTAN hors de la Belgique !* »

L'engagement pour le « *Tiers monde* », qui se veut révolutionnaire, dénonce les contradictions entre « *pays riches* » et « *pays pauvres* », soutient les mouvements de libération nationale, s'oppose aux campagnes « *paternalistes* » de 11.11.11 de Caritas Catolica, et se formalise dans une *Derde Wereldbeweging* (DWB - Mouvement du Tiers Monde) qui va entre autres soutenir des mouvements de guérilla de libération nationale. <sup>13</sup>

Une initiative du Brésil d'organiser en octobre-novembre de 1973 une exposition mondiale *Brasil Export* à Bruxelles est l'occasion pour mener une campagne contre la dictature dans ce pays, une campagne qui ne tarde



pas à dénoncer aussi le putsch du 11 septembre de Pinochet au Chili, et qui culmine avec une manifestation de plus de 10 000 personnes en novembre, soutenue par les *maoïstes* et les *trotskistes*, ainsi que des secteurs syndicaux. <sup>14</sup>

## 1.4. La contestation universitaire

### 1.4.1. De la Meirevolte à la Studentenvakbeweging (SVB).

Dans ce monde en ébullition, de jeunes étudiants universitaires se rebellent. À Louvain, l'ordonnance des évêques du 13 mai 1966 sur le maintien bilingue et indivisible de la *Katholieke Universiteit Leuven* (KUL), « *fondée en 1425 avec l'aval du pape Martinus V* », met le feu aux poudres de la contestation communautaire : « *Leuven Vlaams - Walen buiten* » (Louvain flamand, Wallons dehors). <sup>15</sup> En ce mai 1966, anticipant le légendaire Mai 68, des milliers d'étudiants de la KUL participent aux *avondwandelingen* (promenades du soir). Au cri de « *À bas la calotte...* », ils occupent des églises et se battent contre une répression très dure de la gendarmerie, ce qui oblige les autorités académiques à déclarer la fin anticipée de l'année académique. Cette mobilisation du 15 au 20 mai est connue comme la **Meirevolte 1966** (Rébellion de mai 1966). Le leader incontesté en est Paul Goossens, étudiant de la KUL. <sup>16</sup>

Les étudiants inscrits comme néerlandophones dans n'importe quelle université en Belgique étaient d'office membre de la *Vereniging der Vlaamse Studenten* (VVS - Association d'Étudiants Flamands), qui à la KUL fonctionnait sous le nom de *Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond* (KVHV - Ligue catholique flamande d'étudiants universitaires). <sup>17</sup> Et à partir de l'année 1966-67 s'installe au KVHV une nouvelle direction étudiante, issue de la *Meirevolte*, qui confirme l'orientation de la contestation de plus en plus anticléricale et anti-autoritaire, plutôt que communautaire. Un certain Ludo Martens, âgé alors de 21 ans, étudiant en médecine qui réussissait ses examens, en fait partie. Ils remplacent le *Walen buiten* (Wallons dehors) par l'exigence que « *les étudiants on le devoir d'exiger une université propre pour la Wallonie* » <sup>18</sup>, et par le cri bilingue « *Bourgeois buiten / bourgeois dehors* ». <sup>19</sup> Le journal du KVHV, *Ons Leven* (tirage de 4000 exemplaires ; rédacteur en chef : Ludo Martens) ne ménage pas ses critiques contre l'élite et plaide en défense du *peuple simple*. Cela mène à une crise dans le KVHV, et un secteur construit un *Groupe de travail*, d'abord en son sein, mais qui devient un organisme à part entière à partir du 5 juin 1967, la *Studentenvakbeweging* (SVB - le Syndicat étudiant), <sup>20</sup> sous la direction de Ludo Martens et calqué sur une organisation du même nom, créée en 1963 aux Pays-Bas. Le SVB se profilait aussi comme alternative libre de l'inscription automatique au VVS/KVHV.

La répression ne tarde pas. Le rectorat censure *Ons Leven*. <sup>21</sup> Ludo Martens démissionne de la revue, est exclu de l'université pour



l'année académique 1967-68, et s'inscrit alors à l'Université de Gand. Paul Goossens, pour sa part, qui avait rejoint le SVB, accepte de devenir le nouveau rédacteur en chef de *Ons Leven* à partir du numéro du 21 février 1967.<sup>22</sup>

Le 20 octobre 1967, le SVB publie le premier numéro d'une publication propre sous le titre *13 Mei* (date de l'ordonnance des évêques sur la KUL), consacré aux problèmes du logement étudiant, et qui se propose de « donner de l'information sur la KUL, sur ce que fait le syndicalisme étudiant et sur notre pays démocratique ».<sup>23</sup>

En janvier 1968, la *Meirevolte* de mai 1966 se répète avec autant de décision, et autant de répression.<sup>24</sup> Mais finalement, le 2 février 1968, les évêques reviennent sur leur position concernant la KUL, et le 7 février 1968, le gouvernement Vanden Boeynants tombe. L'université sera scindée formellement le 18 septembre 1968. Et le parti séculaire des catholiques se scinde en CVP et PSC.

#### 1.4.2. Réforme ou révolution

Entre-temps, à la rentrée de 1968, une crise s'installe dans le SVB, une discussion entre réformistes et révolutionnaires.<sup>25</sup> Kris Merckx est président du Cercle *Geneeskunde*, et « grâce à ma position réformiste, j'ai été élu président du *Faculteitenconvent (FK)*, le sommet de tous les Cercles ».<sup>26</sup> Et il fait le point dans une *Tribune Libre* du journal *Rerum* du FK de septembre 1968. Il propose des cercles d'étude homogènes : « Il est évident que des "révolutionnaires" (ou qui se présentent comme tel) et des "réformateurs" ne peuvent pas d'entrée réaliser un travail d'étude ensemble. » Et il propose « l'organisation d'un parti réformiste progressiste, [étant donné que] le SVB, conséquent avec son idéologie actuelle, est révolutionnaire. Il y a donc le besoin d'une organisation qui, de la même manière efficace et attractive que le SVB (ouverture, engagement, travail d'étude et libre discussion, formation de militants, action), essaye de mettre sur pied une alternative universitaire et sociale sur la base d'une position progressiste réformiste. »<sup>27</sup>

Deux numéros de *Rerum* plus tard, Ludo Martens répond à Kris Merckx : Les qualités du SVB, appréciés par le camarade Merckx « proviennent de notre compréhension de la révolution, la foi dans la classe ouvrière et la révolution. » Après avoir résumé sa position en quatre points, il conclut qu'il « ne s'agit pas de parler sur l'engagement et l'activité, mais de choisir. Il y a deux voies. [Kris] peut essayer de nous accompagner sur le chemin des travailleurs et du peuple. Mais il peut aussi prendre son élan vers un siège éblouissant au Parlement, qui s'érige au-dessus de la mêlée. »<sup>28</sup> Cela n'empêche toutefois pas le SVB d'entreprendre des actions en commun avec le FK.

Le 15 octobre 1968, le SVB publie le premier numéro d'une revue éphémère de théorie, *Genster*.<sup>29</sup> La conclusion est qu'il faut construire un parti d'avant-garde, « un noyau d'une cinquantaine de personnes laborieuses, instruites et idéalistes ».<sup>30</sup>

#### 1.4.3. Le *Gentse Maartbeweging* (1969)

En 1967 est créé également à l'Université de Gand (*Rijksuniversiteit Gent* – RUG) un SVB, où des étudiants se

démarquent de la VVS et se mobilisent pour « un enseignement démocratique » sous la direction de Renaat Willockx. Le 23 janvier 1968, 4000 étudiants manifestent leur solidarité avec les étudiants de Louvain.

L'année suivante, le 12 mars 1969, déjà avec la présence de Ludo Martens, un conflit à la RUG concernant la censure<sup>31</sup> déborde dans une large contestation

anti-autoritaire, qui mène à l'occupation de l'université, suivie par une répression violente et la lutte pour la libération des camarades emprisonnés. Entre-temps, ils avaient été témoins eux aussi d'une intervention musclée de la gendarmerie, le 9 mars 1969, lors d'une marche anti-atomique encadrée par 2500 gendarmes. Et le 13 mars, ces étudiants en colère s'emparent de la session de clôture d'un congrès national organisé par la VVS à la RUG les 11 et 12 mars. Le 17, Willockx est mis en prison. Le 19 au soir, deux cents étudiants se rendent aux portes des usines pour y demander la solidarité. Les étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur non universitaire sont également mobilisés.

Le 20 mars, une *Assemblée populaire* définit un *Programme en cinq points de Réforme universitaire*. Les deux semaines de rébellion entrent dans l'histoire comme la *Gentse Maartbeweging* (GMB - Mouvement de mars gantois), qui donne lieu plus tard à une *Gentse Studentenbeweging* (GSB - Mouvement étudiant gantois) sous la direction et l'orientation de Willockx et Martens, avec une publication propre, *Beweging*.<sup>32</sup>

#### 1.5. Travailleurs – étudiants : même combat

Un secteur de cette jeunesse contestataire, née après la Seconde Guerre mondiale, s'oriente très concrètement vers un engagement dans le mouvement ouvrier. Lors de la grève de Zwartberg

de janvier 1966,<sup>§ 1.2.</sup> il y avait déjà des manifestations de sympathie d'étudiants avec les mineurs.<sup>33</sup>

Dès la première semaine de la grève de Ford-Genk (octobre 1968),<sup>§ 1.2.</sup> une dizaine d'étudiants du SVB de Louvain se présentent au piquet, jour après jour, pendant cinq semaines, orientés par Kris Hertogen. Ils « s'arment de plume et de papier, et prennent note de tout » ; et à la fin, ils systématisent leur enquête dans un livre, *Ford-Genk '68 : Begin of eindpunt ?*, imprimé à 3000 exemplaires, où ils se posent la question de la continuité de leur engagement.<sup>34</sup> La brochure est appréciée par le Parti communiste.<sup>35</sup> Les étudiants sont respectueux concernant les directions syndicales : aux travailleurs de les juger.<sup>36</sup> Ces syndicats vont remercier les étudiants pour leur collaboration... après la grève.<sup>37</sup> Les étudiants créent un *Groupe de Travail* spécifique



Gand, 23 janvier 1968



à l'unif et y font des assemblées de soutien avec mille étudiants sous le mot d'ordre « *Travailleurs de Ford – étudiants : même combat* ». Les étudiants voulaient « *apprendre, auprès des travailleurs, ce que l'université ne leur enseignait pas* ». Les tracts disaient que « *les travailleurs savent ce que cela veut dire, la dictature de la bourgeoisie* », et ils dénonçaient le fait que l'université leur enseignait seulement « *comment plus tard jouer au patron des travailleurs* ». <sup>38</sup>

Lors de la grève du textile à Gand, janvier 1969, <sup>§ 1.2</sup> quelques 70 étudiants de la RUG vont aux piquets pour soutenir les grévistes. Ils doivent ensuite rendre des comptes à la police. C'est cet engagement dans les luttes qui va finalement donner le ton dans la *Gentse maartbeweging*, <sup>§ 1.4</sup> au-delà de l'incident conjoncturel de la journée d'étude : « *Comment sortir de notre tour d'ivoire et nous adresser à la population.* » <sup>39</sup>

À la chaleur de la participation dans les luttes du mouvement ouvrier, plusieurs de ces jeunes répondent en 1969 à l'appel du SVB pour aller travailler dans les usines pendant les vacances, pour étudier sur place les conditions de travail. <sup>40</sup> Certains y resteront après les vacances, dont deux dans les mines de Zolder et de Waterschei.

## 1.6. Mijnwerkersmacht

Le SVB participe très activement à la grève des mineurs de janvier 1970 au Limbourg. En novembre 1969, l'ACV (la CSC en Flandre) avait annoncé des actions pour une augmentation de 15 %, et le 11 décembre apparaît un tract en six langues, rédigé par des étudiants du SVB et des mineurs, exigeant des syndicats l'organisation d'assemblées pour discuter des revendications et pour décider des mesures à prendre, y compris la grève. Le 15 décembre déjà les syndicats concluent un accord pour 2 ans, avec 10 % d'augmentation, <sup>41</sup> ce qui est dénoncé par un nouveau tract, qui ouvre la voie à la grève spontanée déclenchée le 5 janvier 1970. Le 6 janvier, un *Permanent Komitee van het Kempisch Bekken* (P.K. - Comité permanent du Bassin de la Campine) est créé sous l'orientation de Gerard Slegers, un contremaître de la mine de Winterslag, militant (et plus tard parlementaire) de la Volksunie. C'est l'expression de la méfiance des travailleurs concernant la direction syndicale. <sup>42</sup> Le 8 janvier, une trentaine d'étudiants du SVB, ensemble avec quelques jeunes mineurs, et des étudiants de la *Gentse Studentenbeweging* <sup>§ 1.4.3</sup> et de la *Derde Wereldbeweging*, <sup>§ 1.3</sup> créent *Mijnwerkersmacht* (Pouvoir de mineurs) sous la direction de l'étudiant en psychologie Kris Hertogen. Ces étudiants organisent aussi des manifs à Louvain sous le mot d'ordre significatif : « *Eyskens dans la mine, les mineurs au pouvoir.* » <sup>43</sup> Ils étaient les champions pour stimuler la solidarité des grévistes des mines avec ceux de Ford à Genk à la même époque, où ils créent un organisme similaire, *Arbeidersmacht* (Pouvoir de travailleurs). Et ils militent pour la continuité de la grève après le référendum, qu'ils dénoncent comme truqué. Dans les manifestations, leur banderole côtoyait, par ex.,



celle des travailleurs italiens qui dénonçaient les « *sindicati venditi* ». <sup>44</sup>

*Mijnwerkersmacht* obtiendra une belle victoire quand, suite au licenciement de trois de leurs membres (et deux du P.K.) après le retour au travail, tous les mineurs reprennent la grève, obligeant les patrons à réintégrer leurs camarades licenciés. Après la grève, les *meneurs*, en particulier Hertogen et Slegers, seront toutefois traînés devant les tribunaux et condamnés à prison avec sursis, pour perturbation de l'ordre public. <sup>45</sup> Le P.K. était la direction indiscutée de la grève, mais l'intervention de *Mijnwerkersmacht* – non exempte de pas mal d'improvisation – et sa pression permanente sur le P.K. ont eu une incidence objective dans le conflit. <sup>46</sup>

Ces jeunes parvenaient aussi à obtenir le soutien de délégations étrangères, en particulier du *Sozialistische Deutsche Studentenbund* (SDS), dont 4 membres seront arrêtés par la police le 9 février 1970. Des trotskistes de la IVe Internationale participent également à la direction de la grève. Il s'agit essentiellement de jeunes qui avaient été formellement exclus de la *Socialistische Jonge Wacht* (SJW) en 1964. <sup>§ 1.7.4</sup> D'autre part, le Parti communiste, qui n'avait « *joué aucun rôle dans [la révolte de] 1968* » <sup>47</sup>, maintient sa confiance dans les directions syndicales et dénonce dans *De Rode Vaan* le *Permanent Komitee* et *Mijnwerkersmacht* comme « *des groupuscules étrangers aux mineurs* ». <sup>48</sup>

La discussion de septembre 1968 entre Kris Merckx et Ludo Martens, concernant *réforme* (Kris) ou *révolution* (Ludo), <sup>§ 1.4.2</sup> était devenue plus concrète après la participation aux piquets de la grève de Ford Genk d'octobre de cette année. Et lors de la grève de 1970, la discussion fait rage dans *Mijnwerkersmacht* entre ceux qui veulent seulement « *se mettre au service du peuple* » sans s'imposer, et les « *révolutionnaires* » qui « *osent prendre des initiatives* » et avancer dans la discussion politique. <sup>49</sup> Faut-il « *un comité de lutte* » ou « *le noyau d'un parti révolutionnaire* ».

Dix ans plus tard, Ludo et Kris seront d'accord qu'à ce moment, « *les cadres du SVB, éduqués dans les organisations catholiques de jeunesse, ont vite découvert l'importance d'une organisation solide* ». <sup>50</sup> Et Kris revient sur cette discussion à l'occasion du 40e anniversaire de ces grèves de 1970 : « *Certains, et j'étais l'un d'entre eux, en tiraient comme conclusion que notre travail de construire un nouveau parti devait plutôt se tourner vers la mise sur pied de comités de travailleurs, vers la lutte économique, et prendre la place des syndicats. Finalement ça n'a pas été le cas, grâce à l'étude du livre *Que faire ? de Lénine.** » <sup>51</sup> Boudewijn Deckers, de la première direction du PTB, pensait plus tard aussi que l'intervention dans *Mijnwerkersmacht* était un peu sectaire par rapport aux syndicats. « *Il ne fallait pas faire la concurrence aux syndicats, mais les soutenir.* » <sup>52</sup>

« *Les gens du SVB ont aidé leurs camarades du Faculteitconvent (FK) <sup>§ 1.4.2</sup> à approfondir leurs expériences, leur ont parlé du communisme et de l'exemple de la construction socialiste et de la Révolution culturelle en Chine. [...]*



Le contact direct avec les actions de lutte et les besoins de la classe ouvrière a eu comme résultat que d'anciens "réformateurs" du FK décident définitivement de collaborer à la construction d'AMADA. »<sup>53</sup> C'est le cas, en particulier, de Kris Merckx,<sup>§ 1.8.1</sup>

## 1.7. Une jeunesse rebelle, en quête de repères

### 1.7.1. L'héritage catholique

La plupart de ces jeunes qui découvrent le monde des travailleurs avaient été éduqués dans le catholicisme, flamboyant dans l'après-guerre, au nord du pays. Un relatif renouveau dans les milieux catholiques était alors en cours avec le Concile du Vatican II (1962-65)<sup>54</sup>

Ludo Martens, né en 1946, avait été membre, comme adolescent, de la *Katholieke Studentenactie* (KSA, action étudiante catholique, le mouvement de jeunesse de l'Eglise catholique dans les écoles du secondaire pour garçons), où il organisait avec d'autres des "ABN-kernen", des noyaux pour la promotion du *Algemeen Beschaafd Nederlands* (le néerlandais standard civilisé) qui devait contribuer à l'émancipation culturelle des enfants qui parlaient une langue flamande locale.<sup>55</sup> Son père était un fabricant de meubles, tombé en faillite et devenu alors vendeur de meubles.

Kris Hertogen était dirigeant de la KSA à Hasselt. Dans les écoles pour filles, il y avait la *Vrouwelijke Katholieke Studentenjeugd* (VKSJ Jeunesse catholique étudiante féminine), et à l'époque, Hasselt était pionnière pour le rapprochement entre KSA et VKSJ.<sup>56</sup> Son père était un syndicaliste cadre de l'ACV (CSC).



Lors d'une manif en mai 1966 à Louvain, on pouvait voir Kris Merckx, futur fondateur de *Médecine pour le peuple*,<sup>§ 1.8.1</sup> avec une pancarte qui disait : "Moeder, waarom zijn we katholiek?" (Maman, pourquoi sommes-nous catholiques ?)<sup>57</sup>

Dirk Van Duppen, le spécialiste de la campagne pour le *Modèle Kiwi*,<sup>§ 4.2.1</sup> né le 2 août 1956, avait déjà lu *Le Capital* de Marx à l'âge de 15 ans. Il militait dans le *Chiro*, une organisation catholique au service du Pape. Mais il collait des affiches contre la guerre au Vietnam dans la crèche de Noël installée au milieu du village. Il était allé travailler en usine après ses études dans le secondaire, avant d'entamer ses études de médecine, motivé par l'activité de Kris Merckx.<sup>58</sup>

### 1.7.2. La recherche d'une théorie cohérente

La *meirevolte* de 1966 à Louvain,<sup>§ 1.4.1</sup> marquée par une répression très dure, dévoile déjà à ces étudiants « la trogne de la gendarmerie derrière la feuille de vigne de la démocratie », ce qui mène à une réflexion critique pendant les vacances académiques (juillet-août 1966). « Nous en sommes arrivés à des thèmes comme travailleurs et démocratisation. Des choses très générales et abstraites pour nous. [...] Le peuple flamand, ça comprend aussi les banquiers ? Nous avons formulé des textes théoriques, sur un système qui devrait être au service des travailleurs, qui les mettrait en premier lieu, qui détruirait

tous les pouvoirs. C'était la première idéologie. C'était très beau et idéaliste, mais c'était en fait un peu à côté de la plaque. On le présente souvent maintenant comme si on avait trouvé cela dans Marx, mais personne n'avait lu quoi que ce soit de Marx ou de Lénine. » Ce n'est qu'après avoir été traité de marxistes et de léninistes qu'ils sont allés voir « ce que ce Marx avait écrit. [...] Dans le mouvement ouvrier, nous avons vu l'œuvre de dirigeants révolutionnaires comme Marx, Lénine et Mao Zedong. Nous avons vu que des problèmes avec lesquels nous étions confrontés apparurent déjà en Allemagne au début de ce [20e] siècle, en France dans les années 1870 ; et que tout cela avait été analysé. On est donc allé voir comment ils ont résolu ces difficultés. »<sup>59</sup>

Lors des vacances de 1967, un groupe du SVB participe à une rencontre internationale d'étudiants à Berlin,<sup>60</sup> où ils sont « bombardés par toute sorte de discussions compliquées de gauche ». Ils y reçoivent, entre autres, le texte de Mao Zedong sur *La juste solution des contradictions au sein du peuple* (1957) et celui de Lénine sur *L'Etat et la révolution* (1917). De retour en Belgique, ils entrent en contact avec le *Cercle des Etudiants Etrangers*, des étudiants de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie et du Chili, qui leur expliquent que « le trotskisme bloque les chemins vers la révolution, et qu'une autre voie a été mise à l'épreuve, celle de Mao [...] avec la construction patiente d'un parti marxiste-léniniste qui prépare une longue guerre populaire, avec un front unique qui cible l'ennemi principal : l'impérialisme et le féodalisme. »<sup>61</sup>

La répétition de la révolte à Louvain en 1968,<sup>§ 1.4.1</sup> avec autant d'interventions musclées de la gendarmerie, ainsi que Mai 68 en France, renforcent l'intérêt à étudier *L'Etat et la révolution*, écrit par Lénine à la veille de la Révolution d'octobre 1917, quand « la question de l'Etat revêt une importance particulière du point de vue théorique comme du point de vue politique pratique ».

### 1.7.3. Un choix stratégique : Mao et Staline

En juillet-août de 1968, un groupe de 30 militants passe une semaine en étudiant également, entre autres, la brochure *Que faire ?* de Lénine. Et cette étude donne lieu à la publication d'un livre qui rend compte des *Expériences de deux années de lutte à Louvain*.<sup>62</sup>

La sympathie avec la *Révolution culturelle* en Chine battait son plein, et ces étudiants studieux vont s'inspirer pour la première fois des *Quatre contradictions* formulées par Mao Zedong,<sup>§ 1.1</sup> « Le livre devait "mener le syndicalisme étudiant à de nouvelles méthodes et visions". La vision sur les grands mouvements et forces dans le monde avait pris forme, non sans peines, dans l'analyse des "quatre contradictions". »<sup>63</sup>

L'année suivante, ils vont poursuivre décidément une « démarche de recherche d'une théorie cohérente », pour se frayer un chemin dans « la selve des théories antimarxistes » et les « positions pseudogauches de la part d'anarchistes et de trotskistes, avec le bla-bla réformiste du côté de la gauche du PS et l'entourage du PC ». Le travail est mis sur papier dans un *Document 1969. Un guide à travers la théorie marxiste. L'importance de la théorie révolutionnaire*.<sup>64</sup> Les militants du SVB étaient « impressionnés par les réalisations de la Révolution chinoise » et il était pour eux évident que « les

communistes chinois disposaient d'un arsenal théorique qui leur permettait d'engranger des résultats pratiques ».

Dans l'étude de cette théorie, la bourgeoisie et le prolétariat sont parfois encore mentionnés.<sup>65</sup> Mais l'affinité avec la « théorie révolutionnaire » de Mao Zedong prévaut et quand le dirigeant chinois actualise sa théorie avec le concept des *Trois Mondes*, où toute référence aux classes sociales disparaît,<sup>61.1.</sup> le SVB lui emboîte le pas. Khrouchtchev est responsable d'avoir abandonné le « vrai communisme », en dénonçant (lors du 20e Congrès du PC russe, 1956) les crimes de Staline (mort en 1953) et en « capitulant » aux Etats-Unis dans la crise des missiles à Cuba (1962). Le SVB dénonce l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie (1968).

L'obsession pour défendre ce qui est considéré comme le communisme orthodoxe les oriente donc vers la revendication de l'héritage de Staline, et le Parti Communiste Belge deviendra une organisation ennemie.<sup>66</sup> En septembre 1970, Kris Merckx (au centre en haut sur la photo) participe à un voyage en Chine et visite le lieu de naissance de Mao.<sup>67</sup>



#### 1.7.4. Les options « de gauche »

Ces jeunes cherchent également des repères dans la nébuleuse des organisations politiques.<sup>68</sup>

Comme organisations « de gauche » en Belgique se présentaient à eux le *Parti socialiste*, le *Parti communiste* et les *trotskistes* (IVe Internationale, de Mandel).<sup>69</sup> Le PS leur était connu, par leurs études de la réalité belge, comme le sauveur du régime capitaliste après les grandes grèves de l'hiver 1960/61. Il avait remplacé les libéraux dans le gouvernement de coalition avec les catholiques en avril 1961 pour mettre fin à cette grande grève insurrectionnelle.<sup>70</sup> Il était donc exclu d'emblée. Et dans la foulée était également exclu le parti de Mandel, pour eux associé au PS à cause de l'expérience entriste de ce courant sur les traces d'André Renard. Cet entrisme s'était terminé avec l'exclusion des trotskistes de la *Jeune Garde Socialiste / Socialistische Jonge Wacht* en 1964, mais des 2500 militants, il n'en restaient que quelques centaines.<sup>71</sup> Et pour les amis de Ludo Martens, l'étiquette restait. Ces trotskistes vont se réorganiser plus tard comme LSR/RAL<sup>72</sup>

Quant au Parti communiste, il avait cherché à flatter ces étudiants, faisant l'éloge de leur courage anticlérical, mais leur chant des sirènes ne survécut pas à l'engagement de ces jeunes auprès des travailleurs. Lors de la grève de janvier 1970 au Limbourg,<sup>61.6</sup> le PC va dénoncer *Mijnwerkersmacht* dans *De Rode Vaan*, comme « des groupuscules étrangers aux mineurs », des « fauteurs de troubles ». <sup>73</sup> Puis, de toute façon, le PCB n'est-il pas l'expression du révisionnisme soviétique ?

### 1.8. Un Parti communiste en construction

Un parti « est constitué en septembre 1970 après avoir pris la décision de créer une organisation marxiste-léniniste dont le travail essentiel devrait se réaliser dans la classe ouvrière. »<sup>74</sup>

#### 1.8.1. L'ancrage local

La participation des étudiants aux luttes ouvrières avait donné lieu à un rapprochement plus direct, avec un premier ancrage concret dans ce milieu.<sup>61.5.</sup> Un choix spécifique en ce sens sera fait par des étudiants en médecine qui, au moment d'obtenir leur diplôme, s'orientent vers une pratique « proche du peuple ». Ils avaient déjà participé comme étudiants dans des enquêtes sur les soins de santé. Et lors de la grève des mineurs de 1970, *Medica*, le cercle d'étudiants en médecine de la KUL, s'était indigné d'une augmentation de 20 % des barèmes pour les médecins, alors que les mineurs faisaient grève en vain pour 15 %.

Le 4 janvier 1971, Kris Merckx et Michel Leyers démarrent une pratique de médecine de groupe à Hoboken qui deviendra *Geneeskunde voor het Volk* (GvhV - Médecine pour le peuple).<sup>75</sup> Elle aura un premier succès lors de la dénonciation d'empoisonnement au plomb comme maladie du travail. GvhV sera le point de départ d'un ancrage local plus permanent, hors du milieu universitaire.

Dans ce contexte, les étudiants cherchent donc comment mieux s'organiser. Ils reprennent l'étude de *Que faire ?* de Lénine, qui était arrivé en 1902 à la conclusion qu'il faut former un parti révolutionnaire de cadres. L'orientation idéologique qui avait triomphé dans le SVB après la participation dans la grève des mineurs du Limbourg, unie avec des secteurs de la *Gentse Maartbeweging*<sup>61.4.3.</sup> et de la *Derde Wereldbeweging*,<sup>61.3.</sup> donne lieu à une nouvelle organisation.

Le 5 octobre 1970 apparaît le premier numéro d'une publication « *Alle Macht Aan De Arbeiders* » (AMADA - Tout le pouvoir aux travailleurs).- Son Rédacteur en chef était un certain Jo Cottenier, alors âgé de 23 ans, un membre du SVB qui l'année antérieure était allé travailler en usine.<sup>61.5.</sup> La Une disait : « *Nous ne votons pas, nous luttons* » et elle dénonçait le parlementarisme en disant,



à voter pour lui : « *Nous allons régler nos affaires entre nous, dans nos comités de lutte. C'est plus productif !!!* ».<sup>76</sup> À la page 8, on pouvait lire « *À bas l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe.* » Le journal était initialement vendu par des étudiants en porte d'usine et dans des points de rassemblement. Et la naissante organisation était connue par le nom de la publication, alors qu'elle se donnait elle-même le nom de « *Communistische Partij in opbouw* » (Parti communiste en construction).<sup>77</sup>

Le journal rend compte des différents théâtres de lutte, mais il offre aussi une *éducation politique* sur des thèmes comme *L'Etat et la révolution* de Lénine, et *les deux grands périls : les Etats-Unis et l'URSS*.<sup>78</sup> Un sous-titre disait « *Leve het marxisme-leninisme en de gedachte van Mao-Tse-Toeng.* » (Vive le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong !)



Le logo (un poing fermé) était accompagné de « *Proletariërs aller landen, onderdrukte volkeren en naties, verenigt u !* ». (Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !) Un an plus tard (dans le n° 13), le logo sera remplacé par un autre avec les têtes de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao.

### **1.8.2. Les premières interventions dans les luttes : un antidote au sectarisme**

Cet ancrage donnait alors lieu à une première intervention locale dans un conflit ouvrier, lors de la grève de la zinguerie de *Vieille-Montagne* (janvier-mars 1971).<sup>§1.2.</sup> Ces nouveaux venus dans les luttes ouvrières, avec encore des réflexes hérités du mouvement étudiant, dénonçaient d'emblée la direction syndicale, ce qui suscitait de la méfiance parmi les travailleurs. Et le comité de grève dans l'entreprise essayait de tout faire pour ne pas apparaître comme lié à AMADA,

Lors de la grève du chantier naval Boel-Temse (13 septembre – 1 décembre 1971),<sup>§1.2.</sup> il y avait déjà une *cellule de Boel*. Celle-ci suivait initialement aussi cette politique sectaire antisyndicale héritée du mouvement étudiant, mais cette fois, la grève était dirigée par des délégués combattifs comme Jan Cap (ACV) et Karel Heirbout (ABVV).<sup>79</sup>

L'attitude d'AMADA change et une collaboration s'établit avec ces délégués, confrontés eux-mêmes aussi avec la bureaucratie au sommet. La grève avait été décrétée par la direction syndicale dans le but de couper court à la tactique de grèves partielles, souvent déclarées en dernière minute et pour une seule branche, qui de cette façon faisaient obstruction au déroulement harmonieux du travail des autres branches dans le processus complexe de la construction navale, en particulier lors de la remise à l'eau d'un navire en cale sèche. L'intention des syndicats était de renvoyer les travailleurs chez eux, en attendant qu'ils se calment, mais l'intervention d'AMADA, ensemble avec ces syndicalistes combattifs, consistait à faire connaître la grève, en faire la propagande dans les quartiers, et mobiliser autour d'elle.<sup>80</sup> Cette grève démontrait que le sectarisme de « *la voie hostile aux syndicats* » pouvait être corrigée », et Ludo Martens « *change de ligne politique. Pas d'antisindicalisme, mais un renforcement des forces progressistes au sein même du syndicat. Il s'agit de protéger le mouvement syndical contre les attaques de la droite et de l'establishment.* »<sup>81</sup> Par la suite, des membres d'AMADA pourront devenir membres du syndicat.

La participation active d'AMADA dans la grève des dockers déclenchée le 6 avril 1973 à Gand et étendue trois jours plus tard à Anvers apportera un antidote supplémentaire au sectarisme estudiantin. La grève revendiquait une augmentation de 100 FB et un 13e mois. S'y ajoutaient des exigences politiques, en faveur de la liberté de grève et de démocratie syndicale, ainsi que l'abrogation de la Loi 430 de durcissement de la répression,<sup>§1.2.</sup> contre laquelle déjà en janvier des dizaines de milliers de jeunes avaient battu le pavé. La grève n'était pas reconnue par les syndicats, qui avertirent les grévistes dans une lettre datée du 12.4.1973 : « *Comme les syndicats vous protègent contre l'arbitraire patronal, ces mêmes syndicats vous protégeront contre les*

*meneurs, qui n'ont rien d'autre à vous offrir que la pagaille et qui mettent en danger tout ce que vous avez construit avec vos syndicats.* »<sup>82</sup> Parmi ces meneurs, il y a un comité de grève organisé par *Arbeidersmacht Antwerpen*, soutenu par des dockers du Parti communiste belge (PCB).<sup>83</sup> AMADA, qui venait d'organiser sa *cellule* dans le port, digérait d'abord mal que la grève était dirigée par le PCB, avec un *Comité* dont elle était exclue. Elle dénonçait le Comité comme anarchiste et économiste, alors que le PCB accusait AMADA de faire des propositions irréalistes et de ne faire que de la propagande pour la révolution. Mais par la suite, AMADA s'est uni au soutien de la grève, soutenue aussi par la RAL<sup>84</sup> et par le alors déjà célèbre prêtre ouvrier Frans Wuytack, expulsé du Venezuela pour activités « *subversives* ». Les femmes des dockers formaient un comité pour soutenir leurs maris (dont la dirigeante, Wies De Schutter, s'est par la suite affiliée à AMADA). Et toutes ces forces organisèrent ensemble une première grande manifestation le 16 avril, à Anvers, en dépit de l'interdiction du bourgmestre, et à Gand. Le 1er Mai de cette année était célébré dans le cadre du conflit.<sup>85</sup> Après la grève, terminée le 5 juin par épuisement,<sup>86</sup> des militants d'AMADA ont fait l'objet de poursuites judiciaires et ont finalement été condamnés en décembre à des peines de prison, dont la plupart avec sursis partiel.<sup>87</sup>

Un autre conflit touchait directement AMADA, affirmant clairement son insertion locale. En 1973, l'Ordre des Médecins attaquait déjà la jeune organisation de *Médecine pour le peuple*, avec une exclusion de l'exercice de la médecine pour huit jours. Dans une réunion de médecins et patients, Ludo Martens expliquait que l'attitude correcte était tout simplement de ne pas donner suite à cette interdiction et de continuer la pratique.<sup>88</sup> Une tactique qui fera école dans le parti, avec succès d'ailleurs. En 2014 encore, suite à la grande percée électorale du PTB, l'Ordre des Médecins attaque à nouveau, et le PTB répond de la même manière. Dans différentes occasions, l'Ordre recule, face à la mobilisation.<sup>89</sup>

### **1.8.3. Une direction**

La confrontation avec la réalité concrète dans l'ancrage local ne manque pas d'avoir des répercussions au sein du *Parti communiste en construction*. « *La rédaction du Journal devenait, de fait, le centre de l'organisation. Et en juillet 1971, pour la première fois, un Bureau de direction permanente est mis sur pied, avec la tâche de construire le parti à partir du sommet.* »<sup>90</sup>

Une des premières interventions du Bureau est la rectification de l'orientation suivie par la section d'Anvers lors du conflit à Boel, que nous venons de mentionner.<sup>§1.8.2.</sup>

Le contact avec la lutte concrète dans l'insertion locale, ou plutôt le manque de ce contact de la part de la direction, va toutefois créer des problèmes. Fin 1972, il se développait une fraction anti-parti à Gand, que Martens attribuait au fait que « *les règles de fonctionnement d'un parti communiste n'étaient pas connues par tous les membres du parti* ». Et comme solution, de nouveaux statuts ont été rédigés.<sup>91</sup>

« *À la fin de 1972, le premier Bureau permanent a été dissout et plusieurs cadres nationaux ont reçu la tâche de travailler dans une province [...] afin de renforcer les liens avec*

les militants, les masses, et la lutte des masses. [...] Il fallait se débarrasser d'une direction qui était en mains de bureaucrates [capables seulement de ] produire toute sorte de textes "qui sonnaient bien", avec beaucoup de citations de Marx et de Lénine. »<sup>92</sup>

La participation active dans la grève des dockers déclenchée le 6 avril 1973 à Gand et étendue trois jours plus tard à Anvers § 1.8.2. va redynamiser le parti. Ludo Martens et Jo Cottenier vont s'investir personnellement dans les cellules de Gand et d'Anvers.<sup>93</sup> Et finalement, « en octobre 1973, une nouvelle direction nationale permanente est organisée, qui permet de renforcer le travail des directions provinciales. »<sup>94</sup>

Lors des élections parlementaires du 7 novembre 1971, AMADA était toujours contre ce « carnaval électoral », mais trois ans plus tard, l'organisation décide d'y participer, obtenant un 2,8 % dans la région d'Anvers.<sup>95</sup> Et à partir de 1975, une nouvelle orientation politique est élaborée. La « lutte contre le sectarisme » reprend. Le mot d'ordre devient « syndicalisme de combat ».

La parution du journal devient hebdomadaire en 1975.

#### **1.8.4. La lutte entre deux lignes**

Cette construction met également à l'ordre du jour une confrontation idéologique avec d'autres courants. Lors des révoltes à Louvain, le SVB avait des réunions communes avec des courants francophones. Mais par la suite, leurs chemins vont se séparer. Dans *Le Parti de la Révolution*, Ludo Martens fait allusion dans différentes occasions à la lutte idéologique contre le groupe de Grippa, une scission du PCB qui s'exprimait dans la revue *Clarté*,<sup>96</sup> et contre l'*Union des communistes marxistes-léninistes de Belgique* (UCMLB). Ces groupes « ont eu une influence pendant longtemps sur tout le parti ».<sup>97</sup>

Concernant Grippa, Ludo Martens disait que « le matérialisme dialectique est [...] un point essentiel dans la lutte contre toutes les déviations opportunistes de Clarté. »<sup>98</sup> Concernant l'UCMLB, elle aurait « mené à la perte toute une génération de révolutionnaires potentiels parce qu'elle prétendait élaborer une ligne scientifique en s'appuyant essentiellement sur la théorie. »<sup>99</sup>

Un entretien dans *Clarté*, n°9 (mai 2008) avec Silvio Marra, un dirigeant de la lutte des Forges de Clabecq dans les années 1990, confirme cette appréciation. Dès son entrée aux Forges en 1972, Silvio faisait partie d'une cellule de l'UCMLB de 5 camarades, jusqu'en 1975. « On disait qu'il fallait faire la révolution.[...] Mais si tu dis des choses aux travailleurs, c'est pour les faire. Il faut les confronter à des problèmes à affronter immédiatement. Si tu parles de lutte armée, il faut la faire et pas dire "il faut se préparer pour..." ». »

Pour Ludo Martens, le concept maoïste de "lutte entre deux lignes" est le fil d'Ariane de la lutte idéologique. Dans *Le parti de la Révolution*, il en énumère six. La lutte « contre la ligne intellectualiste de la UCMLB, contre sa conception sociale-démocrate du parti et contre son putschisme » est la 3e.<sup>100</sup>

## Notes - chap. 1

- 1 Le 15 septembre 1959, Khrouchtchev, fier de ses prouesses technologiques avec le lancement du premier satellite artificiel la veille, rencontre son *homologue* Eisenhower à Washington. Et le 22 avril 1960, *Le Quotidien du Peuple* commence à mettre les critiques de Mao contre la politique de l'URSS sur la place publique avec une série d'articles intitulée *Vive le Léninisme*. En juillet 1960, l'URSS met fin à toute assistance technique à la Chine, avec le retrait brutal de plus de mille techniciens.
- 2 La *Conférence de Bandung* avait déjà réuni 29 pays *non-alignés* en 1955. Le *Mouvement des non-alignés* sera formalisé en 1961 lors de la conférence de Belgrade. En 1966 se célèbre la *Conférence tricontinentale* à Cuba,
- 3 À la Conférence d'Alger de 1973, le *Mouvement des non-alignés* propose un « *nouvel ordre économique international* » qui devrait remplacer celui régi par les accords de Bretton Woods de l'après-guerre. Et lors de la discussion du thème à l'ONU, en 1974, le vice-premier ministre de la Chine, Deng Xiaoping y défend cette *Théorie des Trois Mondes*.
- 4 Voir les brochures sur *La grève du siècle*, et sur *La Crise institutionnelle*, disponibles sur le site de la LCT, onglet *Théorie/Quelques textes publiés* par la LCT.
- 5 Voir Tielens et Iven, *De staking van 1970 in het Kempisch steenkoolbekken*, 1976, une thèse de licence très bien documentée sur les charbonnages du Limbourg et leurs luttes, y compris des comptes rendus jour par jour des grèves.  
[www.npdoc.be/Iven-Tielens/Iven-Tielens.htm](http://www.npdoc.be/Iven-Tielens/Iven-Tielens.htm)  
Nous la citons comme **Tielens et Iven**, o. c.
- 6 *Tielens et Iven*, o. c., § 1.3.3.0.
- 7 *Tielens et Iven*, o. c. § 1.3.2.1 et § 1.3.3.0
- 8 Les derniers grévistes retournent au travail le 8 février 1966. La mine est finalement fermée en octobre 1966.
- 9 Voir une brochure éditée alors par les étudiants qui soutenaient la grève, *Ford-Genk '68: begin- of eindpunt?* p.39. Nous citons cette brochure comme **Ford-Genk**, o. c.
- 10 Une loi présentée le 3.11.1972 au parlement par l'ancien Premier ministre Paul Vanden Boeynants, devenu Ministre à la Défense le 20.01.1972, et qui se concrétise le 18.11.1972 dans un plan pour renforcer la gendarmerie.
- 11 « *L'Etat unitaire, tel que les lois le régissent encore dans ses structures et dans son fonctionnement est dépassé par les faits. Les Communautés et les Régions doivent prendre leur place dans les structures rénovées de l'Etat, mieux adaptées aux situations spécifiques du pays.* » -Gaston Eyskens, Premier ministre. février 1970. (Voir X. Mabilie - *Histoire politique de la Belgique* - CRISP, 1992, p.350)
- 12 Ce emplacement, y compris les avions pour transporter les armes à une cible, fut décidé en 1958, mais mis en œuvre seulement en 1963. Voir à ce propos la séance du 21.03.1963 de la Chambre, où le ministre Segers défend l'utilisation « défensive » éventuelle de ces armes.
- 13 Un membre de la première direction du PTB a ainsi participé à des camps d'entraînement de Kadhafi, voir § 1.1.
- 14 Voir la revue *Combat* d'André Renard, du 18.10.1973 et du 13.11.1973.
- 15 Jusqu'à la séparation KUL-UCL, en 1968, le recteur de l'université unique était Monseigneur Van Waeyenberg, un évêque qui, lors du fameux discours de Lumumba du 30.06.1960, s'indignait de « *l'apparition criminelle* » de ce dernier et conseillait de le mettre en prison. (*African Journal of International Affairs*, vol.2 n°1, 1999).
- 16 En 1978, Ludo Martens et Kris Merckx publient un rapport concernant la décennie qui a suivi cette révolte, sous le titre *Dat was 1968* (Ce qu'était 1968). Ce texte a été réédité en 1993 par Jan Savels (éditoriale EPO du PTB) sous le titre *Een kwarteeuw - Mei 68* (Un quart de siècle - Mai 68) en y incorporant, à part des corrections techniques, des extraits d'interviews à Ludo Martens en Paul Goossens publiés dans un livre de 1968, *Het gevecht met de Mammon*, de Jos De Man. La nouvelle version retient donc à juste titre Martens et Merckx comme auteurs, soit de 1978, soit de 1968.  
<<http://www.npdoc.be/Martens-Ludo-Merckx-Kris/>> Nous le citons comme **Kwarteeuw**, o. c. (II.2., p.ex., indique *Deel twee*, sous-titre 2.)
- 17 [http://www.thesis.net/vlaamse\\_studenten/vlaamse\\_studenten\\_hfst\\_1.htm](http://www.thesis.net/vlaamse_studenten/vlaamse_studenten_hfst_1.htm)
- 18 Editorial de *Ons Leven*, octobre 1966, cité dans *Kwarteeuw*, o. c. I.3
- 19 *Kwarteeuw*, o. c. I.2
- 20 *Tielens et Iven*, o. c. § 4.1.1.1.
- 21 L'occasion ponctuelle de la censure est la publication d'une accusation de pédophilie dans le clergé, dans le numéro 18 de *Ons Leven*, du 3.2.1967. Par la suite, on parlera du *sexnummer*, dont l'article en question et la couverture sont reproduits dans *Solidaire* de novembre 2010. Ce détail a mis dans l'ombre la publication bien plus importante du fondement idéologique de l'option SVB dans le même numéro. Mais en 2008, Herwig Lerouge dira encore que Ludo a été viré à cause d'un numéro de *Ons Leven* « *qui traitait de la sexualité* ». (*Solidaire* 30.04.2008).
- 22 Goossens deviendra plus tard le fondateur et rédacteur en chef du quotidien *De Morgen*, gardant de bonnes relations avec Martens.
- 23 Voir Segers, W., *Alle Macht Aan De Arbeiders '1968' en de inzet voor de arbeiders. 1966-1979*, Thèse de licence en Histoire, KUL 2004. I.2.. <<http://www.npdoc.be/Segers-Ward>> Nous citons la thèse comme **Segers**, o. c. (I.2. indique Hoofdstuk 1, sous-titre 2)
- 24 Des affiches rédigées en français invitent les wallons à se joindre à la lutte. Des étudiants interviennent en français dans les assemblées. Voir *Verjaardag studentenrevolte, januari 1968*, une série de 4 articles publiés dans *Solidaire* en 2008, que nous citons par la suite comme **Verjaardag**, o. c. Ce texte, se trouvait jusqu'au début de 2013 sur le site du PvdA ([www.pvda.be/nieuws/artikel/verjaardag-studentenrevolte-januari-1968-1-mei-68-begon-niet-in-mei.html](http://www.pvda.be/nieuws/artikel/verjaardag-studentenrevolte-januari-1968-1-mei-68-begon-niet-in-mei.html)).
- 25 C'est la première des six "luttes entre deux lignes", voir § 1.8.4. "*En 1967-1968, la lutte était pour créer une organisation de masses étudiante indépendante, dirigée par un noyau marxiste-léniniste.*"
- 26 Merckx dans *De Standaard* du 03.05.2008  
[www.standaard.be/artikel/detail.aspx?artikelid=FH1RG7HH#](http://www.standaard.be/artikel/detail.aspx?artikelid=FH1RG7HH#)
- 27 Un référence à ce conflit entre « *fonder partout de nouveaux comités de grève* » et « *un parti ouvrier, la fusion entre le mouvement ouvrier et le mouvement des étudiants engagés* » se trouve dans *In Memoriam de Ludo Martens*, publié par le Bureau du PTB au lendemain de la mort de ce dernier (5.6.2011 - voir § 5.3.2.). Voir *Solidaire* 9.6.2011. Le texte était disponible dans les archives du PTB (<http://www.ptb.be/nieuws/artikel/en-memoire-de-ludo-martens-1946-2011.html>) jusqu'au début 2013. Il y a une copie sur <http://www.reveilcommunisme.fr/article-ludo-martens-1946-2011-necrologie-du-ptb-76189358.html>. [Cette copie n'existe plus en 2019.]  
Par la suite, nous citons ce texte comme **In Memoriam**, o. c.
- 28 L. Martens, *Een beetje revolutie, een beetje reformisme*, octobre 1968, cité dans *Kwarteeuw*, o. c. II.2
- 29 La revue n'aura que 4 numéros. Le nom (étincelle) est une référence à la publication *Iskra*, la publication, au début du 20e siècle, du *Parti ouvrier social-démocrate de Russie*, sous la direction, entre autres, de Lénine.
- 30 *Kwarteeuw*, o. c. II.1. et III.2.
- 31 Lors d'un débat organisé par *Prokus* (Progressieve Kultuur) sur la pornographie, il était interdit d'utiliser des images autres que d'œuvres d'art érotiques de l'antiquité grecque et romaine.
- 32 Il y a un rapport détaillé sur la *Gentse Maartbeweging* dans *Kwarteeuw*, o. c. I.3. Voir aussi *20 jaar RUG-studenten in actie 1968-1988* <[http://lib.ugent.be/fulltxt/RUG01/000/168/074/RUG01-000168074\\_2012\\_0001\\_AC.pdf](http://lib.ugent.be/fulltxt/RUG01/000/168/074/RUG01-000168074_2012_0001_AC.pdf)>. On trouve une interview de 28.06.2008 avec Renaat Willockx sur <<http://www.skolo.org/nl/2008/06/28/mei-68-arbeiders-studenten-eeen-front/>>, que nous citons comme **Willockx**. o. c. Voir aussi un clip sur <<http://www.youtube.com/watch?v=T0eyj012Nl8>>.
- 33 *Tielens et Iven*, o. c. § 1.3.3.2 - La photo de la manif : "Limburgse studenten te Gent, solidair met Zwartberg" (étudiants limbourgeois à Gand, solidaires avec Zwartberg) est de *Kwarteeuw*, o. c. I.1
- 34 *Ford-Genk*, o. c. Voir un commentaire, 40 ans plus tard, dans *Verjaardag*, o. c. 3e partie

- 35 « Le résultat de huit semaines de travail d'équipe : cinq semaines de présence ininterrompue auprès des travailleurs en lutte de Ford-Genk et trois semaines d'étude [...] une brochure très intéressante. » - *De Rode Vaan* 30.1.1969
- 36 *Kwarteeuw*, o. c. II.4. La presse avait divulgué une fausse accusation, que les étudiant invitaient les travailleurs à occuper l'usine avec un tract.
- 37 *Ford-Genk*, o. c. p.68
- 38 *Segers*, o. c. I.4.
- 39 *Willockx*, o. c. Quarante ans plus tard, Willockx sera toujours militant du PTB, fervent défenseur du "renouveau" dans ce parti : « 40 ans après mai 68, le monde a changé, le PTB aussi. Quittons le style donneur de leçons et vérités dogmatiques. » *Solidaire* n° 18 - 07.05.2008
- 40 *Segers*, o. c. I.6
- 41 Le premier tract proposait une augmentation de 70 FB pour tous, au lieu d'une augmentation de 12 ou 15 % étalée sur deux ans.
- 42 *Tielens et Iven*, o. c. § 4.2
- 43 *Eyskens in de mijn, arbeiders aan de macht* - Après la grande grève de 1960-61, Gaston Eyskens était revenu au gouvernement en juillet 1968 et y restera jusqu'en 1973.
- 44 La photo est de Rik Hemmerijckx, *In de geest van MeI 68 - Arbeidersprotest en radicaal militantisme in België, 2005* - [www.cegesoma.be/docs/media/chtp\\_beg/chtp\\_18/chtp18\\_007\\_Hemmerijckx.pdf](http://www.cegesoma.be/docs/media/chtp_beg/chtp_18/chtp18_007_Hemmerijckx.pdf)
- 45 Voir quelques détails du procès dans *Tielens et Iven*, o. c., chap. 3.4.
- 46 Un quart de siècle plus tard, Ludo Martens se rappelle : « *Etant donné que la direction syndicale s'opposait à la grève, nous, des étudiants sans expérience, nous devions participer dans la direction de la lutte, organiser des meetings, rédiger et distribuer des tracts chez les mineurs. C'était une expérience extrêmement riche, réalisée au cœur même de la lutte de classes.* » Voir, *Le parti de la Révolution*, ch.1, § 4.1. Nous ferons référence plus loin (§3.3) à ce livre programmatique fondamentale de Martens, écrit pour le 5e Congrès du PTB (1995), mais nous en citons des propos rétrospectives dès maintenant. Le livre est disponible en traduction espagnole sur <http://archivo.juventudes.org/textos/Ludo%20Martens/Ludo%20Martens%20-%20El%20Partido%20de%20la%20Revolucion.pdf>. Nous le citons comme *Le Parti de la Révolution*, o. c.
- 47 Jef Turf, ancien directeur politique de *De Rode Vaan*, dans une interview dans *Humo*, 16.02.1978. Cité dans *Kwarteeuw*, o. c. II.5.
- 48 *Segers*, o. c. II.2.
- 49 C'est la deuxième des six "luttres entre deux lignes", voir § 1.8.4. "*En 1970-1971, la lutte était pour nous intégrer au sein de la classe ouvrière, fonder une organisation communiste et commencer la propagande et l'agitation politiques entre les masses.*"
- 50 *Kwarteeuw*, o. c. III.2
- 51 *Solidaire* 14.01.2010
- 52 "Dertig jaar geleden...", une rétrospective publiée sur le site du Pvda. [Référence caduque en 2019.]
- 53 *Kwarteeuw*, o. c. II.2.
- 54 Paul Goossens se rappellera plus tard que, lors de sa première rencontre avec Martens, en janvier 1966, « *tout concernait le Concile du Vatican II* ». Voir les souvenirs de Goossens lors de la mort de Martens en juin 2011, sur <http://kameraadharko.blogspot.be/2011/06/ludo-martens-enkele-reacties.html>
- 55 *In Memoriam* o. c.
- 56 Voir [www.hertogen.be/hertogen-robert/Doc/KSA/Reactie-9-09-78-jh-kh.htm](http://www.hertogen.be/hertogen-robert/Doc/KSA/Reactie-9-09-78-jh-kh.htm)
- 57 La photo est de *Kwarteeuw*, o. c. I.1.
- 58 Le nom *Chiro* reprend les initiales du mot grec Χριστός, Christ. Voir l'entretien du 17.10.2007 dans *Knack*. <http://www.janvanduppen.be/?p=360> cité par la suite comme *Knack-Van Duppen*, o. c.
- 59 *Kwarteeuw*, o. c. II.1.
- 60 La rencontre était organisée par le *Sozialistische Deutsche Studentenbund* (SDS), une ligue née comme secteur *Jeunes* du mouvement étudiant dans le SPD en 1946. En 1961, ce courant reprochait au SPD de « *soutenir le socialisme, sauf dans les pays socialistes* » (en particulier l'Allemagne de l'Est - la RDA). Exclue du Parti, la ligue essaye toutefois de résister sous son nom de SDS, avec lequel il va maintenir des contacts avec le PTB. Il va constituer finalement la *Assoziation Marxistischer Studenten* qui deviendra plus tard le groupe *Spartakus*.
- 61 *Kwarteeuw*, o. c. II.1.
- 62 *Ervaringen uit twee jaar strijd te Leuven*. 1968 Ed. VVS  
Nous citons le livre comme *Ervaringen*, o. c.
- 63 *Kwarteeuw*, o. c. II,1
- 64 *Dokument 1969. Een leidraad doorheen de marxistische theorie. Het belang van de revolutionaire theorie*. Ce *Dokument 69* est reproduit intégralement dans *Kwarteeuw*, o. c. III.2 . La reproduction y est précédée d'une alerte que « *certaines critiques contre Staline y sont exagérées* ». Nous le citons comme *Dokument 1969*, o. c. Une partie du texte est disponible en traduction française sur [www.meeus-d.be/marxisme/classiques/mai68\\_25.html](http://www.meeus-d.be/marxisme/classiques/mai68_25.html)
- 65 Dans des *Réflexions militantes* de février 1970 on prétend que « *la lutte économique, matérielle de la classe ouvrière met implicitement en évidence l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat* ». Cité dans J. Versteegh, *D'un mouvement étudiant à un parti. Alle Macht aan de Arbeiders 1970-1979*. Un Mémoire présenté à l'ULB en 2000. Nous citons le Mémoire comme *Versteegh*, o. c.
- 66 L'appréciation sur l'URSS et sur la *Théorie des Trois Mondes* sera revue plus tard, en 1987, ce qui mènera à un "appel à l'unité", une lettre adressée au président du PCB, Louis Van Geyt, qui refusera. Voir *Histoire du PTB*, (notes pour un cycle de formation du PTB à Liège, le 27.02.2013) § 1.1.4.
- 67 Photo dans *Kwarteeuw*, o. c. III.2.
- 68 Pour un aperçu de la gauche radicale de l'époque, voir Buelinckx, Jan, *Radicaal-links in België en de val van de Muur*, 2002, thèse de licence, RUG - [www.npdoc.be/Buelinckx-Jan/index.htm](http://www.npdoc.be/Buelinckx-Jan/index.htm). Cité par la suite comme *Buelinckx*, o. c.  
Dans *Les partis politiques en Belgique*, Pascal Delwit, Emilie Van Haute et Jean-Benoit Pilet (eds), Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2011, il y a un chapitre (pp. 273-296) de Pascal Delwit et Giulia Sandri, intitulé *La gauche de la gauche*. (<https://dipot.ulb.ac.be/dspace/bitstream/2013/98141/1/Delwit-Sandri%20PARTIS%20POLITIQUES.pdf>) Nous le citons par la suite comme *La gauche de la gauche*, o. c.
- 69 Le PS, né sur les cendres du Parti Ouvrier Belge en 1945, ne s'est divisé en deux partis séparés selon le régime linguistique qu'en 1978. Le courant *Militant* (dont l'actuel PSL/LSP) n'apparaît en Belgique qu'après la fondation du CIO en 1974.
- 70 Il y restera jusqu'en avril 1974, à part un bref intermezzo de 1966-68
- 71 Voir la brochure sur *La grève du siècle*, sur le site de la LCT, onglet *Théorie / Publications de la LCT*.
- 72 Après quelques années de crise, les trotskistes créent finalement en 1971 la *Ligue Révolutionnaire des Travailleurs / Revolutionaire Arbeidersliga* (LRT/RAL), qui devient *Socialistische arbeiderspartij / Parti ouvrier socialiste* (SAP/POS) en 1984. En 2005, le POS adopte le nom de son homologue en France, la *Ligue Communiste Révolutionnaire* (LCR), sans changement dans le SAP. Déjà en 1972, les trotskistes seront la cible de critiques virulentes de AMADA, le groupe qui deviendra le PTB en 1979. Bien plus tard, Ludo Martens fera remonter cette « critique » à 1968 : « *Depuis 1968, les différents groupes trotskistes ont été capables de jeter des milliers de jeunes potentiellement révolutionnaires dans les bras de la social-démocratie.* » (*Le Parti de la Révolution*, o. c. Introduction)
- 73 *Kwarteeuw*, o. c. II.6
- 74 *Le Parti de la Révolution*, o. c., chap. 1 §1 *Quelques éléments de l'histoire du PTB*.  
Le premier chapitre du livre, sur l'organisation d'un parti de type bolchevique, développe, après l'énoncé de quelques principes, ce sous-titre.

- 75 Une deuxième maison suivra en 1974 à Genk (avec Harrie Dewitte, qui était d'abord aller travailler comme mineur de fond dans la mine de Winterslag). D'autres suivront, d'abord en Flandre, puis aussi en Wallonie (Séraing 1982) et à Bruxelles (Molenbeek 1998). Voir <http://gvhv-mplp.be>
- 76 Voir une rétrospective concernant ce rédacteur en chef de l'époque dans *Solidaire* du 16.09.2010, où on trouve aussi la reproduction de la Une de ce premier numéro.
- 77 Interview à Boudewijn Deckers à l'occasion de la mort de Martens, à Redactie.radiocentraal 11.6.2011 <http://redactie.radiocentraal.be/Home/?p=1076>, cité par la suite comme *Interview Deckers*, o. c.
- 78 Segers, o. c. IV.1.
- 79 Jan Cap raconte plus tard que les militants d'AMADA « *vendaient un journal, qui d'ailleurs s'appelait aussi AMADA, et en haut, il y avait cinq têtes de Marx, Engels, Lénine, Mao et Staline. Et quand on le lisait, il s'agissait toujours de révolution et de lutte armée.* » Voir Jan Cap, *In naam van mijn klasse*. EPO 1987 <[www.marxists.org/nederlands/cap/in\\_naam\\_klasse/index.htm](http://www.marxists.org/nederlands/cap/in_naam_klasse/index.htm)> Le livre de Cap est très riche en enseignements sur la lutte syndicale. Il décrit, par exemple, concrètement, ce que signifie « le droit de travailler » lors d'une grève, quand 200 gendarmes sont mobilisés pour faire entrer un jaune ("een rat") dans l'usine, la grève étant votée par plus de 90% des travailleurs. Cap deviendra militant du PTB en mai 1985. À l'époque, les militants d'AMADA marchaient dans les manifestations en scandant des mots d'ordre comme « *Le pouvoir est au bout du fusil !* » et « *Marx, Engels, Lenin, Stalin, Mao !* »
- 80 À une occasion où un sympathisant qui distribuait un tract d'AMADA aux portes mêmes du syndicat s'était fait embarquer par la police (appelée par la direction syndicale), la réaction instantanée de ces délégués combattifs l'a remis en liberté sans tarder.
- 81 *In Memoriam*, o. c.
- 82 Voir un rapport très détaillé sur cette grève dans le *Courrier hebdomadaire du CRISP* 1973/32-33. <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-1973-32-page-1.html> Un compte-rendu est publié dans *Solidaire* du 18.04.2013 à l'occasion du 40e anniversaire de cette grève
- 83 Une deuxième lettre de l'Intersyndicale, datée du 9.5.1973, faisait savoir que « *toute solution a été sabotée par le Comité de Grève anversois, dirigé et payé par le Parti communiste, qui se mêle ainsi aux affaires syndicales et porte atteinte à la liberté du travail.* »
- 84 AMADA et la RAL ont organisé de nombreux meetings et collectes de soutien dans plusieurs villes du pays et ont essayé de susciter des actions de solidarité à l'étranger (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas).
- 85 La RAL décida de manifester à Gand avec le cortège de la F.G.T.B, comme groupe distinct, alors qu'AMADA ne voulait pas manifester dans le cortège traditionnel et y organisa une « manifestation nationale » sous le signe de la lutte de classes implacable.
- 86 Frans Wuytack avait exhorté les grévistes : « *Il faut continuer. Nous avons la chance unique de montrer à la mafia des dirigeants syndicaux que nos revendications sont justifiées.* » Et le referendum de la veille avait donné 54 % pour continuer. Mais le Comité avait fixé un quorum de 65 % pour décider de la continuation de la grève. Les grévistes n'obtiennent pas les 100 FB et le 13e mois en ce moment, mais ils obtiendront gain de cause fin 1973.
- 87 La somme, pour les 13 inculpés, s'élève à 9 ans, dont 8 mois effectif. Voir Segers, o. c. II.8
- 88 Voir une intervention de Kris Merckx lors des funérailles de Ludo Martens en juin 2011.
- 89 Voir le témoignage de Claire Geraets dans *Le Soir* du 19.04.2014
- 90 *Le Parti de la Révolution*, o. c., chap. 1 §1 Elements d'histoire. Le Bureau est composé par Ludo Martens, Imelda Haesendonck et Paul Theunissen. La présence d'Imelda est significative. À l'époque, l'accès aux études universitaires des filles était très en dessous du 50 %, et il y existait une certaine ségrégation, comme réserver des places pour les filles aux premiers rangs dans les auditoriums. Dans le SVB, on voyait aussi très peu de femmes. Pour la petite histoire : Lors du coup d'Etat de Pinochet au Chili (11.9.1971), la première réaction d'AMADA est de le dénoncer, mais en moins de 24 heures, le Bureau intervient pour changer la position et soutenir le dictateur, alors soutenu par la Chine, étant donné qu'Allende était soutenu par l'URSS. Le journal, déjà sous presse, est remplacé par une version corrigée.
- 91 *Le Parti de la Révolution*, o. c. ch.1 - 2.3.
- 92 *Le Parti de la Révolution*, o. c. ch.1 - 1
- 93 *Versteegh*, o. c. p.101
- 94 *Le Parti de la Révolution*, o. c. ch.1 - 1
- 95 AMADA totalise 19.794 voix en 1974 et 24.899 en 1977. La RAL, son principal concurrent dans la gauche radicale, ne se présente qu'en 1976 dans certaines communes, puis à partir de 1977 systématiquement dans toutes les élections, obtenant en cette année 0,26 % dans les élections pour le parlement.
- 96 Jacques Grippa était membre du Comité Central du PCB. La critique de Mao contre le « *révisionnisme* » de Khroutchev dans l'URSS avait donné lieu en 1963 en Belgique à cette scission, alimentée copieusement par des ressources financières de Pékin. Toutefois, « *en 1979, tous les groupes francophones [Franz Legros, du Parti Wallon des Travailleurs, et Robert Fusz, d'un groupe maoïste étudiant à l'ULB, Grippa] avaient disparus ; leurs membres qui étaient restés fidèles aux idéaux socialistes avaient entre-temps rejoint le SVB qui allait devenir le PTB.* » (*Kwarteeuw*, o. c. III.2.)
- 97 *Le Parti de la Révolution*, o. c., ch.1 - 2.2.
- 98 *Le Parti de la Révolution*, o. c. ch.1 - 3.1.
- 99 *Le Parti de la Révolution*, o. c. ch.3 - 2.3.
- 100 *Le Parti de la Révolution*, o. c. ch.1 - 7.4 Pour la 1ère et la 2e, voir respectivement § 1.4.2. et § 1.6.2. Pour la 4e, 5e et 6e, voir respectivement § 2.2., § 2.3.1. et § 3.2. plus loin.



## 2. Le PvdA

En 1975, AMADA lance un appel aux candidatures pour s'installer en Wallonie et y développer l'organisation. Et un premier contingent d'une dizaine de membres y est envoyé, dont la plupart parviennent à se faire engager dans une usine. Ils entrent ainsi en compétition avec l'UCMLB qui va pratiquement disparaître l'année suivante. Le journal publie une version en français : *Tout le Pouvoir aux Travailleurs*. L'organisation devient *nationale* et lors de la première *Fête du 1er Mai* à Bruxelles, en 1978, AMADA-TPO se présente publiquement comme *Parti Ouvrier Communiste en Construction*.<sup>1</sup> Lors des élections de 1978, le parti double presque le nombre de voix par rapport à 1977.<sup>2</sup> Le but stratégique reste « *la révolution socialiste et la dictature du prolétariat* ». Mais dans les analyses, c'est toujours la théorie des *Trois Mondes*<sup>3,1.4.</sup> qui domine.<sup>3</sup>

Entre-temps, avec la mort de Mao Zedong (9.09.1976) et le virage restaurationniste sous Deng Xiaoping, la référence chinoise avait changé un peu. La rupture sino-soviétique (1965-1976) passe à la confrontation. Et en Albanie, Enver Hoxha, chef d'Etat de 1944 jusqu'à sa mort en 1985, qui avait suivi jusqu'alors la Chine dans sa critique contre le « *révisionnisme* » de Khrouchtchev, refuse le virage de Deng Xiaoping, revendiquant toujours Mao et Staline. En 1978, l'Albanie rompt les relations avec la Chine.

En août 1978, une délégation de AMADA-TPO se rend en Chine. et le Comité Central du Parti Communiste de ce pays invite alors officiellement une deuxième délégation, composée de Ludo Martens, Kris Merckx, Herwig Lerouge et Jo Cottenier,

D'autre part, fort d'une décennie d'expérience, le *Parti communiste en construction* voulait « rompre avec les concepts "extrémistes" ».

Le 1er Mai 1979, Ludo Martens lance officiellement la préparation pour construire un nouveau parti.

Pour Ludo, « *le nom de "AMADA" ne parle que du problème du pouvoir. Les multiples facettes de l'activité du parti ne sont pas à l'honneur dans ce nom. D'autre part, on donne l'impression de ne s'adresser qu'aux travailleurs. Depuis deux ans, nous menons un combat contre le sectarisme et cela doit se manifester aussi dans le nom. Nous voulons nous débarrasser de l'image de "l'extrémisme" et nous voulons construire un parti qui parvient à se lier aux amples masses.* »<sup>4</sup>

Une directive du Comité Central de AMADA-TPO du 12 mai 1979 fixe les enjeux : « *après dix ans de préparation, nous pouvons agir vers l'extérieur comme un vrai parti. [...] Nous avons acquis une certaine connaissance du marxisme-léninisme, de la pensée de Mao Zedong* ».<sup>5</sup>

### 2.1. Le Congrès de fondation

Un Congrès de fondation du nouveau parti culmine finalement, le 7 novembre 1979, en présence de quatre mille personnes.<sup>6</sup> Le nom, dévoilé dans le Journal AMADA-TPO du 29 août 1979, est celui du parti d'Enver Hoxha, le *Partij*

*van de Arbeid* (PvdA).<sup>7</sup> C'est la fidélité au communisme « orthodoxe » de Mao et Staline. Le programme revendique l'œuvre de Mao, qui a eu « *le mérite d'avoir tiré les leçons de la dégénérescence totale de l'Union soviétique et de la restauration du capitalisme dans ce pays* »,<sup>8</sup> et il s'aligne sur la théorie des *Trois Mondes*,<sup>9,1.1.</sup> avec « *les deux superpuissances [les Etats-Unis et l'URSS] comme ennemies des peuples* ».

Et comme rempart contre l'extrémisme, le Programme propose « *d'élever le niveau de conscience des masses* » à partir d'un « *soutien avec force et enthousiasme de toutes les luttes des masses pour leurs revendications concrètes et directes* ». Pour la révolution socialiste, plus besoin de passer par la case « *tout le pouvoir aux travailleurs* » Le programme prône une solution réformiste, par « *des combats [qui] doivent finalement déboucher sur l'expropriation du capital monopoliste et la dissolution de son appareil répressif* » au sein même de la société bourgeoise.<sup>9</sup> Le nom du journal devient *Solidair/Solidaire* en 1980.<sup>10</sup>

Dorénavant, il s'agit de travailler dans les syndicats, et de gagner des militants syndicaux. Les statuts prônent un parti léniniste « *avec centralisme démocratique* ». Dans la direction, on trouve, entre autres, Ludo Martens, Boudewijn Deckers (issu de la *Derde Wereldbeweging*), Herwig Lerouge et Jo Cottenier.<sup>11</sup>

### 2.2. Le 2e congrès, 1983

Lors des élections communales du 10 octobre 1982, le parti obtient un premier conseiller, à Zelzate. Et des tensions surgissent dans le jeune parti, où des membres, qui abandonnent le parti, dénoncent une « *ligne dure* », au détriment d'un débat ouvert.<sup>12</sup> La direction du parti (Ludo Martens) dénonce un « *courant liquidateur* »,<sup>13</sup> et un 2e Congrès est convoqué pour mars-avril 1983. Un livre de Martens et Merckx rend compte de ce Congrès.<sup>14</sup> Le mot d'ordre, « *l'arme magique* » du 2e Congrès est le « *Front uni* ». « *Le Front uni est une arme fondamentale pour tout parti révolutionnaire. Le Front uni est un moyen pour mobiliser les amples masses, pour les compromettre dans la lutte et les faire acquérir des expériences révolutionnaires. Nous nous unissons à d'autres forces, chaque fois que cela est utile pour un développement ample de la lutte de classes et de l'élévation de la conscience politique.* »<sup>15</sup> Signalons toutefois qu'il s'agit bel et bien de construire un front unique « *autour du parti* ». Mais dans la pratique, à propos de la participation du PTB à une importante grève de mineurs au Limbourg en 1986, contre la fermeture des mines de Waterschei et de Winterslag, Ludo Martens dira : « *Quand les cadres discutent à l'infini, pendant longtemps, sans donner des solutions appropriées aux grandes questions, ils empêchent les militants de mener à bien un travail efficace.* »<sup>16</sup>

D'autre part, le développement du parti en Wallonie stagne.<sup>17</sup>

## 2.3. Le débat sur la situation internationale

### 2.3.1. Le Glasnost

Avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en URSS (mars 1985), le PTB change son fusil d'épaule concernant ce pays,<sup>18</sup> avec « *les espoirs que la nouvelle politique de Gorbatchev a suscités, en 1985-1987, pour le renouvellement du mouvement communiste, après l'hiver brejnévien.* » Le PTB, qui dénonçait en 1979 la restauration du capitalisme en URSS,<sup>5,21</sup> corrige maintenant cette caractérisation. Le fait est que « *le parti communiste chinois a révisé l'essentiel de ses critiques* » envers l'URSS, et que « *Gorbatchev a déclaré qu'il fallait reconnaître les énormes mérites de Staline* ». Donc, « *la réévaluation de l'analyse de l'Union soviétique est devenue une nécessité incontournable.* » Et « *pendant trop longtemps, nous avons, par apriorisme, fermé un œil pour ne voir que les preuves de la restauration* ».<sup>19</sup> Le débat est mené ouvertement dans *Solidair* entre octobre 1987 et le début de 1989 sous le titre « *De la Révolution d'octobre à la glasnost* ». Et un accord semble se dessiner sur le fait que l'URSS et les pays de l'Est étaient bel et bien des pays socialistes. Et que Gorbatchev défend cet acquis. Un rapprochement est même cherché avec le PC belge, dont les deux derniers élus avaient disparu du Parlement en 1985. Il s'agit d'être « *marxiste et révolutionnaire dans le monde d'aujourd'hui* ».<sup>20</sup>

### 2.3.2. Etudes marxistes

En 1988 a lieu un 3e congrès du parti, le *Congrès syndical*. La relation du parti avec les directions syndicales est un thème polémique depuis des années. Et à cette occasion est fondé un instrument théorique, *Etudes marxistes*.<sup>21</sup> Le Président du parti, Ludo Martens, ouvre la réflexion avec une *Analyse de la stratégie trotskiste du gouvernement ouvrier*. Suivant le modèle maoïste, la stratégie est « *l'insurrection populaire armée* », et « *affirmer que la grande grève de 1960-61 fut la préfiguration du triomphe de la révolution socialiste c'est se couvrir de ridicule.* »<sup>22</sup> [...] Dans les circonstances actuelles, développer la conscience de classe veut dire [...] faire comprendre que les travailleurs doivent s'organiser de façon indépendante, en poursuivant une politique révolutionnaire [...] C'est faire comprendre la nécessité vitale du renforcement du parti communiste et du renforcement des organisations de masse qui luttent contre certains aspects de la réalité capitaliste et impérialiste. La nécessité aussi de la création d'un Front populaire... »



Dès le 2e numéro, la revue prête attention à la politique internationale, et en particulier à la situation de l'ancienne colonie belge. Le PTB, et en particulier Ludo Martens, entretenaient une relation fraternelle avec Laurent Kabila depuis la fondation même du PTB, où ce guérillero, combattant Mobutu, avait été invité d'honneur.<sup>23</sup> D'autre part, la bonne entente avec les « dirigeants », comme Arafat, par ex., mène à des pirouettes idéologiques assez curieuses. « *Le mot d'ordre "Deux peuples, deux Etats" [...] reste un mot d'ordre erroné et inacceptable, qui, de surcroît, est plus démobilisateur que mobilisateur...* » mais il faut « *continuer à soutenir la lutte politique, diplomatique et militaire de l'OLP, l'unique et légitime représentant du peuple palestinien.* »<sup>24</sup> Et la Révolution au Nicaragua sera prise comme exemple pour dénoncer la théorie de la « Révolution permanente » de Trotsky.<sup>25</sup>

Et en 1996, après la chute du Mur de Berlin, la revue consacre un numéro à *L'Union soviétique de 1991 à 1996*, théâtre d'une « *catastrophe hallucinante* ».

### 2.3.3. La Chine

La répression de Tiananmen en juin 1989 donne lieu à des réactions nuancées dans *Solidair*. Dans un premier temps, l'intervention de l'armée était considérée comme « disproportionnée ». Ludo Martens dénonce l'évolution négative sous Deng Xiaoping, laissant se développer « *des forces capitalistes* ». Toutefois, une semaine plus tard, il confirme la solidarité inébranlable avec le PC chinois, se réservant le droit de préciser sa position dans l'avenir. Et en septembre 1991, il fait le point : « *Tiananmen 1989 : de la dérive révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire.* »<sup>26</sup>

Quelques années plus tard, Martens dira qu'en ce moment, « *l'opportunisme de droite était le plus grand danger pour le parti* ». Plus particulièrement, « *en 1988, nous avons analysé correctement la montée des conceptions réformistes et révisionnistes dans le monde entier. D'une part, les trotskistes et les révisionnistes étaient au bord de la débâcle totale de leurs politiques et essayent d'utiliser l'onde réformiste pour manœuvrer et pouvoir survivre aux dépens du parti. D'autre part, les ennemis les plus acharnés du communisme réalisaient de la propagande pour "l'unité de la petite gauche", en vue de traquer le parti communiste, de le désagréger et d'attirer ses sympathisants. Il fallait résister à la tentation de s'incliner devant la tendance "unitaire" de la petite bourgeoisie, et il fallait en même temps consolider, surtout, nos propres positions marxistes-léninistes.* »<sup>27</sup>

## Notes - chap. 2

- 1 La mention apparaît pour la première fois sur l'entête du journal n° 7 de TPO, du 3 mars 1977. (Versteegh, o. c. p. 123.)
- 2 L'interview à Silvio Marra mentionné plus haut (§ 1.8.4.) illustre ce développement. Silvio continue : « *Fin 1976, l'UCMLB s'est disloquée, mais les travailleurs qui avaient cette sensibilité continuaient à se rencontrer dans l'usine. [...] Nous n'avons travaillé après cela avec aucune autre organisation. Avec TPO, le courant n'est pas passé du tout. Et puis à ce moment, TPO ne venait plus tellement aux Forges.* »
- 3 *Tout le Pouvoir aux Travailleurs*, n° 15, 11 mai 1799. Voir Versteegh, o. c. p. 130-132
- 4 Ludo Martens, dans un des derniers numéros d'AMADA. Trente ans plus tard (dans un article publié sur le site du PvdA le 3.11.2009), Boudewijn Deckers dira, : « *Nous avons gardé notre conviction politique, mais nous voulions aussi nous débarrasser de ce dogmatisme.* »
- 5 Voir Versteegh, o. c. p. 138.
- 6 Laurent-Désiré Kabila, qui venait de créer, en janvier 1967, son *Parti de la Révolution du Peuple* (PRP) au retour d'un séjour de formation en Chine, était un invité d'honneur.
- 7 Une précision s'impose concernant l'utilisation des sigles **PvdA** et **PTB**. Qu'il soit clair qu'il s'agit toujours *d'un seul et même parti*. Le PTB utilise *PvdA* sur son site et dans sa littérature en langue néerlandaise et *PTB* sur son site et sa littérature en langue française. Dans ce texte en français, nous utiliserons donc plus loin le sigle PTB, même si, pendant quelques années encore, le parti n'existera vraiment qu'en Flandre. Le sigle PvdA ne sera utilisé que pour une référence au site en néerlandais du parti en particulier, pour une référence qui mentionne explicitement les deux sigles (comme p.ex. PTB+/PvdA+). ou quand une source rapportée utilise explicitement ce terme. Le parti homonyme aux Pays-Bas est celui de la social-démocratie, fondé en 1946.
- 8 Cité par Buelinckx, o. c., II.3.4 - p. 53
- 9 Voir les articles 101, 102 et 108 du Programme de fondation, cités dans un article du Bureau Politique du PTB publié dans *Etudes marxistes*, n°26
- 10 Un premier nom, *Konkreet*, devait être écarté suite à une menace de poursuite de la part d'une section du CVP qui avait une feuille avec ce nom.
- 11 Herwig Lerouge travaillait déjà avec Ludo Martens quand ce dernier était encore étudiant à la KUL. Il a continué à travailler comme secrétaire de rédaction de *Ons Leven*, quand Ludo fut banni de la KUL. Jo Cottenier était auparavant rédacteur en chef d'AMADA.
- 12 Voir Buelinckx, o. c. II.3.4. p. 54
- 13 « *En 1980-1982, nous avons eu la lutte contre la ligne sociale-démocrate et liquidatrice du KPD [Kommunistische Partei Deutschlands] et contre cette même tendance dans le Parti.* » Le terme *liquidateur* vient de Lénine, dans le contexte de la scission entre bolcheviks et mencheviks. Voir *Le socialisme et la guerre*, 1915. Ludo craignait courir le sort du *modèle*, le KPD/ML, le parti allemand qui avait également rompu avec le maoïsme après la mort de Mao Zedong. C'est la quatrième des six "luttres entre deux lignes" (voir, §1.8.4.).
- 14 Ludo Martens et Kris Merckx, *De liquidatie-stroming binnen de marxistisch-leninistische beweging*. 1983
- 15 *Le parti de la révolution*, o. c. ch.3 -3.5.2.
- 16 *Le parti de la révolution*, o. c. ch.3 - 1.3.4.
- 17 En 1996, Ludo Martens dira : « *Cela fait dix ans que nous exigeons "Priorité à la Wallonie". Les bilans ne nous permettent pas de savoir si nous avons progressé à ce sujet.* » (*Le parti de la révolution*, o. c. ch.2 - 2.6).
- 18 C'est la cinquième des six *luttres entre deux lignes* (voir § 1.8.4.) « *La lutte contre la campagne anticommuniste et contre le courant révisionniste au sein du Parti.* »
- 19 L. Martens, *La contre-révolution de velours*, 6.4.1991 <http://www.marx.be/fr/content/lurss-et-la-contre-r%C3%A9volution-de-velours>.
- 20 Buelinckx, o. c., III.3.1.1.p.93
- 21 La collection des numéros de la revue était disponible sur <http://www.marx.be> alors que ce n'est plus le cas fin 2014. Le dernier numéro que nous avons pu consulter, le n° 106, date d'avril-juin 2014.
- 22 Lors du discours de 1er mai 1997, Martens revendiquera toutefois cette grève comme « mémorable » Voir ci-dessous, § 3.3.4.
- 23 L.Martens, *Le Zaïre étranglé par le F.M.I. - Etudes Marxistes n°2 - 1989* En 1995, Ludo Martens publie un livre de 270 pages en français, qui gagne une certaine notoriété : *Abo : Une femme du Congo*, (éd. L'Harmattan). Léonie Abo est la veuve de Pierre Mulele et le livre concerne la lutte contre la dictature de Mobutu. Voir *In Memoriam*, o. c.
- 24 W. De Neuter, *Les Palestiniens et l'Etat d'Israël : Deux peuples, deux Etats ? - Etudes Marxistes n°2 - 1989*
- 25 L.Martens, *La révolution sandiniste et la révolution permanente*, août 1988 - 19 mai 1989 - *Etudes Marxistes n°4*
- 26 *Etudes Marxistes n° 12 - 01.09.1991*
- 27 *Le parti de la révolution*, o. c. chap.3 - 1.3.3. Il faut signaler aussi qu'entre-temps, le parti allemand KPD/ML, le parti déjà dénoncé en 1982, s'était unifié en 1986 avec un groupe trotskyste, le GIM (Gruppe Internationale Marxisten) pour former le VSP (Verein für solidarische Perspektiven).

# 3. Le parti après la chute du Mur de Berlin

La restauration capitaliste dans les pays de l'Est, étiquetée dans l'Histoire comme *la chute du Mur de Berlin* (9.11.1989), se répercute évidemment dans le PTB, comme dans toute la gauche de par le monde. Sans surprise, la chute du régime stalinien en URSS est pour Ludo Martens une grande défaite. Mais le PTB « *a survécu, renforcé, à la vague anticommuniste qui s'est déclenchée en 1989-91. [...] Et afin d'amplifier le débat, le parti décide de réaliser un Congrès* ». <sup>1</sup>

Ce 4e Congrès aura lieu en 1991, et en avril 1991, Ludo publie *La contre-révolution de velours*, <sup>2</sup> où il fait, « *après cinq ans de perestroïka et de glasnost, un certain nombre de constats et d'analyses* ». Il arrive à la conclusion que « *Gorbatchev s'inscrit de plus en plus nettement dans le courant de la droite libérale* » et vise « *l'évolution lente, progressive mais systématique, vers la restauration capitaliste* », alors que « *la glasnost, c'est l'ouverture des journaux soviétiques aux chefs de la CIA* ». Et il dénonce, par exemple, que Gorbatchev a mis Honecker, « *le vrai communiste* », au pilori. <sup>3</sup> Un an plus tard, Ludo fait un « *Bilan de la chute de l'Union Soviétique – sur les causes d'une trahison et les tâches que les communistes ont devant eux* ». <sup>4</sup> La campagne contre les trotskistes reste d'actualité : *Le trotskisme au service de la CIA contre les pays socialistes*. <sup>5</sup> Et en juin 1993, *Solidaire* publie « *Ce que les jeunes doivent savoir sur le trotskisme* ». <sup>6</sup> Lors de la fête de 1er Mai du PTB en 1993, le discours-fleuve de Ludo Martens analyse la situation et revendique le PTB comme bastion de l'orthodoxie : « *Heureusement qu'il y a encore des communistes !* ». Il regrette qu'en Belgique « *dans le mouvement ouvrier et syndical, nous voyions se développer*

*toute une mythologie de la soumission au capital* ». Dans le Parti, il y a bien quelques nuances. En mars 1993, Dirk Van Duppen dira que « *même un système socialiste malade, dégénéré ou diminué est encore supérieur, en matière de développement humain, à un capitalisme dynamique, expansif et agressif* ». <sup>7</sup> Mais en 1994, Martens publie *Un autre regard sur Staline*, <sup>8</sup> qui devient une référence mondiale des courants staliniens.



## 3.1. L'internationalisme de « partis communistes amis »

En 1992, Ludo Martens prend l'initiative d'organiser chaque année, avec des délégations de partis considérés comme restés orthodoxes, un *Séminaire Communiste International*, <sup>9</sup> vu « *la nécessité, mais aussi la possibilité, de réunifier et de renforcer le mouvement communiste international sur base du socialisme scientifique, dans un*

*esprit internationaliste* », suite à « *la dégénérescence et le renversement final du socialisme en Union soviétique et dans les autres pays de l'Europe de l'Est* ». <sup>10</sup> Des délégations de ces partis, comprenant parfois des ambassadeurs des pays respectifs, étaient systématiquement invitées à la fête du 1er Mai du PTB.

Ces rencontres internationales devenaient de plus en plus pour Ludo Martens le centre de son intervention politique. Le 4 mai 1995, quatre mois après le 5e congrès de son parti, où il avait passé le témoin à Nadine Rosa Rosso, <sup>3,3</sup> il dirige le 4e *Séminaire Communiste International*, réuni à Bruxelles, où il fait des *Propositions pour l'unification du Mouvement communiste International*. <sup>11</sup> Deux ans plus tard, la 6e édition, sous le nom de « *Séminaire pour l'unification du mouvement communiste international* », comptait avec la présence de 74 partis et organisations et des messages de 24 autres. <sup>12</sup> Ludo a présidé lui-même chaque fois le *Séminaire* jusqu'en 2000. En 2002, le PTB organisait une Conférence avec trente partis communistes pour soutenir la Corée du Nord. <sup>13</sup> Ludo Martens avait été un des derniers étrangers à rencontrer le Président Nord-Coréen Kim Il Sung, décédé le 8 juillet 1994.

Le 12e *Séminaire*, le 4 mai 2003, dénonce les préparatifs américains d'une « *troisième guerre mondiale* ». Baudouin Deckers résume : « *Tous les rapports reconnaissent la gravité du rejet de l'autorité de l'ONU par les Etats-Unis* ». <sup>14</sup> Et signalons en passant que Ben Bella était invité à la fête, où il félicitait la France pour ne pas accompagner les Etats-Unis dans cette escalade : « *Hier nous avons sorti les Français d'Algérie, mais aujourd'hui je dis "vive la France"* ». C'était la position du PTB à l'époque. <sup>15</sup> Pour le 13e *Séminaire*, en mai 2004, Ludo publie encore une brève *Introduction*, avec une autocritique concernant les positions du PTB, assumées dans « *le grand débat* » qui a opposé « *le PC chinois et le PC de l'URSS* ». <sup>16</sup> Ce sera sa dernière intervention en public.

Lors du 15e *Séminaire*, à l'occasion du 1er mai 2006, à Bruxelles, et le PTB met en avant « *Les communistes dans les mouvements populaires à travers le monde* ». <sup>17</sup> Comme exemple, il cite le Parti communiste syrien, avec « *4 parlementaires et un ministre au gouvernement [de Bachar Al Assad]* », alors que deux semaines avant, il avait critiqué encore le *Linkspartei* en Allemagne pour sa « *participation au gouvernement* ». <sup>18</sup> Lors du 17e *Séminaire*, à Bruxelles les 16-18 mai 2008, une déclaration a été ratifiée « *par 49 partis communistes et ouvriers de par le monde* ». <sup>19</sup> Le 21e *Séminaire*, à Bruxelles en 2012, comptait avec 59 délégations. <sup>20</sup> Le 22e, à Bruxelles aussi, le 31 mai 2013, avait comme thème « *Les attaques contre les droits démocratiques et les libertés dans la crise capitaliste mondiale. Stratégies et actions en réponse* ».

D'autre part, le PTB participe aussi chaque année, depuis 1998, au *International Meeting of Communist and Workers' Parties* (imcwp), une initiative du parti communiste grec (KKE) de cette année (reprenant le nom des *Meetings* de 1960 et de 1969, organisés par Moscou, où participait le PCB), qui

comptait toujours avec la présence des partis communistes de Cuba, du Vietnam, ainsi que, systématiquement depuis 2006, du parti communiste de la Chine et des deux partis communistes de la Syrie.<sup>21</sup> En 2009, une réunion extraordinaire du *Meeting* a d'ailleurs lieu en Syrie.<sup>22</sup>

En décembre 2010, ce sera Boudewijn Deckers qui participe au *Meeting* en Afrique du Sud, où Jacob Zuma, président de l'ANC et président de la République, prenait la parole, « *soulignant l'unité historique et inséparable entre l'ANC, le parti communiste et les travailleurs, représentés par le COSATU* ». <sup>23</sup> Et en 2012, Herwig Lerouge participera au 13e *Meeting* à Athènes, une occasion pour défendre une orthodoxie communiste. Il y fait savoir que « *l'unité politique doit se faire sur la perspective socialiste, le rôle dirigeant de la classe ouvrière et le caractère léniniste du parti afin de résister à la pression sociale-démocrate et néo-réformiste de la Gauche européenne. [...] La légitimité démocratique du parlement bourgeois étant amplement remise en question par une partie croissante des classes ouvrières, nous devons les convaincre de la voie révolutionnaire pour surmonter la domination capitaliste.* »

Pour le PTB, l'internationalisme se résume ainsi dans des relations amicales avec d'autres partis considérés comme *fidèles à l'orthodoxie communiste*, non seulement les partis uniques des *pays communistes* tels que la Chine, l'Albanie, Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord, mais aussi des partis communistes dans d'autres pays, surtout des pays où ce parti communiste est proche du gouvernement, des partis qui soutiennent les *bourgeoisies nationales progressistes*.

La relation fraternelle de Ludo avec Laurent Kabila <sup>§ 2.3.2</sup> s'étend à son fils Joseph quand celui-ci succède à son père, assassiné en janvier 2001. Au Philippines, l'interlocuteur privilégié est Luis Jalandoni. Cet ancien prêtre, dirigeant du *Front Démocratique National* (contrôlé par le Parti communiste des Philippines, le « parti communiste frère » du PTB) était à l'époque en exil aux Pays-Bas. Il a pu retourner à son pays en décembre 2010, et en juin 2011, il était Attaché culturel de l'ambassade des Philippines à Bruxelles.<sup>24</sup> Au Brésil, le *parti ami* du PTB est le PCdoB.<sup>25</sup> En Syrie, les « partis frères » sont les deux partis communistes, qui participent au gouvernement d'Assad.

### 3.2. La campagne contre le Plan Global de 1993, et contre l'Europe

Entre-temps, les travailleurs belges, peu soucieux de l'évolution internationale et moins encore des élaborations de Ludo Martens, continuent avec leurs luttes.

Après la formalisation par le traité de Maastricht (1992) de la nouvelle position de l'Allemagne, réunifiée et maître dans les Pays de l'Est, la Belgique s'aligne sur les exigences de l'Europe avec un *Plan Global*. Les travailleurs résistent – manif de 50.000 le 29 octobre 1993 ; grève générale le 24 novembre 1993 – mais le Plan est imposé. À l'occasion du Sommet européen de décembre 1993, le PTB organise un « *Contre-sommet "Eurostop"* »<sup>26</sup> avec pas moins de 35 organisations, de 14 pays différents. Pour le PTB de 1993 : « *C'est la faillite d'un système, basé sur la propriété privée des*

*moyens de production et le marché libre avec la chasse au profit comme unique motif de production.* » Et « *L'Allemagne est en train de réaliser par des moyens pacifiques ce que Hitler n'a pu réaliser par des moyens militaires : dominer l'Europe entière.* »

Toutefois, au moment de formuler le programme, celui-ci se résume à « *faire payer les riches* ». Le « *travail de conscientisation opiniâtre* » consiste à « *expliquer chaque point de ce programme, pendant plusieurs années* ». Et pour la révolution socialiste, il faut simplement grossir les rangs du PTB.<sup>27</sup>

Et d'autre part, « *Ce qui menace le plus la construction européenne, au-delà des contradictions réelles qui s'aiguisent entre les bourgeoisies allemande, française et anglaise, c'est bel et bien la révolte du peuple.* »

Aux élections européennes de juin 1994, le PTB rappelle que « *heureusement il y a encore de vrais communistes* », et il se présente avec trois thèmes : « *Faites payer la crise aux riches* », « *Non à l'Union européenne* », « *Contre la crise, l'exploitation, le fascisme et la guerre* ». La liste néerlandophone du parti est emmenée par le Kris Merckx, la francophone par Nadine Rosa Rosso.<sup>28</sup> Le PTB passe d'un score de 0.5 % en 1989 à 1 % (60.000 voix).<sup>29</sup>

Toutefois, à cette occasion, les *trotskistes*, qui n'avaient que 0,17 % en 1989, s'étaient présentés dans *Gauche Unie* et avaient ainsi obtenu 0,60 %. Ce qui met la puce à l'oreille du PTB. Aurait-on négligé notre tâche de défendre notre programme ? Et lors du Comité central du 15 septembre 1994, le PTB fait l'autocritique. Gagner des points en nombre de voix, c'est bien, mais « *dans les campagnes électorales de 1994, nous avons constaté qu'il existait, au sein de notre parti, une tendance à se réfugier derrière le programme économique pour escamoter notre stratégie fondamentale, à savoir la révolution socialiste.* »<sup>30</sup>

Cette critique s'étend à la « *campagne contre le Plan Global* » plus en général, sous le titre « *Un parti révolutionnaire dans les grèves* ». « *Un camarade peut travailler correctement dans des grèves, mais s'il n'a pas le courage de pousser la discussion sur notre programme anticapitaliste, il fait le jeu des fascistes. Nous ne pouvons pas opérer de rupture entre cette tâche stratégique – travailler à la révolution – et les tâches dans la lutte de classes.* »<sup>31</sup>

Deux ans plus tard, Martens dira : « *En 1994, nous n'avions pas compris que la conjoncture avait changé et que les syndicalistes et les ouvriers cherchaient une alternative. Par suivisme et esprit de routine, nous avons abandonné l'initiative, qui est tombée dans les mains des trotskistes et révisionnistes brisés. Avec leur démagogie de "gauche unie", ils son parvenu à attirer quelques syndicalistes et ouvriers révolutionnaires, en les mettant dans un projet de soutien camouflé à la social-démocratie. Nous avons fait preuve d'un manque de vision dans la lutte active. Nous devrions avoir réalisé à temps une plate-forme unitaire correcte, avec une optique complètement différente de celle de 1988 [ou l'opportunisme à droite était le plus grand danger § 2.3.3.], orientée vers les syndicalistes et vers les ouvriers en général.* »<sup>32</sup>



Dans les élections communales d'octobre 1994, le PTB perd son siège qu'il avait à Zelzate, descendant de 9,67 % à 7,55 % (648 voix).<sup>33</sup> À Anvers, il maintient son score de 1,9 %. De toute façon, c'est le moment de prendre le taureau par les cornes : un nouveau congrès est nécessaire.

### 3.3. Le 5e Congrès (1995)

En janvier 1995 le PTB tient son 5e Congrès. Plus de deux cents militants ont participé pendant huit jours « *aux débats dans les commissions et les réunions plénières. Plus de dix mille amendements ont été introduits.* »<sup>34</sup> Lors de ce Congrès, Ludo assume son rôle d'idéologue du Parti, concentré sur les discussions à l'échelle internationale. Il reste Président, mais pour la *direction* journalière, le poste de Secrétaire générale est créé et attribué à Nadine Rosa Rosso, tête de liste lors des élections européennes de juin 1994. Le Congrès sera toutefois pour Ludo l'occasion de systématiser ses points de vue dans un ouvrage basé sur les documents du Congrès : un livre daté



de 1995 sous le titre **Le parti de la révolution**. Il concerne « *les nouvelles tâches [du parti], cinq ans après la chute du Mur de Berlin et de la mise en œuvre d'une gigantesque vague de démagogie sur les thèmes "démocratie, liberté et droits de l'homme"* ». <sup>35</sup> Ce document (déjà cité souvent plus haut dans ce texte) est resté pendant des années la référence idéologique du parti. Sur la couverture figurait, à côté du nom de l'auteur : « *en*

*collaboration avec Nadine Rosa-Rosso* ». Il faut comprendre cela manifestement comme une simple courtoisie envers la nouvelle secrétaire générale.<sup>36</sup>

Pour Ludo Martens, « *la tâche centrale était d'améliorer de manière conséquente le travail de la direction du parti.* »<sup>37</sup> Pour Herwig Lerouge, le Congrès « *était consacré à la rectification des organes dirigeants du parti. Ses thèmes principaux concernaient le sens des responsabilités des cadres, la lutte politique contre l'opportunisme de droite et de gauche, le bureaucratisme et la routine, ainsi que l'individualisme dans les plus hautes instances du parti.* »<sup>38</sup>

Lors de ce congrès, un certain Peter Mertens entre au Comité central du parti.

#### 3.3.1. Le recul dans les élections de 1995 ouvre un débat

Lors des élections fédérales du 21 mai 1995, un an après les élections européennes, le score du PTB retombe à son niveau traditionnel de 0,5 % (35.000 voix), ce qui ouvre un débat sur l'orientation à suivre pour le PTB. Ce n'était pas le souci de Ludo Martens, qui avait « réussi » son 4e Séminaire, le 4 mai.<sup>3.1</sup> Dans le débat après les élections, Herwig Lerouge, de la direction nationale, fait le point.<sup>39</sup> Il relativise un peu le succès de 1994 (un climat favorable après la lutte contre le

Plan Global ; la social-démocratie s'y était dévoilée ; « *une amélioration du travail organisationnel du parti* »). Mais il observe surtout que « *nos chiffres électoraux actuels reflètent également les tares politiques, idéologiques et organisationnelles débattues lors du Cinquième Congrès. [...] il faut poser nos objectifs en fonction des 4 % que nous devrions être en mesure d'atteindre.* » Il s'agit maintenant « *d'avoir le courage d'analyser les fautes commises par la direction et de chercher les moyens de les rectifier.* »

Il y aurait des erreurs d'orientation politique, telles que la sous-estimation de la social-démocratie. « *Il est vrai qu'ils évoluent à droite, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils perdent leur base. [...] Dans les grandes villes de Wallonie, ils obtiennent toujours 50 % et l'immense majorité des syndicalistes les suit.* »

Il y aurait toutefois aussi des erreurs dans les méthodes de la direction : « *La campagne électorale était trop exclusivement considérée comme une campagne de diffusion de nos idées et non comme une lutte politique de tous les instants contre des ennemis de classe. [...] Un peu comme si on dirigeait une grève sans analyser les plans du patronat et les positions qui vivent dans les masses.* »

Et finalement, « *L'opportunisme prend prétexte de la lutte contre le fascisme pour éliminer le combat anticapitaliste.*»<sup>40</sup> [...] *Nous tournons la colère contre les véritables riches. Nous dénonçons le système capitaliste ici et dans le monde.* » D'autre part, il ne suffit pas de critiquer le capitalisme. Il faut aussi « *mettre en avant de façon vivante le socialisme.* »

#### 3.3.2. De la lutte des enseignants à la Marche blanche

La défaite de la lutte contre le Plan Global ne réduit pas les travailleurs à l'immobilisme. Les enseignants entament une grève qui durera plusieurs mois. Leur grande marche, le 28 avril 1996 à Charleroi, est soutenue par plusieurs délégations de travailleurs (Forges de Clabecq, Cockerill, Caterpillar). Le PTB est sur la brèche : « *Flamands et francophones, les profs veulent s'unir !* » ; « *Avec les enseignants, contre le Capital !* »<sup>41</sup> Le 11 mars éclate la première grève d'Opel (ex-GM) depuis 1973.

Le 1er mai 1996, *Solidaire* fait état d'un « *ouragan de protestation* » contre la signature d'un « *Contrat d'Avenir* » par le gouvernement, les patrons et les hautes directions syndicales, un ouragan soulevé par l'Interrégionale Wallonne de la FGTB et par la CNE, et ensuite appuyé par plusieurs centrales et régionales des deux syndicats dans tout le pays. On dénonce la « *compétitivité sauvage* », et pour la CNE « *il devient très urgent de développer un projet de société où la priorité est donnée à la personne humaine et non au marché et à la compétitivité* ». On voit toutefois apparaître dans le titre de l'article de *Solidaire* le discours moralisateur du PTB « *contre les riches* » (repris d'un commentaire d'Anne-Marie Appelmans, alors présidente de la FGTB-Bruxelles), ainsi que, comme solution, l'entrée dans le parti, plutôt qu'une optique de classe : « *Les capitalistes égoïstes ont gagné des milliards, grâce au*



PS de Busquin. Seul le PTB a un plan qui fait payer le Capital. »<sup>42</sup> Ce qui n'empêche pas de répéter que « Marx avait raison, Le capitalisme, c'est la misère. Vive le socialisme. »

Et ce 1er Mai, Ludo Martens dénonce<sup>43</sup> : « La social-démocratie est devenue le parti de la défense de l'égoïsme patronal. Or, l'égoïsme de la grande bourgeoisie, la soif de profit et de domination de l'impérialisme conduisent le monde entier à la catastrophe. » Après une diatribe en défense du marxisme (« La base de la dictature de la bourgeoisie est la propriété privée des moyens de production. »), il conclut que « seule cette vision historique profonde permet à notre parti d'être clairvoyant et ferme dans les luttes quotidiennes ». La conclusion est que, pour faire la révolution, il faut donc entrer au parti, qui a le bon plan et qui doit remplacer le PS chez les travailleurs, qui pourront ainsi « se former dans le marxisme-léninisme pour mieux lutter ». Et en attendant que les travailleurs « se forment », les revendications de « repartage des richesses » et le discours moralisateur reviennent au premier plan. « Nous devons rompre avec certaines habitudes sectaires et bureaucratiques qui ont été critiquées en profondeur lors de notre 5e Congrès [de 1995] ».

Le parti de Martens n'a toutefois guère d'influence directe sur les événements quand, le 20 octobre 1996, 350.000 personnes, scandalisées par les horreurs de pédophilie et d'assassinat d'enfants,<sup>44</sup> manifestent leur colère contre le gouvernement dans la Marche Blanche, où les partis de la gauche radicale étaient soigneusement maintenus à l'écart.<sup>45</sup>

Un nouvel instrument est alors créé, **Fortis ensemble**, pour orienter le travail des militants : comment mener les campagnes du PTB, comment recruter de nouveaux membres, comment travailler avec *Solidaire*, comment se former. Le numéro 0 annonce une formation, fin décembre 1996, avec comme thème le livre *Un autre regard sur Staline* de Ludo Martens,<sup>§ 3.3</sup> et une autre, fin décembre 1997, sur *Le parti de la Révolution*.<sup>§ 3.3</sup>

Entre-temps, le débat sur l'Union soviétique continue, avec une publication dans *Etudes Marxistes* sur *L'Union soviétique de 1991 à 1996*.

### 3.3.3. La Marche multicolore



Mais l'année 1996 est surtout marquée par la lutte des travailleurs des Forges de Clabecq, dirigée par une équipe –

en particulier Roberto d'Orazio et Silvio Marra – qui ne se soumet pas aux velléités de la bureaucratie syndicale.

Déjà le 3 février 1996, une marche avait réuni 10.000 personnes à Tubize pour défendre l'emploi. Quand la faillite de l'entreprise est finalement prononcée, le 3 janvier 1997, et que les travailleurs reçoivent leur C4 dix jours plus tard, une « Marche multicolore »<sup>46</sup> est organisée le 2 février 1997. Cette mobilisation inédite – où la prise de parole est refusée à la direction nationale de la FGTB – a réuni 70.000 personnes sur les terrains de l'usine. Le 28 mars, les bulldozers des travailleurs envahissent l'autoroute et font face à la police. Quelques jours plus tard, « ceux de Clabecq » se présentent à une assemblée de l'usine Renault-Vilvorde, menacée de fermeture,<sup>47</sup> et la bureaucratie ne les laisse pas entrer. Le 5 avril 1997, une Marche à Namur réunit encore 20.000 personnes. Le 18 avril, le gouvernement annonce « un repreneur » (Duferco), qui pose ses conditions, à soumettre à référendum le 6 mai. Les directions syndicales nationales l'acceptent, mais dans l'usine finalement, 55,7 % rejettent l'accord. Une nouvelle mouture de l'accord est alors soumise au vote pendant les vacances (le 18 juillet) et approuvée par 95 % des travailleurs. Le 6 août, les Forges redémarrent, mais les membres de la délégation syndicale et tous les inscrits sur les listes des élections sociales de 1995 sont exclus. Dans la foulée, les dirigeants qui ont mené la lutte sont aussi exclus de la FGTB.<sup>48</sup> Et un an plus tard, les principaux dirigeants sont accusés de délits, sur la base d'une loi de 1887 qui responsabilise « les meneurs ». Le procès commence le 26 novembre 1998 et s'est clôturé en 2002 avec un non-lieu pour 9 des accusés et une suspension de prononcé pour les 4 autres.

### 3.3.4. Le Mouvement de Renouveau Syndical (MRS)

C'est dans cette lutte que se constitue, après la Marche multicolore de février 1997, un *Mouvement de Renouveau Syndical* (MRS) dans le but de promouvoir « une nouvelle pratique syndicale ». Dans des réunions, semaine après semaine, avec chaque fois une centaine de syndicalistes, un document est discuté et finalement publié. Il dénonce « le système capitaliste », où « les patrons possèdent les moyens de production » et s'approprient les richesses produites par les travailleurs. Il parle de la lutte de classes et constate que « le rôle des militants qui s'inspirent de la lutte de classes a été d'une signification particulièrement importante pour les acquis sociaux. » Et par rapport à la bureaucratie syndicale : « Il est impensable de vouloir combattre le système patronal d'une part, et d'autre part d'accepter l'existence de méthodes patronales au sein du syndicat. »

Le PTB intervient activement dans le MRS, mais il n'a pas le monopole des interventions. Dans un entretien pour *Presse Internationale* concernant l'organisation politique des travailleurs, D'Orazio dit que « les partis de gauche actuels prétendent être le parti des travailleurs, que ce soit le POS, le PTB ou autre chose ».<sup>49</sup> Mais ce sont les militants du PTB, et sa « direction syndicale », qui mènent la danse. Dans l'invitation à la Marche multicolore aux Forges de Clabecq, le PTB affiche : « Le capitalisme c'est la misère. Il faut le

socialisme ! », ou encore « *Liquidier Clabecq ou liquidier le capitalisme ?* » Et c'est encore le PS qui « *assassine Clabecq* ».

Lors de la fête du 1er Mai 1997, contrairement aux années précédentes, le discours de Ludo Martens est consacré presque entièrement à la situation nationale. « *Le 2 février 1997, nous avons connu à Tubize la manifestation ouvrière la plus mémorable depuis la grève de 1960-61.* » Et le mot d'ordre est : « *Le capitalisme tue nos enfants et détruit nos emplois – Luttons, pour le socialisme !* » Et pour cela, « *l'alternative à laquelle aspirent les masses révoltées, elle existe déjà,* » le PTB, qui « *se construit depuis trente ans* ». D'Orazio est à l'honneur et les dirigeants de la FGTB (Nollet) et de la CSC (Piette) sont conspués pour avoir signé « *l'accord de la honte* », tout comme De Vits (FGTB) et Jorissen (CMB) pour avoir « *assassiné la grève de Renault* ». <sup>50</sup> C'est « *la naissance d'un nouveau syndicalisme* ». <sup>51</sup> - À cette occasion, « *une nouvelle révolution d'octobre* » est revendiquée pour l'Union soviétique.

### 3.3.5. L'émergence de Nadine Rosa-Rosso

Peu à peu, Nadine Rosa-Rosso, devenue Secrétaire générale du PTB en 1995, commence à devenir la référence pour la presse bourgeoise, qui oublie Ludo Martens. En juillet 1997, pour connaître la relation du PTB avec le MRS, cette presse s'adresse à Nadine, qui dit que le PTB « *soutient la plate-forme du mouvement, mais le MRS n'est pas une émanation syndicale du PTB* ». <sup>52</sup> Fin novembre 1998 s'ouvre le procès contre les protagonistes du MRS et l'orientation du PTB devient alors exclusivement la défense de ceux-ci moyennant la présence aux sessions, chaque fois de quelques dizaines de sympathisants, pour soutenir les avocats du PTB, sans la moindre mobilisation dans le monde du travail.

D'autre part, on revoit le concept de membre du parti. Avant, « *il fallait presque être un communiste parfait avant de pouvoir entrer dans le parti* » (et la périphérie se trouvait dans des « *amicales* »). « *La conception des cellules du parti était inadaptée.* » Maintenant, « *pour que le PTB devienne un parti de masse* », il y a une campagne « *pour des "cellules simplifiées"* ».

À l'occasion du 1er mai 1998, ce sera encore Ludo qui prononce le discours. Il assume que « *Il y a deux ans, le PTB a ouvert ses portes. Tous ceux qui sont disposés à assumer une tâche et à participer à une réunion mensuelle peuvent devenir membres.* » Mais son intervention devient vite une défense des principes. À 150 ans du Manifeste du Parti communiste, « *il faut un vrai parti communiste, le PTB* ». « *Soyons des communistes authentiques, étudions Lénine, étudions Staline, mais apprenons surtout à apporter nos connaissances aux masses dans un langage qu'elles comprennent. Renforçons notre capacité d'organiser dans le parti les ouvriers, les travailleurs, les jeunes qui veulent s'engager pour des tâches et des luttes concrètes et éduquons-les pas à pas dans le communisme.* » <sup>53</sup> Pour le PTB, contrairement à Agalev qui défendrait le capitalisme criminel, c'est « *le chemin de la lutte, pas celui de la duperie parlementaire.* » Et en passant, « *la mesquinerie communautaire en Belgique* » est l'occasion de poser la question nationale. <sup>54</sup>

## 3.4. La septième « lutte entre deux lignes » : Nadine versus Ludo

Entre-temps, la lutte de ceux de Clabecq avait abandonné toute mobilisation dans la rue, se limitant à la défense des poursuivis, par les avocats du PTB « soutenus » par la présence de quelques militants lors des séances aux tribunaux. Le Premier mai 1999, c'est Nadine qui prononce le discours central, « *un discours de mobilisation pour la campagne électorale, à la demande notre président, Ludo Martens* ». <sup>55</sup> Elle revendique, en particulier, les avocats et les médecins du PTB. Les têtes de liste pour les élections régionales du 13 juin 1999 sont d'ailleurs, à part Nadine, les médecins Kris Merckx, Lieve Dehaes et Colette Moulaert. Pour les élections européennes concomitantes, une liste avec la participation de plusieurs partis de la gauche radicale est présentée, la liste *Debout*, avec en tête Roberto D'Orazio, toujours poursuivi dans le procès ouvert fin novembre 1998. Les signatures nécessaires pour présenter la liste avaient vite été récoltées et l'enthousiasme était à la mesure des illusions d'obtenir un siège au Parlement européen pour le dirigeant des luttes des Forges de Clabecq.

C'est le PTB qui mènera la danse, et pour lui, la liste *Debout* n'a pas besoin de programme : « *C'est ridicule de la part de nos adversaires de nous demander où est notre programme. Ce qui compte pour nous, c'est l'esprit de Clabecq, l'esprit de ne pas se laisser faire.* » <sup>56</sup> Bien sûr, un esprit où toute opposition anti-bureaucratique est gommée, avec un D'Orazio qui n'intervenait déjà plus dans les Forges, après la reprise par Duferco. On dira encore formellement que « *c'est le capitalisme et non le communisme qu'il faut jeter dans les poubelles de l'Histoire* », mais le ton est déjà bien différent de l'autocritique du Rapport du Comité central du 15 septembre 1994. <sup>53.2</sup> La liste obtiendra 2 %, avec des pointes plus importantes dans certaines circonscriptions.

Entre-temps, en juin 1999, Ludo « *demande à la direction du parti s'il pouvait concentrer ses activités militantes au Congo* » <sup>57</sup> (où il tient depuis longtemps des relations amicales avec l'ancien guérillero Laurent Kabila, qui avait délogé Mobutu du pouvoir en mai 1997). On dirait qu'il jette l'éponge dans une septième « *lutte entre deux lignes* », <sup>51.8.4.</sup> la sienne et celle de Nadine Rosa Rosso, pour qui le poste de secrétaire générale avait été créé en 1995. Le discours du 1er Mai 1998 avait été sa dernière intervention publique sur la scène belge. Dorénavant, quand il intervient en Belgique, c'est surtout comme *spécialiste de l'Afrique centrale*. Ses multiples contributions dans *Etudes Marxistes* s'arrêtent en 1998 avec une commémoration du 150e anniversaire du Manifeste Communiste. <sup>58</sup> Toutefois, fin 1999, dix ans après la chute du Mur de Berlin, il publie encore avec Nadine un article dans *De Morgen* : « *N'aurait-on pas mieux fait de laisser ce mur debout ?* » <sup>59</sup>

Au Premier mai 2000, c'est encore Nadine qui prononce le discours central, et le rôle de Ludo se limite à celui de modérateur dans un débat sur le Congo. <sup>60</sup> Selon Nadine, le PTB n'a jamais défendu un régime de parti unique. Le PTB défend toujours la dictature du prolétariat, y compris la propriété collective des moyens de production, une économie

au service du peuple, planifiée par un Etat aux mains des travailleurs. Mais « nous avons décidé de nous adapter plus résolument aux conditions nouvelles et de tenir mieux compte des critiques qui nous sont adressées. [...] Il y a des thèmes que nous avons eu le tort de négliger dans le passé : la qualité de l'alimentation, le problème des déchets, le logement, ou les raisons pour lesquelles des centaines de milliers de citoyens travailleurs se retrouvent deux fois par jour dans une file. »- Et concrètement, l'attention est déjà portée sur les élections communales d'octobre 2000. « Nous devons reconnaître le fait qu'un recul ou un progrès de nos voix comporte un jugement sur la qualité et la quantité de notre travail. Dans quelques communes, nous avons décidé de nous battre pour un élu. »<sup>61</sup> Le PTB obtiendra 12,79 % et deux élus dans la commune de Zelzate, deux médecins, Lieve Dehaes et Kris Merckx (contre un élu depuis 1982).

Le discours du 1er mai 2001, toujours de Nadine, est publié, à part dans *Solidaire*,<sup>62</sup> dans *Etudes Marxistes*, la première fois que Nadine y apparaît comme auteur.<sup>63</sup> « Les partis communistes des pays socialistes » y sont toujours à l'honneur, et « Le Parti du Travail de Belgique est un parti communiste. [...] Johan, Nadia, Frans, Dirk et Mie ont été élus par les travailleurs. »

### 3.5. L'entrée des « jeunes » : Hedebouw-Mertens

#### 3.5.1. D14 : l'entrée en scène de Raoul Hedebouw

À l'occasion du Sommet européen de Laeken de décembre 2001, la *Confédération Européenne Syndicale* (CES) appelait à une Euromanif à Bruxelles le 13 décembre, réunissant 80.000 personnes sous le slogan officiel : « D'avantage d'Europe : l'Europe, c'est nous ». Un collectif de plusieurs organisations appelait alors à un contre-sommet le lendemain, avec manif des altermondialistes, sous le nom de D14 (pour 14 décembre). Un certain Raoul Hedebouw, âgé alors de 24 ans, grandi dans une famille PTB,<sup>64</sup> y fait son apparition comme « Porte-parole de la coordination de D14 ». Et *Solidaire* donne une ample couverture de la participation du PTB à ces trois jours de mobilisation (13-15 décembre) contre l'Europe, mettant l'accent sur « deux types de syndicalisme », celui de la CES, et celui de la base. « La ligne servie et suivie par la *Confédération Européenne des Syndicats* et beaucoup d'autres organisations syndicales, c'est la ligne de l'intégration des syndicats dans le système capitaliste. Cette ligne transforme les syndicats en cogérants du système. Ils ne s'opposent ni au système capitaliste, ni à l'Union Européenne comme un mécanisme capitaliste. C'est ainsi qu'on essaie de duper les travailleurs avec le mensonge que le capitalisme a aussi un visage humain ! Mais on ne peut ni raccommorder, ni corriger le capitalisme. On peut seulement le renverser. »<sup>65</sup>

Le D14 avait été préparé depuis un an, dans la foulée de la manifestation contre le sommet de l'UNICE (fédération patronale européenne) en juin 2000. La participation de Maria Vindevoghel, « abandonnée par sa direction syndicale » et accompagnée par ses



Sabéniens,<sup>66</sup> est mise en vedette sur deux pages dans *Solidaire*. Cent cinquante Sabéniens y avaient réussi à se mettre en tête du cortège, avec un avion fabriqué pour l'occasion, « malgré les protestations des officiels ». Et pour le PTB, « le message est clair : ceux qui ne prennent pas la tête de la lutte pour l'emploi ne doivent pas marcher en tête de cette manif ».

Pour Hedebouw, « D14 a pu se démarquer du carcan classique belge de la conciliation en affirmant que l'Europe ne peut être ni sociale, ni pacifique, ni démocratique. »

Lors de ce D14, le PTB a réimprimé et vendu des centaines d'exemplaires du *Manifeste du Parti communiste*.

*Etudes Marxistes* a publié trois numéros sur la mondialisation et l'Europe. En particulier, un article de Jo Cottenier tire à boulets rouges contre les sommets de la CSC et de la FGTB, implacablement dénoncés comme agissant contre les travailleurs.<sup>67</sup>

#### 3.5.2. Le mouvement des jeunes, la porte d'entrée de Peter Mertens

Dès sa fondation, le PTB organisait spécifiquement les jeunes. Le *Mouvement marxiste-léniniste* (MML)



réunissait les jeunes universitaires, revendiquant la continuité des « étudiants qui ont fondé le PTB ». La *Ligue de la jeunesse communiste* (LJC) organisait les écoliers,<sup>68</sup> et devient dans les années 1980 un mouvement « plus large », *Rebelle*, où les jeunes chômeurs et travailleurs trouvent aussi leur place.

En 1987, Peter Mertens, né le 17 décembre 1969, entre à l'Université des jésuites à Anvers,<sup>69</sup> où il crée le « *Studenten tegen Racisme* » (SteR). Et en 1991, l'année où il obtient son diplôme de licence en sociologie, il rejoint le MML, dont il devient le président en 1994. Il entre au Comité central du PTB en 1995 (5e congrès).

« Après les mouvements de grève étudiante de 1995-96, les groupes de *Rebelle* disparaissent progressivement. [...] Des membres expérimentés de *Rebelle* quittent l'organisation [...] et en 1999-2000, *Rebelle* disparaît officiellement. [...] Les conditions d'adhésion au MML s'assouplissent aussi après les luttes étudiantes de 1994-95. » En 1998 Mertens devient responsable provincial du PTB à Anvers. C'est sous sa direction que des jeunes du PTB ont occupé l'Hotel de Ville d'Anvers, le 20 novembre 2002, exigeant « Pas de troupes US au port ».

Mertens entre au Bureau politique du PTB lors du 7e congrès du parti (mars 2002). Ce Congrès décide finalement de construire une seule organisation qui rassemble les jeunes qui ont entre 15 et 30 ans. » Sous le slogan « Génération révolution », le Premier Congrès de ce *Mouvement de jeunes* du PTB tient sa première session le 30 novembre 2002. À cette occasion, une *Commission révolutionnaire internationale des jeunes* réunit 14 délégations de 12 pays à Bruxelles. La deuxième session aura lieu en mars 2003, où 83 jeunes sont élus au Conseil national.<sup>70</sup>

Le mouvement met en avant la figure de Che



Guevara avec l'affiche « *Change the world* ». Il prendra le nom de Comac (« **beCome Active** » / « **Communiste et Actif** ») lors du premier « *Change The World Day* » en octobre 2003.<sup>71</sup> À cette occasion, Peter Mertens, alors âgé de 33 ans, se présente comme « *le Président du mouvement des jeunes* ». <sup>72</sup> Des statuts pour le Comac ne seront votés que lors de son 2e Congrès, en avril 2008. <sup>73</sup>

### 3.6. Le 7e congrès (mars 2002), après « 5 années de rectification ».

Dans son discours de 1er mai 2001, Nadine annonce que « *Pour faire un bilan équilibré de cinq années de rectifications, faites de reculs et de progrès, d'échecs et de victoires, le Comité central a décidé de convoquer le septième congrès de notre parti.* » Avec trois points essentiels : « *notre analyse et notre programme face à la situation mondiale et la construction européenne ; nos objectifs de lutte pour les années 2002-2006 ; nos règles d'organisation pour faire du Parti du Travail de Belgique un véritable parti des travailleurs* ».

Rappelons que le 11 septembre 2001 fut marqué par l'attentat contre les tours jumelles du World Trade Center à New York. Et le 30 novembre de la même année, Ludo Martens approuve avec enthousiasme l'attentat dans un discours à La Havane, ce que Nadine va à son tour revendiquer le 2 février 2002, dans une Conférence avec 30 partis communistes de l'Europe pour soutenir la Corée du Nord.<sup>74</sup>

En mars 2002 commence le 7e congrès. Nadine est confirmée comme Secrétaire générale<sup>75</sup> et pour le Comité central, priorité est donnée « *aux représentants du monde du travail, en particulier à ceux qui travaillent dans les grandes entreprises et à ceux qui ont une activité syndicale* », et aux jeunes.<sup>76</sup>

Lors du 1er mai 2002,<sup>77</sup> c'est toujours Nadine qui est aux commandes. Ludo Martens y est vénéré comme le spécialiste du Congo « *qui nous enseigne depuis trente ans l'amour des peuples et la haine des bourreaux, ces deux qualités qui font de nous ce que nous sommes aujourd'hui : des révolutionnaires, des internationalistes, des communistes* ». L'essentiel, c'est l'orthodoxie communiste dans le discours. « *Si les communistes du monde entier s'en tiennent à la voie révolutionnaire, le 21e siècle sera celui de la victoire définitive des peuples.* » Le mot d'ordre est « *Résistance, de Clabecq à la Palestine* ». <sup>78</sup> Une participation à la Brigade internationale pour le Vietnam du 7 au 28 juillet 2002 se prépare.

À cette occasion, Nadine annonce la publication des Documents du 7e Congrès dans une brochure (actuellement introuvable), *Le communisme, l'avenir de l'humanité*. Trois résolutions y ont été soumises : une sur la mondialisation, une autre sur la construction européenne et une troisième sur le renouveau du parti.<sup>79</sup>

On en trouve un écho intéressant après ce 7e Congrès, dans un article de Nadine dans *Solidaire* de janvier 2003. (Nous soulignons.)

Vers les membres, en avant toute ! – le PTB invite tous ses membres à se réunir en assemblée générale fin février-début mars [2003].

Notre congrès vient de voter ses nouveaux statuts, dans une unanimité quasi totale. Cela n'a pas été sans mal pour autant. À la première session du congrès, les délégués s'étaient retrouvés divisés sur une question essentielle, à savoir : qu'attendons-nous exactement de nos membres ? Le congrès avait donc décidé de prendre plus de temps pour examiner la question. C'était une sage décision, car à présent, les choses sont beaucoup plus claires.

Avec l'adoption du chapitre II sur les membres, le congrès a engagé le parti dans deux directions, non pas contradictoires, mais complémentaires.

La première, c'est l'ouverture du parti à toute personne qui satisfait aux conditions de l'article 1 des statuts.

La seconde est certainement la rigueur... d'un noyau de membres rigoureux, qui ont compris et accepté les efforts nécessaires pour construire un parti révolutionnaire dans cette société pourrie.

C'est pourquoi l'article 6 du chapitre II sur les membres pose des conditions supplémentaires aux membres qui désirent s'engager davantage dans la construction du parti.<sup>80</sup>

Pourquoi si vite [ces assemblées] ? Il faudra s'occuper des élections du 18.05.2003.

Concernant les nouveaux statuts (qui seront publiés le 1er mai 2003) :

Les participants au 7e Congrès du Parti du Travail de Belgique, qui a fini ses travaux fin 2002, ont établi de nouveaux statuts, mieux adaptés à la réalité actuelle du parti et du monde.

Les premiers statuts adoptés au congrès fondateur de 1979 n'avaient plus été modifiés depuis lors. Entre 1995 [année où Nadine est devenue secrétaire générale] et aujourd'hui, le PTB a organisé deux débats sur les droits et les devoirs des membres du parti.

Le parti veut mieux tenir compte de la flexibilité et de la charge du travail dans les entreprises, ainsi que d'autres problèmes qui entravent l'organisation et l'engagement des travailleurs.

Les statuts modifiés ont été réunis dans un petit livre pratique de couleur rouge. Le style léger et accessible n'enlève rien à leur essence révolutionnaire et communiste.

Quels sont les principaux changements ?

- Le chapitre sur les membres se limite à fixer les conditions minimales pour devenir membre et s'organiser : reconnaître les statuts et accepter la distinction entre les différents membres en fonction de leur engagement dans le parti (articles 3, 4 et 6 des statuts).

- Les « devoirs des membres » sont remplacés par les « devoirs de la cellule », afin de souligner le caractère collectif des efforts des membres et d'éviter que des membres du parti se voient imposer des tâches auxquelles ils ne se sentent pas préparés.

- Toutes les modalités importantes du travail d'une cellule et de ses membres sont à présent réunies, pour garantir que la cellule s'occupe vraiment du développement de chacun de ses membres. L'application de ces modalités résulte de la discussion et de la lutte au sein de la cellule.



- Les statuts concernant les principes d'organisation et le style de travail du parti tiennent davantage compte de la situation politique nationale et internationale actuelle.
- Les principes de financement du parti sont développés dans un chapitre séparé (chapitre 6), parce qu'ils constituent l'essence de l'idéologie du parti et parce qu'ils garantissent son indépendance totale.<sup>81</sup>

Il va de soi que le PTB reste fidèle aux principes marxistes-léninistes tels que le centralisme démocratique, la ligne de masse, la critique et l'autocritique et la transformation de la conception du monde. Ils sont clairement expliqués dans les chapitres 4 et 5.

Ce que Nadine ne dit pas dans son résumé, c'est que ces mêmes statuts, dans le premier chapitre, *Programme général*, sous-titre *Le socialisme s'appuie sur une approche scientifique*, prévoient que la classe ouvrière peut arriver au socialisme sans prendre au préalable le pouvoir avec ses propres organisations, simplement par une érosion de l'appareil de la bourgeoisie, par des réformes, en construisant « *son propre Etat socialiste* » au sein de l'Etat bourgeois (ce qu'a fait la bourgeoisie au sein de l'Etat féodal). Voyons :

Aussi le renversement du capitalisme et la lutte pour le socialisme seront-ils l'œuvre des larges couches populaires. Cette révolution deviendra possible lorsque la population travailleuse ne voudra plus vivre dans un monde de guerre, de chômage et de misère et lorsque l'actuel ordre établi ne pourra plus maintenir la population travailleuse sous sa domination.

La révolution socialiste comporte toute une série de confrontations de classes acharnées pour le progrès social, la démocratie et la paix. Ces combats affaibliront la domination des grands capitalistes. Ils aboutiront à l'expropriation sans dédommagement de ces grands capitalistes. Leur appareil d'Etat sera démantelé. La classe ouvrière et la population travailleuse prendront leur sort en main en construisant leur propre Etat socialiste. Les usines et tous les secteurs clés de la société deviendront, grâce à leur nationalisation, propriété collective de la population travailleuse.

### 3.7. Les élections fédérales de 2003

#### 3.7.1 L'alliance avec la Liste RÉSIST

En septembre 2002, au premier anniversaire de l'attentat contre les tours jumelles du WTC, le PTB décide « *de faire de la lutte contre la guerre son objectif principal pour les prochaines années*. »<sup>82</sup> Une guerre en Irak était imminente et les mobilisations contre cette agression battaient leur plein. Cette politique se manifeste surtout dans deux initiatives.

Colette Moulaert, pédiatre à Charleroi, et d'autres membres de *Médecine pour le Peuple* du PTB (Harry Dewitte, Geert Van Moorter, Claire Geraets) entreprennent un voyage à Bagdad, où ils se trouvent lors de l'invasion étasunienne le 20 mars 2003. Colette et Harry reviennent en Belgique le 16 avril.

D'autre part, le 14 octobre 2002, Jo Cottenier, du PTB, présente à la presse la « *Coordination StopUSA* » pour la mobilisation contre la guerre, dans le cadre de l'Appel international de *Stop United States of Aggression*. Il y est

accompagné de Dyab Abou Jahjah (de l'Arab European League – AEL), Han Soete (d'Indymedia) et Roberto D'Orazio.<sup>83</sup> StopUSA invite d'emblée à une mobilisation le 10 novembre 2002, qui réunira 5000 personnes dans les rues de Bruxelles. Quelques syndicalistes de la CSC et de la FGVB signent aussi l'Appel. En parallèle, il y avait une autre manif le 17 novembre, « *celle des ONG, politiquement subsidiée par le gouvernement* » selon D'Orazio. Et le 19 janvier 2003, 12<sup>e</sup> anniversaire du début de la première guerre du Golfe, StopUSA relaie aussi l'appel à la Manifestation internationale contre la guerre d'ANSWER (Etats-Unis). Pour sa part, le MRS lance un appel de « *Syndicalistes contre la guerre* » : non à la guerre, au racisme, aux exclusions.<sup>84</sup>

Dyab Abou Jahjah, d'origine libanaise, immigré en 1991 à l'âge de 19 ans, titulaire d'un diplôme de Sciences Politiques de l'UCL, puis directeur de l'ASBL *Welkom* de l'ABVV/FGVB (pour les immigrants), avait acquis une grande popularité. En 2000, il créa la *Arabisch-Europese Liga* (AEL). Celle-ci fonda le *Comité Sabra et Shatila*, qui a entamé un procès en justice contre le Premier ministre israélien Ariel Sharon. En avril 2001, l'AEL organisa une première manif de solidarité avec le peuple palestinien à Bruxelles (2000 personnes), et en avril 2002 une autre à Anvers. Après la Conférence de presse du 14 octobre 2002 et la manif du 10 novembre, la presse commence à dénigrer durement Abou Jahjah, qui avait commencé à organiser des patrouilles citoyennes à Anvers (« *armées d'un appareil photo et de tracts* »). Cela soulève aussi des discussions au sein du PTB, auquel ce dernier répond avec une interview à Dyab dans *Solidaire*.<sup>85</sup>

Suite à l'assassinat d'un jeune Marocain à Borgerhout (Anvers), le 26 novembre 2002, l'AEL organisa les protestations – qui acquièrent parfois un caractère violent – contre ce crime raciste, et Dyab fut alors accusé des troubles et emprisonné pendant plusieurs jours. Le PTB soutien à fond le « *prisonnier de guerre* », en particulier avec l'aide de l'avocate Zohra Othman (du PTB), ancienne présidente du Conseil des immigrants anversoises.<sup>86</sup>

L'AEL avait l'intention de se présenter aux élections communales d'Anvers en 2006, mais sous la pression de sa base, elle a décidé de présenter une liste RESIST aux élections fédérales du 18 mai 2003, et elle prend contact avec le PTB, revendiquant la collaboration dans StopUSA.<sup>87</sup> Pour le PTB, la stratégie du 7<sup>e</sup> Congrès était « *d'unifier les résistances à toutes les guerres du capital* », et « *tout le monde voulait une nouvelle manière de travailler* ». D'autre part, dans la résolution d'août 2002, le Comité central avait déjà décidé de donner la priorité absolue sur les listes électorales aux porte-parole de la colère ouvrière. L'alliance avec AEL soulève donc pas mal de discussion au sein du parti. « *Des communistes en alliance avec des nationalistes arabes !* ».<sup>88</sup> Comme d'ailleurs dans l'AEL. « *Le communisme n'est-il pas dépassé ? Se battre pour la révolution mondiale ne va-t-il pas miner notre idéologie, notre religion ?* »<sup>89</sup> Mais finalement, la liste RESIST s'est constituée avec Zohra Othman (PTB), Dyab Abou Jahjah, Ahmed Azzouz (AEL) et Koen Calliauw (un élu d'Agalev au conseil de district anversoise, par la suite exclu d'Agalev).<sup>90</sup> La proposition du PTB était d'étendre l'alliance

avec AEL à l'ensemble du pays, mais AEL ne se sentait pas prête.<sup>91</sup> La liste RESIST se limite alors à Anvers pour la Chambre et à la circonscription néerlandophone pour le Sénat. Et le PTB présente des listes propres, partout ailleurs, en particulier avec Colette Moulaert pour le Sénat, côté francophone.

### 3.7.2. Le trouble-fête de la Liste MARIA

Toutefois, peu après, le PTB se voit confronté avec une autre initiative. En avril 2003, déjà sur le fil des délais légaux, Maria



Vindevoghel, une militante très populaire pour son combat dans la Sabena sans soutien des instances syndicales, glorifiée pour son « courage » lors du D14,<sup>93.5.1</sup> décide – sous l'insistance de sa base – de présenter des listes pour la Chambre à Bruxelles-Halle-Vilvorde et à Louvain, constituées par des syndicalistes engagés concrètement dans les luttes, tels que Max Ferraille, de la Stib, deuxième après Maria dans la liste pour BHV. Le PTB prend acte et décide alors de désister de sa propre liste dans ces deux circonscriptions. Et Maria accepte d'élargir sa liste avec des militants contre la guerre.

À partir de ce moment, la campagne se centre sur : « *Dyab, Colette et Maria au Parlement* ». Une nuance restera toutefois dans la campagne : *participer* dans la liste Resist, et *soutenir* la liste Maria.<sup>92</sup> Et au sein du PTB, la question reste posée : Pourquoi ne pas mener campagne pour le PTB partout ?<sup>93</sup>

La fête du 1er Mai 2003 sera l'apothéose de la campagne, où Nadine dit que le trio Colette-Maria-Dyab peut arriver au Parlement. On se félicite que les journaux et la télé parlent du PTB. Celui-ci doit toutefois toujours encore insister pour convaincre les militants qu'AEL n'est pas le diable.<sup>94</sup> Mais pour Peter Mertens, la polarisation autour de la liste est une bonne chose.<sup>95</sup>

### 3.7.3. La désillusion

Les illusions créées par le discours triomphaliste de « *Colette-Maria-Dyab au parlement* » ont fait que même des résultats relativement positifs étaient accueillis comme une défaite amère.<sup>96</sup>

La Liste Maria a obtenu 6.440 voix, ce qui constitue un mieux d'environ 2.600 voix par rapport aux résultats du PTB en 1999. Maria Vindevoghel, remerciant le PTB pour « *son soutien* », valorisait « *une campagne très riche et un mouvement qui décolle. Nous serons partout où il y a des luttes. Une liste comme la nôtre, qui rassemble autant de gens de tous les secteurs et milieux, cela n'a jamais existé.* » Nadine a pu constater, le dimanche, à la soirée électorale de la liste Maria, « *la détermination de tous ces candidats à continuer* ». Mais pour Nadine, « *Nous faisons face à un monstre, à la machine électorale des partis de droite. Nous n'avons toujours pas résolu ce problème, malgré les mesures prises et les énormes efforts fournis dans cette campagne. Le contraste entre la sympathie que notre parti rencontre dans la rue et les entreprises et nos résultats électoraux est cuisant. Le résultat nous oblige à remettre notre approche électorale en question.* »

Idem pour Resist qui a obtenu 10.059 voix, soit environ 1.100 voix de plus que le PTB en 1999. Mais pour Mertens, « *ce que nous n'avons pas réussi, c'est à unir l'ensemble de la classe ouvrière autour du programme de Resist* ».

Colette a obtenu 0.78 %, contre 0.51 % pour le PTB en 1999. Kris Hertogen constate que « *Dans la province, nous obtenons 5.500 voix, une progression d'environ 2.000 voix par rapport à 1999* ». Toutefois, pour lui, « *Colette a pris la parole tant dans les mosquées que face au noyau de militants de Caterpillar. Elle a reçu un accueil triomphal aux portes de cette multinationale américaine. Mais, électoralement, cela ne s'est pas traduit aussi bien que l'avaient espéré les activistes de la campagne.* »

On se console que « *Les autres partis veulent conserver une base sociale qui leur confie le pouvoir. Cela, nous n'en voulons pas. Nous voulons que les travailleurs eux-mêmes prennent leur sort en main.* » Mais la conclusion est quand même : « *Les tâches sont là. Comment faut-il traduire tout cela dans une stratégie électorale, voilà de quoi il nous faut discuter plus avant.* »

Et plus tard, la question refait surface : si le PTB doit continuer à construire des fronts électoraux ou se présenter comme parti.<sup>97</sup> Quant à l'AEL, quelques semaines après les élections, elle décide de créer un parti démocratique musulman en Belgique et de ne plus répéter l'expérience de Resist.<sup>98</sup> Quand Abou Jahjah est condamné en 2008 à un an de prison pour sa prétendue « incitation » à des affrontements entre jeunes et policiers à Borgherhout en 2002, le PTB le défendra. « *Indépendamment de ce qu'on peut penser d'AEL, cette [condamnation] est un précédent grave qui peut faire tache d'huile.* »<sup>99</sup> « *Quoi qu'on puisse penser de l'AEL, là n'est pas la question. Il s'agit clairement d'un procès politique.* »<sup>100</sup>

Lors des élections européennes et régionales du 13 juin 2004, l'approche du PTB change radicalement : uniquement des listes PTB+ / PvdA+. Pas question non plus de répéter l'expérience de la liste *Debout*.<sup>101</sup> Des réunions ont eu lieu avec Maria Vindevoghel, Max Ferraille et des sympathisants de la Liste Maria de 2003 pour essayer de la relancer, mais l'obstruction du PTB était flagrante.<sup>102</sup> Dans un numéro de *Solidaire* de novembre 2004, consacré aux luttes de la Sabena et de la Stib, les noms de Maria Vindevoghel ou de Max Ferraille ne sont même pas mentionnés.<sup>103</sup> Les promoteurs de la Liste Maria ont finalement donné priorité aux élections sociales qui avaient lieu alors, sans toutefois abandonner l'idée, éventuellement, pour les élections de 2007.<sup>104</sup> Le PTB a obtenu un léger progrès par rapport à ses listes de 1999, mais un recul qualitatif par rapport à la liste *Debout* (de 46.088 à 19.645).

## 3.8. L'exclusion de Nadine Rosa Rosso

### 3.8.1. Le « débat sur le fond » : où construire le parti.

Les élections de 2003 posent la question : pourquoi le PTB reste-t-il bloqué dans la catégorie du 1 % ? Certains accusent Nadine d'avoir été inefficace dans « *l'ouverture* » avec Resist. D'autres l'accuseront d'avoir abandonné l'orthodoxie communiste en voulant *ratisser large*, sans succès. Dans une note de mai 2004 intitulée *Le débat sur le fond a enfin*

commencé, Nadine revendique qu'elle avait « *proposé qu'on prenne le temps de mener [le débat] en profondeur dans l'ensemble du parti, pendant un an, pour déboucher sur un nouveau programme du parti, comprenant une stratégie adaptée aux réalités actuelles et au marxisme. Pour des raisons que je n'ai toujours pas comprises, la direction du parti a choisi de traiter d'abord les questions de forme et de procédure.* »<sup>105</sup>

Un *débat sur le fond* s'installe effectivement dans le PTB. Faut-il concentrer le travail dans la classe ouvrière, seule classe capable de mener à bout une révolution socialiste, ou faut-il construire un *grand parti*, en ratissant large au sein de la société bourgeoise existante, qui pourra alors, lui, entraîner le 95 % de la population vers une révolution socialiste.

Dans sa note, Nadine en veut à Boudewijn Deckers, qui depuis quelque temps assumait la représentation dans les rencontres internationales, dans la foulée de Ludo Martens, ainsi qu'à Tom Demeester.

Il y avait depuis quelques années une discussion théorique dans le parti sur la composition actuelle de la classe ouvrière et la « *désindustrialisation* ». <sup>106</sup> Deckers est défenseur de l'orthodoxie de la *ligne Ludo*, et Nadine y répond par des citations de Marx et Lénine. Elle affirme « *que nous vivons, ici, en Europe occidentale, dans une période relativement longue de développement pacifique de la lutte des classes et que la révolution n'est pas pour demain* » ; et quand cette affirmation est critiquée, elle en appelle à Engels pour se justifier. À propos de la chute du Mur de Berlin, les « *années 1989-1991 [qui] ont marqué un tournant décisif dans la lutte des classes à l'échelle mondiale* », Nadine rappelle les thèses du 7e Congrès et en appelle au livre de Ludo Martens *Le parti de la révolution*. Et elle soutient que « *le PTB avait grandement besoin d'un changement de stratégie. [...] Jusque peu avant 1989, le PTB misait sur l'invasion sociale-impérialiste de l'Union soviétique. [...] Avec la contre-révolution, cet espoir s'est définitivement évanoui. Tout le programme de 1979, adopté au congrès de fondation, reposait sur cette stratégie.* »

Finalement, à la fin de l'année 2003, Nadine est exclue du parti (avec une poignée d'autres militants) et un Comité Central du 2 février 2004 nomme Boudewijn Deckers comme Secrétaire général, assisté par Lydie Neufcourt et Peter Mertens.<sup>107</sup> Selon une interprétation proche du PTB, du 20 mars 2004, Nadine se serait rendue coupable d'impulser la « *ligne d'ouverture* » qui amène le parti « *à se dissoudre dans des coalitions hétéroclites* ». <sup>108</sup> Un an plus tard, Peter Mertens dira que Nadine « *remettait en question la possibilité d'encore organiser les ouvriers sur les lieux de travail des grandes entreprises.* » <sup>109</sup> En 2012, Raoul Hedebouw se rappelle que, lors des élections de 2003, le PTB s'est rendu compte qu'il y avait « *un truc qui cloche, [...] on reste bloqué à 1 ou 2 %. [...] Et la moitié de la direction du parti, dont Nadine Rosa-Rosso, est partie. C'est comme si Didier Reynders était exclu du MR.* »

<sup>110</sup>

### 3.8.2 La « *ligne Nadine* »

Les affirmations et l'activité ultérieures de Nadine vont confirmer qu'elle mettait carrément en question le rôle protagoniste de classe ouvrière dans la révolution. En février

2009, elle promet la création d'*Egalité*, qui se présente aux élections régionales en juin 2009 et obtient d'emblée un score de 1 %, plus que celui du PTB+ (0.84 %), « *en tête de toutes les petites listes de gauche et avant la liste musulmane de Bruxelles* ». Elle en tire la conclusion « *qu'il n'est donc pas nécessaire de se renier pour avoir des résultats électoraux* ». Elle dénonce que « *le PTB abandonne non seulement le front avec Résist, mais aussi toute politique d'alliances basées sur les mêmes principes et objectifs* ». Elle constate que « *la classe ouvrière "classique", c'est-à-dire celle concentrée dans de grands complexes industriels, et puissamment organisée dans les organisations syndicales et/ou politiques, s'est réduite comme peau de chagrin* » et elle en tire la conclusion « *qu'il faut s'adresser à d'autres couches sociales, comme les cadres, les professions libérales, bref, les classes moyennes. Depuis 1989, les choses ont bien changé dans le monde, et si on veut continuer à soutenir les mouvements de libération nationale, on ne tombe plus sur les communistes aux postes de commande, mais bien sûr des partis ou mouvements d'inspiration musulmane.* ».<sup>111</sup> C'est la confirmation de ce qu'était réellement la « *ligne Nadine* », opposée diamétralement depuis plus de dix ans à la « *ligne Ludo* ». <sup>§ 3.4.</sup>

### 3.8.3. La « *ligne Deckers* »

Lors de la fête du 1er mai 2005, le discours central est prononcé par Boudewijn Deckers, le nouveau Secrétaire général.<sup>112</sup> Dans une référence à peine voilée aux discussions dans le parti concernant le prolétariat, Deckers affirme, à propos de la lutte de Splintex :<sup>113</sup> « *Peut-on prouver plus clairement que la classe ouvrière des usines constitue l'avant-garde du combat contre ce système capitaliste injuste ? [...] Nous avons dû mettre à l'avant-plan ce travail [de solidarité avec Splintex] qui est la raison d'être de notre parti. [...] nous avons résolument remis notre parti sur les rails du travail dans la classe ouvrière et dans la jeunesse.* »<sup>114</sup>

Toutefois, le PTB doit montrer que, dorénavant, il veut « *éradiquer tout ce qui nous empêche de mieux coller à la réalité des gens* ». Et il va proposer des *points de programme* comme tout grand parti le fait, des *modèles*, insistant qu'il s'agit de *choses possibles*, puisque mises en œuvre dans d'autres pays (capitalistes).

Et le PTB reprend le slogan lancé par Di Rupo et le PS pour ce même 1er mai 2005 :<sup>115</sup> « *Les gens d'abord* », en y ajoutant « *pas le profit* ».

Quand Deckers cite en vrac « *les syndicats et d'autres organisations progressistes* » avec lesquelles « *nous luttons bras dessus bras dessous* », on est loin des critiques de Cottenier sur les directions syndicales en 2001. Cela n'empêche pas de proclamer que le socialisme « *ne pourra naître que de la lutte de classes menée avec toujours plus de détermination et dirigée par un parti révolutionnaire lié aux travailleurs et à leur syndicat* ».

D'autre part, le PTB commence à critiquer « *les grands partis* », et en particulier le SPa et le PS : « *Lors de la grève générale du 7 octobre [2005], chacun a pu constater aux piquets que les syndicalistes tournent le dos aux partis socialistes. [...] Durant la période qui a suivi le Plan Global, en 1993, le SPa a organisé une campagne de recrutement. Il y*

avait eu beaucoup de résistance aux plans gouvernementaux de la part des syndicats et cela ne devait pas se reproduire. Bien des jeunes syndicalistes ont marché à cette époque, et sont devenus membres du SP.a. Aujourd'hui, bon nombre de ces gens se sentent trompés. »<sup>116</sup>

Par contre, le PTB participait en 2005 comme invité au 11e congrès du PCdoB au Brésil, un parti avec deux ministres dans le gouvernement de Lula.<sup>117</sup> Et quand la Chine plaide pour « une réforme démocratique de l'ONU et de son Conseil de Sécurité », Deckers applaudit.<sup>118</sup>

### 3.8.4. La « ligne Mertens »

En 2005, Peter Mertens revendiquait « la stratégie fondamentale du Programme du parti de 1979 », et il dénonçait Nadine qui aurait écrit, juste avant de quitter le parti : « Notre capacité à franchir le fameux seuil des 5 % doit être atteinte pour les élections de 2007. Pour pouvoir mener cette tâche à bien, il est nécessaire de critiquer sérieusement les conceptions gauchistes à l'égard de la lutte parlementaire. » Mertens y opposait que, « le terrain essentiel du changement social ne se trouve pas dans l'hémicycle parlementaire, mais bien dans la lutte sociale sur le lieu de travail et dans les quartiers populaires. » Et il concluait que « Nadine protège le révisionnisme », celui des partis communistes qui ont capitulé et se sont mis dans le Parti de la Gauche Européenne (PGE).<sup>119</sup>

Quelques années plus tard,<sup>120</sup> il donnera toutefois une vision différente de ce qui était en cause alors. « Jusqu'en 2003, il y avait [dans le parti] une aile gauche puissante qui défendait, entre autres, la théorie que la classe ouvrière ne pouvait plus être la classe de l'avenir, étant donné que les migrants étaient la classe la plus opprimée. Nous avons ainsi, d'une certaine façon, envoyé le parti contre le mur dans les élections de 2003, et nous avons perdu beaucoup de votes et beaucoup d'influence. Nous étions un poisson hors de l'eau. » Mertens vise évidemment Nadine, mais avec une interprétation douteuse. Pour Mertens, les migrants ne sont pas les plus opprimés de la classe ouvrière, corvéables à merci et qui font baisser le coût de la force de travail pour toute la classe, mais une classe à part, « la plus opprimée », à laquelle s'intéressaient les gauchistes dans le parti, à tort parce qu'elle n'apporte pas de l'eau au moulin électoral. Nadine, pour sa part, disqualifiait la classe ouvrière pour des changements profonds dans la société, avec un critère purement numérique, y ajoutant la classe moyenne pour augmenter le débit d'eau au moulin électoral.

Pour Mertens, il s'agit donc de reconstruire le parti, même si on ne part pas de zéro : il fallait « réaffirmer deux principes : tout d'abord, nous sommes un parti communiste sur la base du marxisme-léninisme ; et deuxièmement, il nous faut une tactique flexible pour arriver à nos objectifs politiques et aux gens. [...] Être en même temps principiel et flexible, c'est un art que nous devons apprendre. »

Et dans sa conception particulière de la classe ouvrière, Mertens conclut que, étant donné que « la conscience de classe a reculé, et que la tâche du parti est de développer la conscience de la classe ouvrière, aujourd'hui fort différenciée », il faut « travailler politiquement là où vivent les gens. Nous appelons cela S.O.M. : Sensibiliser pour l'idéologie marxiste ; Organiser dans le Parti, dans les organisations de masses et dans les initiatives du parti ; Mobiliser pour davantage de mouvement, pour davantage de lutte pour les intérêts propres. Sur cela, il y a unanimité dans notre parti. C'est ce qui détermine notre participation dans les élections, le pourquoi de notre travail dans la classe ouvrière et la façon de le faire. »<sup>121</sup>

### 3.8.5. La « ligne Ludo » s'estompe.

En 2004, Ludo Martens n'était pas complètement inactif. En mai de cette année, il publie encore une brève *Introduction* pour le 13e Séminaire pour l'unification du mouvement communiste international, avec une autocritique concernant les positions du PTB « dans "le grand débat" qui a opposé " le PC chinois et le PC de l'URSS". »<sup>§ 3.1.</sup>

Ce qui est toutefois plus curieux, c'est une contribution concernant la République Démocratique du Congo en cette année. En février 2004, Joseph Kabila effectue un voyage officiel en Belgique, où il déclare, dans une allocution au Sénat : « L'histoire de la République démocratique du Congo, c'est aussi celle des Belges, missionnaires, fonctionnaires et entrepreneurs qui crurent au rêve du Roi Léopold II de bâtir, au centre de l'Afrique, un Etat. Nous voulons rendre hommage à la mémoire de tous ces pionniers. » Et Ludo Martens, qui dans son discours de 1er Mai 1996 critiquait Léopold II qui « exploite le Congo en exigeant, par la force, que les Noirs lui apportent du caoutchouc et de l'ivoire »,<sup>122</sup> cautionne maintenant son ami Joseph Kabila : « Un grand Etat, aussi étendu que l'Europe, a été fondé. [...] La période coloniale a également développé les forces productives à une allure vertigineuse. »<sup>123</sup> Faut-il y voir un signe de fatigue du grand dirigeant, ne disposant déjà plus de toutes ses forces d'analyse déployées pendant quatre décennies ?

### Notes - chap. 3

- 1 *Le parti et la révolution*, o. c. Introduction, pt 7
- 2 L. Martens, *La contre-révolution de velours*. 6.4.1991 [Une copie est actuellement disponible sur <<http://intellettualecollettivo.it/wp-content/uploads/2018/04/Ludo-Martens-LURSS-et-la-contre-r%C3%A9volution-de-velours-1991.pdf>>]
- 3 Lors du 1er Mai 1993, le PTB recevra un message de Honecker (résidant alors au Chili) - *Solidaire* 5.5.1993
- 4 Ce texte, du 2.04.1992, est disponible en espagnol sur internet <http://es.scribd.com/doc/78248312/Ludo-Martens-UN-BALANCE-DE-LA-CAIDA-DE-LA-UNION-SOVIETICA>.
- 5 *Etudes marxistes*, 20.10.1992. [Une copie est disponible en 2019 sur <<http://www.reveilcommuniste.fr/article-un-texte-de-ludo-martens-contre-le-trotskisme-1992-124708226.html>>]
- 6 *Solidaire* 16.06.1993.
- 7 *Etudes marxistes* n°17 - 20.03.1993 - Nous soulignons
- 8 Ed. EPO, Anvers 1994. Une version en espagnol est disponible sur <https://asturiesdixebra.files.wordpress.com/2014/08/otra-mirada-sobre-stalin.pdf>. [On peut lire l'avant-propos et l'introduction en français sur <<https://reconstructioncommuniste.wordpress.com/2015/05/25/un-autre-regard-sur-staline-par-ludo-martens-avant-propos-et-introduction/>>]
- 9 [Le site respectif [http://www.icseminar.org/ics\\_presentation\\_fr.html](http://www.icseminar.org/ics_presentation_fr.html) est devenu caduque après 2014.]
- 10 On trouve un écho de ces discussions dans un article de Martens dans *Etudes Marxistes* n°29, 1996, *Sur quelques aspects de la lutte contre le révisionnisme*.
- 11 L'intervention de Martens est reproduite dans *Bulletin international - Nouvelle série* n° 4-5 <[http://321ignition.free.fr/pag/fr/pre/pag\\_003/pag2.htm](http://321ignition.free.fr/pag/fr/pre/pag_003/pag2.htm)>
- 12 Voir <http://www.wengewang.org/read.php?tid=18178> - un rapport de Ludo Martens sur cet événement, avec une photo du Séminaire à Bruxelles de mai 2008. [site inaccessible en 2019]
- 13 *Solidaire* 27.02.2002.
- 14 *Etudes marxistes* n° 63/2003
- 15 « *Et que le peuple irakien retrouve sa souveraineté, avec l'aide éventuelle de troupes de pays de l'ONU qui n'ont pas participé à la guerre.* » Edité de *Solidaire* du 29.10.2003. Dans un échange de courrier avec un militant du PTB, qui avait des doutes concernant « *l'envoi des armées française et allemande pour remplacer les occupants américains* », David Pestieau précisait la position du PTB : « *si nécessaire pour la sécurité, envoi de troupes sur place de la Ligue arabe ou dans le cadre strict de l'ONU (rétablissement de la souveraineté attaquée illégalement), envoi de troupes ONU excluant tous les pays qui ont participé à la guerre et l'occupation. Ces troupes resteraient pour un délai extrêmement bref (6 mois)* ».
- 16 *Etudes Marxistes* 66/2004 - Il y avait 70 partis et organisations inscrits comme participants et 12 comme observateurs. Concernant le PTB, on peut y lire : « *Notre Parti a été formé à l'école du Grand Débat qui a opposé en 1966 le Parti communiste chinois et le Parti communiste d'Union soviétique. C'est le Parti communiste chinois qui nous a appris à défendre le léninisme et l'œuvre du camarade Staline et à critiquer le révisionnisme. Nous avons commis l'erreur de prendre l'expérience chinoise comme notre principale, voire unique source de référence. Ainsi, nous avons suivi le PCC lorsqu'il a développé sa théorie du social-impérialisme, la superpuissance la plus dangereuse.* » Et suit alors l'autocritique sur la condamnation de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie et de l'MPLA, mercenaires du social-impérialisme, des positions rectifiées grâce au parti cubain.
- 17 *Solidaire* 10.5.2006 En ce moment, Ludo Martens souffrait déjà de la maladie d'Alzheimer.
- 18 *Solidaire* 26.4.2006
- 19 *Etudes marxistes* n°83.
- 20 *Solidaire* 25.5.2012.
- 21 L'intervention du délégué du PTB dans ces Meetings pour les années 2009 à 2012 est disponible sur SolidNet.org, [Après 2014, ce site ne rapporte plus ces interventions, mais il donne toujours les coordonnées du PTB/PvdA pour la Belgique, et il annonce son 21e Séminaire, en Grèce, pour le 9.11.2019.]
- 22 Mentionnée dans la *Déclaration de Beyrouth* de 2012 de cet organisme.
- 23 *Solidaire* 23.12.2010.
- 24 C'est ainsi qu'il était présent à l'hommage rendu à Martens après sa mort, le 26 juin 2011. Déjà en mai 1996, Jalandoni participait au Séminaire International des partis communistes à Bruxelles, et à la célébration du Premier Mai, dans les locaux de l'ULB. Des camarades de la LIT, qui y avaient un stand avec leurs tracts et littérature trotskistes (à 50 mètres d'un panneau 2 m x3 m, glorifiant Staline), l'y ont rencontré, et il y a signé une pétition pour la libération de camarades (trotskistes) emprisonnés en Argentine.
- 25 *Solidaire* du 22.08.2013 glorifie le PCdoB et ses « *dix ans de Parti communiste au pouvoir* » (dans le gouvernement du PT) sans souffler mot sur les manifestations de millions de gens contre le gouvernement qui venaient d'avoir lieu.
- 26 *Etudes Marxistes* n°20-21 1994-01-01
- 27 Discours de 1er Mai de Ludo Martens, *Solidaire*, 5.5.1993. Parmi les invités à la fête, il y avait Roberto D'Orazio, pour parler de la lutte des travailleurs des Forges de Clabecq. Il y dit que « *les ouvriers ont compris que le PS trahit leurs luttes. Mais ils ont aussi compris qu'il y a une autre sorte de "gauche"* ».
- 28 *Le Soir* du 09.05.1994
- 29 Le Vlaams Belang y obtient alors 2 sièges, avec 7,78 % des voix, alors qu'Ecolo, la Volksunie et le Front national n'y ont qu'un siège chacun.
- 30 *Etudes marxistes*, n° 26 - 15.01.1995. C'est la sixième des six "*littes entre deux lignes*" (voir §1.8.4..) « *En 1994, on a commencé la lutte contre le bureaucratisme et pour la révolutionnarisation de la direction.* »
- 31 *Etudes marxistes*, n° 26 - 15.09.1994
- 32 *Le parti de la révolution*, o. c. ch.3 - 1.3.3.
- 33 <https://www.vlaanderen.be/uitslagen-van-verkiezingen-in-belgie>
- 34 *Le parti de la révolution*, o. c. Introduction,7.
- 35 *Le parti de la révolution*, o. c., la première phrase du livre.
- 36 Après la mise à l'écart de Nadine en 2003 (voir § 3.8.), le texte était parfois encore cité pour marquer une certaine continuité avec Ludo, mais sans nommer Nadine. En 2014, le livre n'était plus disponible dans le e-shop du PTB. Une traduction en espagnol de 1996, mentionnant Nadine comme co-auteure, est disponible sur <<https://leningradwritings.files.wordpress.com/2014/07/el-partido-de-la-revolucic3b3n-ludo-martens.pdf>>
- 37 *Le parti de la révolution*, o. c. Introduction.3.
- 38 *Etudes marxistes* n° 27/1995-12-15 - Herwig Lerouge était dans la direction du Parti. Il a dirigé un temps *Solidaire*, et il est le rédacteur en chef de la revue *Etudes Marxistes*. Signalons en passant que ce congrès prend pour son compte les thèses concernant les femmes, du IIIe Congrès de la IIIe Internationale. - Voir *Etudes Marxistes* 28/1996
- 39 *Etudes Marxistes* n°27 1995-12-15
- 40 Il y avait des listes de front avec Unité antifasciste (PTB-UA) dans les neuf circonscriptions wallonnes.
- 41 *Solidaire* 24.4.1996 ; 1.5.1996
- 42 Kris Hertogen, dans *Solidaire* 1.5.1996. Nous soulignons.
- 43 *Solidaire* 8.5.1996
- 44 L'affaire Dutroux
- 45 Voir *Presse Internationale* n°2, octobre-novembre 1996. *Presse Internationale* était le journal des militants de la LIT en Belgique, puis de la LCT à partir de 2006. [Le journal a pris le nom de *En Lutte* à partir du n° 101 de novembre 2015.]
- 46 Moins de 4 mois après la Marche *Blanche*.
- 47 La fermeture fut annoncée le 27.02.1997 et est devenue effective 4 mois plus tard.



- 48 Lors de la lutte contre la fermeture de Renault, un militant du PTB, Stan Van Hulle, a aussi été exclu de la FGTB. Voir *Presse Internationale* n°6 oct.1997.
- 49 *Presse Internationale* n°11, nov.1998
- 50 Kris Hertogen dans *Solidaire* 30.04.1997
- 51 *Solidaire* 7.5.1997
- 52 *Le Soir*, 25.07.1997
- 53 *Solidaire* 13.5.1998 – nous soulignons
- 54 « *Mais de quelle identité flamande peut- il être question entre, d'une part, ces nouveaux riches, milliardaires comme les De Clerck et les Vinck, et, d'autre part, les dizaines de milliers de femmes exclues du chômage ? Le marxisme a deux principes essentiels dans la question nationale. Le premier est positif : c'est l'internationalisme prolétarien, la solidarité de tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité. Le second est négatif : le refus de toute forme de discrimination ou de privilège sur base de la nationalité.* »
- 55 *Solidaire* 5.5.1999
- 56 *Solidaire* 5.5.1999
- 57 *In Memoriam*, o. c. et *Solidaire* 9.6.2011
- 58 *Etudes Marxistes* 41/1998 - *Le Manifeste, jeune de 150 ans dans une histoire qui compte en siècles.*
- 59 Hadden ze die muur niet beter laten staan? *De Morgen* 27.12.1999. Voir *Buelinckx*, o. c. *Noten - ref.414*. - p.162
- 60 *Solidaire* 3.5.2000.
- 61 *Solidaire* 10.5.2000
- 62 *Solidaire* 2.5.2001
- 63 *Etudes Marxistes* 54/2001 - *Jeter le capitalisme mondialisé dans le sac-poubelle (gratuit) de l'histoire.* Elle n'apparaît par la suite qu'une seule fois encore dans *Etudes marxistes*, le n° 57/2002 - *Contre l'Europe du capital : penser global, agir global*
- 64 Raoul figure avec 5 autres camarades comme « *les camarades de Liège* » dans le numéro 0 de *Fortis ensemble* (voir § 3.3.2). Ses parents, des travailleurs dans la sidérurgie, militants syndicaux de la CSC, avaient participé à la construction du PTB avec Ludo Martens. Sa mère était la sœur de Kris Hertogen. Raoul, né le 12.7.1977, avait été actif dans un *Comité herstalien étudiant* dès son entrée à l'Université de Liège.
- 65 Voir *Solidaire* 19.12.2001, dont provient l'information sur le D14 concernant le PTB. On y retrouve les noms de Tom De Meester, Marco Van Hees, David Pestieau et Herwig Lerouge comme journalistes qui signent des articles (des interviews). Peter Mertens cite la manif de la CES dans son livre *Priorité de Gauche*, p. 102, (voir §4.2.4) donnant le chiffre de 100.000 et réduisant la contestation de D14 à « *une grande manifestation de jeunes et d'altermondialistes le lendemain* ».
- 66 « *Maria se trouvait isolée, dans ce hall des départs, au moment de la faillite. Il n'y avait là ni l'ombre d'un secrétaire du syndicat de la Sabena.* » Bert Verhoogen, délégué FGTB chez DHL, membre de la liste Maria, dans une interview dans *Presse Internationale* 25 - septembre 2003. La photo est de *Solidaire* 19.12.2001
- 67 *Etudes Marxistes* 57/2002, *Mythe et réalité du modèle social européen : jusqu'où ira la collaboration des sommets syndicaux ?*
- 68 "Les conditions pour être membre de la LJC sont très élevées : il faut par exemple être au préalable d'accord avec presque tout le programme du PTB. [...] Rebelle assouplit considérablement ses conditions d'adhésion. Le marxisme et les organisations de gauche sont moins à la mode. [...] Sans cet assouplissement, Rebelle aurait probablement disparu." [La source de cette citation et de celles qui suivent dans le texte sur le thème est un lien actuellement caduque : [http://chengetheworld.be/sites/default/files/fields/attachment/chap\\_1.pdf](http://chengetheworld.be/sites/default/files/fields/attachment/chap_1.pdf)]
- 69 Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen – Ufsia
- 70 *Solidaire* 11.12.2002.
- 71 *Solidaire* 10.09.2003
- 72 En cette qualité, il signe ainsi une invitation aux "Lebanese Communist Students". Voir <http://www.angelfire.com/jazz/csleb/int007.htm>.
- 73 À cette occasion, deux "manuels" (pour les écoliers et pour les étudiants respectivement) sont rédigés. À partir d'alors, le Comac a formellement son Conseil National, son Bureau national, un président et un vice-président.
- 74 « *Le 11 septembre 2001 est devenu le jour où en Asie, en Afrique et en Amérique, les peuples se sont dit que les crimes monstrueux que le système impérialiste leur fait subir, seront tôt ou tard vengés.* » *Solidaire* 27.02.2002 - Un Dossier de 8 pages pour *Défendre la Corée socialiste dans la lutte contre la mondialisation impérialiste.*
- 75 Après le *renouveau* de 2008 (§ 4), des opposants à Peter Mertens rappelleront le rôle prépondérant de Nadine dans ce congrès de 2002, plus que celui de Peter Mertens et de Boudewijn Deckers. - <http://wetenschappelijk-socialisme.blogspot.be/2008/03/anti-mertens17volgens-peter-mertens.html>
- 76 *Solidaire* 27.3.2002
- 77 *Solidaire* 8.5.2002
- 78 Le verdict sur Clabecq était attendu pour le 22 mai.
- 79 <http://courcelles.skynetblogs.be/archive/2005/06/06/documents-du-ptb.html>. [La référence est périmée en 2019. On trouve quelques éléments de commentaire sur <https://romaincourcelles.wordpress.com/2005/06/06/documents-du-ptb/>]
- 80 « *Pour avoir le droit de prendre part aux décisions de la cellule du parti, le membre doit satisfaire aux conditions supplémentaires [...] la cellule approuve l'adhésion [...] Cette décision de la cellule est soumise à l'approbation de l'organe supérieur du parti.* »
- 81 « *Les ouvriers, membres avec voix délibérative, [...] un pour-cent de leur salaire net. [...] Les camarades intellectuels, membres avec voix délibérative, fournissent un effort plus grand que les ouvriers afin d'acquiescer également matériellement la position de classe de la classe ouvrière.* »
- 82 Nadine, dans *Solidaire* 11.09.2002.
- 83 *Solidaire* 16.10.2002.
- 84 Voir *Presse Internationale* n°23 décembre 2002, ainsi que *Presse Internationale* n°24 avril 2003, avec une interview à Gust Haverbeke, CGSP-Limbourg.
- 85 *Solidaire* 27.11.2002
- 86 *Solidaire* 04.12.2002
- 87 « *On nous reproche à tous deux, PTB et AEL, d'être sectaires et d'avoir une pensée fondamentaliste chacun sur son propre terrain, de ne pas tolérer la moindre opinion déviante, etc. Mais, dans la coalition StopUSA, [...] LAEL reste une organisation musulmane démocratique et ne se muera pas en organisation communiste et le PTB ne deviendra pas un parti islamique.* » Dyab dans *Solidaire* du 26.02.2003.
- 88 On en voit un écho, avant même la mention de la décision, dans la rubrique *Le journal du docker Johnny Maris* de *Solidaire* 08.01.2003 : « *Jean avait entendu que le PTB se présenterait aux élections avec Jahjah. "Ne trouvez-vous pas que c'est aller trop loin? ... Une alliance avec un émeutier ! Cela va vous retomber dessus aux élections !"* »
- 89 *Solidaire* 5.3.2003
- 90 *Solidaire* 12.02.2003
- 91 *Solidaire* 16.04.2003
- 92 Et ce « soutien » était encore relatif. Dans l'ULB, il y a eu un seul meeting avec Maria et Max, organisé par... les camarades de la LIT, sans le PTB. Voir une référence à cela de Max dans *Presse Internationale* n°27 de juillet 2004.
- 93 *Solidaire* 23.04.2003
- 94 *Solidaire* 7.5.2003
- 95 *Solidaire* 23.04.2003
- 96 Voir l'interview bilan dans *Solidaire* 21.05.2003.
- 97 *Solidaire* 28.05.2003
- 98 *Solidaire* 02.07.2003.
- 99 *Solidaire* 09.01.2008
- 100 *Solidaire* 21.05.2008
- 101 Voir §3.6. Complètement en marge du PTB, une liste "Sta Op" a pu être présentée au Limbourg, tirée par Frank Lambrechts, avec entre autres

- Raf Verbeke et Theo Meuris.
- 102 « ... à part quelques personnes dans la salle ici qui nous ont soutenu, qui ont fait notre campagne et tout, on n'a pas eu, de la part des autres partis de gauche, une attitude d'appel ou de soutien. » Max, lors d'une rencontre (avec Maria Vindevoghel et Frank Lambrechts) à l'ULB, à la veille des élections de 2004. Voir *Presse Internationale*, n°27 de juillet 2004.
- 103 *Solidaire* 10.11.2004
- 104 Maria : « on a dû faire un choix, et c'était important de donner la priorité aux élections sociales. Toutefois, on a aussi décidé, avec la Liste Maria, de se préparer pour les élections parlementaires de 2007, [...] L'expérience que j'ai avec les élections, est que je n'ai jamais eu autant de discussions politiques avec le monde ouvrier. On discute de tout. Si je regrette quelque chose aujourd'hui du fait de ne pas avoir présenté la liste, ce serait cela. » - *Presse Internationale* n°27 de juillet 2004 (où on trouve aussi les résultats des élections). Concernant ces élections sociales, voir *Presse Internationale* n°26 de février 2004
- 105 Nadine, dans une note du 25.5.2004. Elle y fait référence à un *texte qu'elle avait écrit, critiqué par la direction actuelle.*
- 106 *Etudes marxistes*, 43/1998 - Jo Cottenier, *La composition de la classe ouvrière* ; Jean Pestieau, *Les changements dans la composition de la classe ouvrière et du prolétariat.*
- 107 *Solidaire* 18.02.2004. Dans *In Memoriam*, o. c. on peut lire : « En 2004, le parti a été dirigé par la Direction Journalière composée de Baudouin Deckers, Lydie Neufcourt et Peter Mertens. ». On y limite le rôle de Nadine à 1999-2003, alors qu'elle était nommée secrétaire générale en 1995. En 2011, le PTB dira encore que « Entre 1999 et 2003, le parti a été sous la direction de Nadine Rosa-Rosso, secrétaire générale » (*Solidaire* 9.6.2011).
- 108 Un commentaire sur « l'histoire de cette lutte entre les deux lignes » d'un sympathisant du PTB qui applaudit « la rectification salutaire contre le cours opportuniste propulsé par l'ex-secrétaire-générale Nadine Rosa Rosso ». Voir [www.bellaciao.org/fr/spip.php?article5291](http://www.bellaciao.org/fr/spip.php?article5291)
- 109 Peter Mertens, *La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales.* *Etudes marxistes* 72/2005.
- 110 Voir une interview dans *Le Vif-Express*, cité plus loin, §5.5.
- 111 Publié le 29.10.2009 sur le site d'*Egalité* à l'époque.
- 112 *Solidaire* n°18 - 04.05.2005
- 113 Voir *Presse Internationale* n°30 - mars 2005
- 114 Aucune mention toutefois du *Comité d'Alerte*, créé par Di Rupo et composé de représentants des patrons, des structures syndicales et du gouvernement, pour « débloquer la situation » à Splintex.
- 115 *La Libre* 2.5.2005 - [www.lalibre.be/actu/belgique/article/218142/di-rupo-la-comedia-n-a-que-trop-dure.html](http://www.lalibre.be/actu/belgique/article/218142/di-rupo-la-comedia-n-a-que-trop-dure.html)
- 116 *Solidaire* octobre 2005
- 117 Voir *Presse Internationale* n°34 - déc. 2005
- 118 *Solidaire* 28.09.2005 - Dans son programme électorale pour le 7.06.2009, le PTB appellera explicitement à la « promotion de Nations unies démocratiques, dont le pouvoir émane de l'Assemblée générale » (point 17) - voir *Presse Internationale* 67 - mai 2009.
- 119 Peter Mertens, *La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales.* *Etudes marxistes* 72/2005.  
Le PGE a été créé à Rome en mai 2004. Pour Boudewijn Deckers, « Il rassemble essentiellement des partis (anciennement) communistes, mais aussi certains socialistes, écologistes et trotskistes. » (*Etudes marxistes* 73/2006)
- 120 Dans un *Entretien exclusif* pour les camarades du DKP en Allemagne, avec qui le PTB maintient alors une relation entre « bons communistes ». Voir *Was hat Peter Mertens mit Käthe Kollwitz zu tun?* dans *Unsere Zeit, Sozialistische Wochenzeitung Zeitung der DKP*, 14.02.2014 ([www.unsere-zeit.de](http://www.unsere-zeit.de)). Cité par la suite comme **DKP**, o. c. - Nous soulignons.
- 121 S.O.M. suggère le mot néerlandais pour 'somme', 'addition'.
- 122 <http://www.ptb.be/doc/doc/1mai96c.htm> [Référence caduque en 2019]
- 123 *Solidaire* 18.02.2004

## 4. Le « Renouveau »

Les résultats électoraux de 2003, qui maintenaient le parti dans la catégorie des 1 %, étaient considérés comme un « échec ».<sup>§ 3.7.3.</sup> Le PTB dira plus tard que c'est le point de départ pour un *renouveau* qui aboutira à l'élection de deux parlementaires à la Chambre en 2014. Un *renouveau* qui se serait alors « *approfondi entre 2004 et 2008, aboutissant au 8e Congrès du PTB.* »<sup>1</sup>

Cette interprétation laisse dans l'ombre l'influence de Nadine Rosa Rosso, qui parlait déjà en 2002 de « *cinq années de rectification* ». <sup>§ 3.6.</sup> Et pour gommer la période Nadine, on n'hésite pas à attribuer l'initiative à Ludo Martens, qui aurait « *lui-même posé la première pierre pour le renouveau du parti* ». On cite une étude de Ludo de 1999 sur le sectarisme, qui dit que « *le parti devait se défaire de son attitude de donneur de leçons et du "j'ai toujours raison". Il devait devenir un parti moderne, ouvert, sans renier ses principes.* » Mais depuis juin 1999, Ludo était allé vivre à Kinshasa. Quand il retourne en Belgique en 2006, il est atteint de la maladie d'Alzheimer. Et sa mort, le 5 juin 2011, passera presque inaperçue.

De toute façon, cet argument d'autorité, à part d'être simpliste, cache mal l'essentiel du « *renouveau* » : la recherche d'une légitimation électorale bourgeoise, défendue depuis 1995 par Nadine, au détriment de *l'orthodoxie* défendue encore un temps par Boudewijn Deckers. Et ce sera Peter Mertens, accompagné ensuite par Raoul Hedebouw, qui mèneront la danse, prenant la place de Nadine qui aurait mal appliqué la nouvelle orientation avec la liste *RÉSIST.*

### 4.1. Les élections communales de 2006 : 15 élus

En octobre 2006, il y a des élections communales et en mai déjà, le PTB annonce qu'il veut passer de 5 élus communaux au double.<sup>2</sup> Dans son discours de 1er Mai 2006,<sup>3</sup> Deckers avait même élargi l'horizon aux élections fédérales de juin 2007. Il dénonce le fait que, sur 150 parlementaires, 4 seulement ont voté contre le *Pacte des générations*, et il voit dans cela une « *raison de plus pour s'engager à fond dans les prochaines élections parlementaires* ». Dirk Van Duppen sera tête de liste, de façon à pouvoir « *faire figurer son véritable modèle kiwi à l'agenda politique.* »<sup>§ 4.2.1.</sup> D'autre part, Deckers fait l'éloge des directions syndicales : « *Un mouvement ouvrier n'est rien sans des syndicats forts. 3 000.000 syndiqués – des dizaines de milliers de délégués. [...] Bravo aux dirigeants syndicaux qui ont mené à fond la lutte contre le Pacte des générations.* » Mais c'est finalement au PTB qu'incomberait la grande tâche d'être « *une organisation unie qui peut regrouper tous les mouvements de lutte* ».

Le résultat de ces élections communales dépasse les prévisions. Dans son fief de Zelzate, le PTB obtient 22 % et passe de 2 à 6 sièges (sur un total de 23). Et en plus de ses élus à Hoboken et Herstal, il entre dans le conseil municipal à Deurne (Dirk Van Duppen), Genk, La Louvière, Lommel et Seraing (Hans Krammisch), en tout, 15 élus.

Ce serait la preuve que l'on est sur le bon chemin... d'un *renouveau*.

### 4.2. Le 8e congrès (2008), le Congrès de Peter Mertens

#### 4.2.1. Le 1er Mai : un meeting électoral

En mars 2007, le PTB propose des documents pour un 8e Congrès, à discuter « *dans tous les groupes de base et les noyaux de militants* », qui finalement seront soumis « *aux votes de sessions plénières le 20 octobre et le 24 novembre [2007]* ». <sup>4</sup>

Peter Mertens devient la figure de proue du PTB. C'est lui qui prononce le discours central de la fête du 1er mai 2007. Et Boudewijn Deckers disparaît des radars : il n'est même pas mentionné dans l'édition de *Solidaire* qui annonce cette fête.

Les élections fédérales du 10 juin 2007 sont au cœur des enjeux et le discours de Mertens est annoncé comme « *le meeting électoral à 18 h* ». À part des syndicalistes (Nik Stam, des Pays-Bas, Jacques Guilmot, ex-VW), des personnalités sont mises en avant, telles qu'un représentant de l'ambassade du Venezuela, une journaliste du journal *Le Soir* (Bénédictine Vaes, invitée pour modérer un débat sur la réforme de l'Etat) et Dirk Van Duppen, tête de liste pour Anvers.<sup>5</sup>

Ces élections seront marquées par la N-VA qui se présente en cartel avec le CD&V, avec un succès foudroyant en Flandre.<sup>6</sup> Mais en ce moment, on ne voit évidemment pas encore les conséquences de cela.

Le mot d'ordre « *à gauche du PS et Ecolo* » commence à apparaître dans la gauche radicale, mais le PTB aura ses listes à lui. Mertens, maintenant « *président de la direction journalière du PTB* », reprend pour la campagne le mot d'ordre « *les gens d'abord* » de Di Rupo au 1er Mai 2005.<sup>§ 3.8.3.</sup>

L'accent est mis sur les « *réalisations* » du PTB : des propositions du PTB au conseil communal de Hoboken ont été acceptées et « *le modèle kiwi est le symbole du PTB rénové* ». En Nouvelle-Zélande, le principal producteur de ce fruit, l'achat et la distribution de médicaments sont centralisés par l'Etat, ce qui permet d'obtenir des prix avantageux auprès des multinationales de l'industrie pharmaceutique. C'est un *modèle* pour le PTB. Ce genre de *modèles* seront dorénavant copieusement utilisés dans la propagande : des points de programme qui ont démontré être *réalistes*, parce qu'ils « *fonctionnent dans d'autres pays* » (capitalistes). Et trois ans de campagne du PTB sur ce thème *kiwi*, avec le docteur Dirk Van Duppen comme promoteur, auraient finalement fait baisser le prix de 900 médicaments. C'est « *la preuve que l'on peut faire plier de grandes multinationales* ». <sup>7</sup> La conclusion est qu'il faut voter PTB+ pour que Van Duppen entre au parlement.

Entre-temps, on accueille des *personnalités* non affiliées sur les listes électorales, ce qui implique par exemple à inviter à « *voter pour Monsieur le Baron* ». <sup>8</sup> Et un « *ex-SPa* », Johan

Peeters, est également candidat. Le PTB a toutefois essayé en vain de débaucher la figure de proue de la campagne du LSP/MAS, Jef Sleenckx.<sup>9</sup> D'autre part, le PTB se félicite que « depuis juin 2006, la presse fait de plus en plus écho au PTB ».<sup>10</sup>

« L'enjeu des élections est [...] de savoir s'il y aura beaucoup de voix pour une opposition sociale au gouvernement », et le PTB+ est « un vote utile pour soutenir la gauche d'Ecolo ». Il s'agit, en particulier, de Zoé Genot, Josy Dubié et Bernard Wesphael. Le PTB dénonce toutefois qu'un vote pour Ecolo est « de plus en plus un vote pour une participation gouvernementale », une participation qui « aujourd'hui, ne se justifie pas ».<sup>11</sup>

Après les élections vient le bilan. Alors que « presque 80 % de la population du nord du pays a voté pour la droite ou l'extrême droite », les résultats sont « encourageants pour le PTB+ » qui, selon Dirk Van Duppen, « a pu poursuivre la progression qu'il avait connue lors des élections communales de 2006 », mais qui reste au niveau du 1 %. Pour le PTB, « Il revient à Ecolo et à Groen !, au PS et au SPa, de prendre leur place dans une résistance aussi large et aussi forte que possible, avec les mouvements sociaux et en premier lieu les syndicats. Bien entendu, cela ne peut se faire que dans l'opposition. »<sup>12</sup>

En janvier 2008, Mertens annonce déjà la couleur pour un 8e Congrès du PTB, après « l'expérience négative de 2003 quand nous avons décidé de nous présenter aux élections au nord du pays avec la liste RÉSIST », et maintenant avec « les orientations pour les cinq prochaines années [...], par exemple avec la campagne "kiwi" du docteur Dirk Van Duppen », et avec « trois points de départ : un parti ferme sur les principes, un parti souple, un parti des travailleurs. »<sup>13</sup>

#### 4.2.2. Le Congrès du Renouveau

La clôture du 8e Congrès a lieu le 2 mars 2008, « le point final de débats entamés depuis trois ans dans le parti ».

Le nouveau Bureau du Parti, issu du Congrès, est constitué par<sup>14</sup>

Peter Mertens (38 ans en 2008), Président

Raoul Hedebouw (31), Porte-parole national du PTB

David Pestiau (39), Rédacteur en chef de *Solidaire* et responsable du service d'études du PTB

(Tom De Meester (33), Spécialiste énergie du PTB et président du PTB pour la Flandre-Orientale)

Boudewijn Deckers (62) Responsable des relations internationales. Ancien secrétaire général du PTB

Lydie Neufcourt (53), Responsable pour l'élargissement du parti

Jef Bruynseels (59), Responsable des relations syndicales

Jo Cottenier (61), Responsable des dossiers socio-économiques, ancien responsable des relations syndicales

Le Bureau confirme la « direction journalière » de 2004 (Mertens, Deckers, Neufcourt). En ce moment, Raoul Hedebouw était surtout une figure pour les médias, plutôt qu'un militant reconnu en interne. En 2001 déjà, il avait été mis sur écoute téléphonique par la police.<sup>15</sup> À remarquer qu'il n'y a pas de représentants de Médecine pour le peuple, ni des avocats du PTB. Concernant le mouvement ouvrier, il y a Lydie Neufcourt, professeure de français, et Jef Bruynseels,<sup>16</sup> employé.

Les défenseurs de l'orthodoxie *Ludo* acceptent finalement de rentrer dans l'ordre, admis dans des responsabilités sans intervention directe publique. Jo Cottenier, depuis plus de vingt ans « responsable syndical », avec des opinions parfois très critiques envers la bureaucratie syndicale,<sup>17</sup> a maintenant d'autres fonctions. Boudewijn Deckers, formellement maintenu dans la direction journalière, devra dorénavant cultiver l'image « communiste » auprès des « Partis frères communistes » dans le monde.

#### 4.2.3. Les Thèses du Congrès

Les thèses du Congrès sont éditées en livre sous le titre : *Un parti de principes, un parti souple, un parti de travailleurs*.<sup>18</sup> Ces trois éléments, déjà annoncés par Mertens en janvier, font l'objet d'autant de chapitres, mais ceux-ci sont précédés par un premier chapitre intitulé *L'avenir est au socialisme*.

**Le socialisme** : Le 7e congrès s'était déjà penché sur les conséquences de la chute du Mur de Berlin, et le 8e va « mettre en lumière les derniers développements. Cela permet de nuancer certaines thèses et d'en améliorer d'autres. » En principe, « le socialisme est devenu une nécessité pour la survie même de l'humanité. [...] C'est donc le pouvoir des transnationales et de leurs grands actionnaires (propriétaires) qui doit être remis en question. » Mais actuellement, par exemple, la Chine ne peut pas encore prétendre au « socialisme comme le concevaient Marx et Engels » parce que son développement capitaliste n'est pas encore assez développé pour cela et qu'elle doit donc se contenter, pour le moment, d'une « économie de marché que l'Etat contrôle à un certain degré ».

**Les principes** : « Le mouvement de gauche dans son ensemble a besoin d'une vision positive et constructive que n'offrent pas le PS et le SPa. Et il y a un espace pour cette alternative. » Le PTB est toujours « marxiste », mais cela se limite maintenant à Marx, Engels et Lénine, sans Staline ni Mao.<sup>19</sup> Hedebouw le confirmera plus tard : « Nous ne voulons plus nous définir comme "stalinistes", "maoïstes", etc. Nous sommes des ptbistes. »<sup>20</sup> Toutefois, « Le parti fait partie du mouvement communiste international. »<sup>21</sup>

**Un parti souple** : « Ces dernières années, nous avons changé d'attitude envers les syndicats. Aujourd'hui, leur existence même est menacée par un patronat agressif. [...] notre capacité à prendre en main des points d'action concrets pour obtenir des victoires. [...] passer d'un parti "donneur de leçon" à un parti "poseur de questions" ». La souplesse exige aussi « l'unité avec la plus grande majorité des responsables syndicaux et des délégués ». Dans les syndicats, « il n'y a pas de contradiction entre base et sommet ».<sup>22</sup>

**Un parti des travailleurs** : « où ils se sentent "chez eux". [...] adapter nos formes d'organisation [...] atteindre l'objectif de 5000 membres en 2010 (alors que nous sommes en ce début d'année à 2856 membres) ».

Le nouveau modèle de parti est explicitement calqué sur celui du *Socialistische Partij* des Pays-Bas,<sup>23</sup> un parti avec origine « marxiste-léniniste » qui s'est aussi « rénové ».<sup>24</sup> La légitimation par les élections bourgeoises est clairement revendiquée : ce sont les élus du parti qui affinent la tactique

du parti, car « ce sont eux qui sont confrontés aux préoccupations des grandes masses ».<sup>25</sup>



Afin de marquer clairement la rupture avec le passé, « cerise sur le gâteau, le nouveau logo du parti sera dévoilé le 2 mars ». La référence à la Révolution russe d'octobre 1917 (marteau et faucille, style PC) est abandonnée, au profit d'une étoile à cinq branches avec flèche, copiée du logo de la Gauche européenne.<sup>26</sup>



Le 8e Congrès décidera aussi de « mettre en avant des personnalités reconnaissables et des porte-parole [...], de jeunes porte-parole nationaux.<sup>27</sup> C'est ce que les médias soulignent comme une nouvelle « stratégie de communication ».

#### 4.2.4. **Priorité de Gauche : Pistes rouges pour une sortie de crise**

Après le Congrès (mars 2009), Peter Mertens écrit un livre de 272 pages : *Op mensenmaat. Stof voor een socialisme zonder blauwe plekken*. (À l'échelle humaine, matière pour un socialisme sans bleus.)<sup>28</sup> « Le livre touche aussi d'autres mesures, simples, réalisables : une banque de l'Etat, pas de licenciements dans des entreprises qui font des bénéfices, réduction de la TVA sur le gaz et l'électricité, le modèle kiwi. »<sup>29</sup> La version en français, *Priorité de gauche. Pistes rouges pour sortie de crise*, est cosignée par Raul Hedebouw, qui y a ajouté une postface sur *Les maux bleus du Parti socialiste*. Anne Demelonne (FGTB) fait l'éloge de « la simplicité » du livre, tout en regrettant que le PTB « ne peut s'empêcher de régler des comptes avec la social-démocratie ».<sup>30</sup>

Les idées sont résumées dans un « *Petit livre de poche du PTB* » d'une trentaine de pages format A6 sous le même titre *Priorité de Gauche*.<sup>31</sup> On insiste sur « *Les gens d'abord, pas le profit. Rien ne définit mieux le renouveau du PTB.* » Et « *dans le parti aussi [...], les gens d'abord.* » Il faut « *une société à la mesure des gens [dont le travail] disparaît dans les portefeuilles bien garnis des grands actionnaires.* » Pour cela, on compte sur « *les élus [qui] sont tenus de rendre des comptes sur leurs réalisations,* » et les gens du PTB qui « *font tout leur possible pour réaliser tout ce qu'ils promettent.* » On devient membre du parti par SMS et un paiement de 20 euros.

Et on n'hésite même pas à invoquer l'héritage de Ludo Martens. La transformation d'AMADA en PTB<sup>§ 2.1.</sup> aurait signifié « *rompre avec les conceptions extrémistes* » alors que des partis frères européens de l'époque « *restent cramponnés à leurs chamailleries dogmatiques.* »<sup>32</sup>

#### 4.2.5. **Une alternative de société crédible : la taxe sur les millionnaires**

Après le *Modèle Kiwi*, d'autres modèles suivront. Dans le même pays, une banque publique avait été créée en 2002 « *en partenariat avec la poste* » : la **Kiwibank**. Pour Mertens, c'est la solution contre la domination du capital financier.<sup>33</sup> Cette banque « *se tient à l'écart des marchés internationaux des capitaux.* » Il suffirait de lui « *octroyer des garanties d'Etat,* » plutôt que de les octroyer aux banques privées. Cette banque « *dépasserait dès lors toutes les autres banques en termes de*

*satisfaction à la clientèle.* ». Le PTB avait « *décrit de façon précise les piliers sur lesquels on devrait bâtir une Banque.* ». Et il regrette que cette solution, « *proposée à l'occasion du week-end noir de Fortis, le lundi 29 septembre 2008, [...] n'ait été relayée dans aucun média,* » alors qu'elle fonctionne dans d'autres pays, où « *les sociaux-démocrates sont pourtant beaucoup moins contaminés par les marchés financiers* » que le PS ou le SPa. Le PTB donne des chiffres : la kiwibank pourrait être le créancier privilégié de l'Etat et souscrire aux obligations d'Etat à un taux inférieur que les autres banques, apportant ainsi au Trésor 300 millions en 2009. « *C'est la solution pour le fardeau de la dette.* »<sup>34</sup> Une dette... envers ces autres banques.

D'autre part, le Bureau d'Etudes du PTB a pu détecter des anomalies dans le régime de taxation. C'est la campagne du PTB qui aurait remis en cause le système des **intérêts notionnels**, « *introduit sans débat* » en 2005.<sup>35</sup> Le PTB dira plus tard : *On était tout seuls en 2005 ; et c'est passé comme une lettre à la poste ;*<sup>36</sup> À en croire David Pestiau : « *Nous avons influencé le débat, notamment en révélant que les grandes multinationales paient des impôts ridiculement bas. [...] Et désormais [2014], tous les partis veulent changer le système.* »<sup>37</sup> Pour Hedebouw, « *nous faisons bouger les choses. [...] Qu'est-ce que ce sera alors quand nous aurons un député ?* »<sup>38</sup>

En 2008, pour augmenter le pouvoir d'achat, le PTB lancera une campagne pour un **taux de TVA de 6 %** sur l'énergie (gaz et électricité) consommée par les ménages. Le 1er mai, la Journée de la lutte des travailleurs se résume au fait que la campagne affiche déjà « *plus de 85.000 signatures.* »<sup>39</sup> C'est faisable, car « *ce taux est de 5 % au Royaume Uni.* »<sup>40</sup> Et quand le gouvernement décide le 29.10.2013 de rabaisser ce taux à 6 %, « *Vande Lanotte reprend la demande du PTB.* »

Et tout cela mène à une grande campagne pour une **Taxe sur les millionnaires** comme **alternative de société crédible**, rien que ça !

Après les élections européennes de juin 2009,<sup>§5.1.</sup> la crise économique revient sur le devant de la scène, et « *le monde du travail a besoin d'un parti solide et stable, présentant une alternative de société crédible,* » ce pourquoi le PTB lance « *un appel à un large front social de gauche pour imposer une taxe sur les millionnaires afin de protéger les travailleurs de la crise.* »<sup>41</sup> Et un Dossier est préparé avec un plan chiffré : « *La taxe sur les millionnaires en quelques lignes.* » C'est « *simple et ayant montré son efficacité à l'étranger.* »<sup>42</sup>

La campagne démarre vraiment en octobre 2009 avec un « *interview de la rentrée de Peter Mertens, président du PTB.* »<sup>43</sup> « *Un impôt de 2 % sur les fortunes de plus d'un million d'euros rapporterait à l'Etat 8 milliards d'euros par an. Cet argent, nous pourrions l'investir dans la création d'emplois, dans l'enseignement, les soins de santé et la sécurité sociale.* » Mertens cite l'exemple de l'Allemagne, où « *75 % de la population est favorable à une taxe de 5 %* », et de la France, où « *cet impôt sur la fortune existe déjà.* »

Mertens y ajoute une « **alternative 1-2-3** » : un impôt de crise sur les banques (1 mrd d'euros) ; l'abolition des intérêts

notionnels (2 mrd) ; et la tolérance zéro pour les grands fraudeurs (3 mrd). Il insiste sur le fait que ces mesures « n'ont rien de radical, il s'agit simplement de mesures démocratiques et évidentes ». Ce sont « des pistes modérées » qui, pour la plupart, « existent déjà dans d'autres pays ». Un Dossier de deux pages suit l'interview pour donner les détails. Une semaine plus tard, Mertens nous dit que c'est le gouvernement qui « doit jouer un rôle actif pour favoriser l'emploi et créer lui-même l'emploi dans le secteur public ». <sup>44</sup> Le problème serait toutefois que « les autorités se sont fait rouler par les banques ». <sup>45</sup>



Dorénavant, on peut s'inscrire au « fan-club » de la taxe des millionnaires. Et le coup d'envoi de la campagne est finalement donné officiellement en novembre, avec l'affiche de l'hôtesse qui offre sur un plateau « le produit – plus blanc que blanc – qui va changer votre vie », la TAXE des millionnaires, sur la Une de Solidaire. <sup>46</sup>

#### 4.2.6. Les spécialistes

Ces mesures faisables devront être menées à bout grâce au Service d'études du PTB). <sup>47</sup> Il est dirigé par David Pestiau. Et pour chaque thème important, il y aura un *spécialiste* en la matière. <sup>48</sup>

Le spécialiste du *Modèle Kiwi* est le médecin Dirk Van Duppen, qu'il fallait donc faire entrer au parlement pour encore plus d'efficacité. Entre-temps, ce médecin explique bien que cela remplace tout ce que l'on a pu apprendre des luttes dans le passé. « On n'a plus besoin de modèles qui nous sont étrangers, [...] c'en est fini avec les "ismes", le stalinisme, maoïsme, trotskisme. » Il s'agit maintenant de « se battre contre l'américanisation de notre société. » <sup>49</sup> Pour les finances (la taxe des millionnaires), le spécialiste est Marco Van Hees, ancien employé au ministère des Finances. Pour la TVA de 6 %, et en passant, l'écologie, c'est Tom Demeester.

#### 4.3. Un parti « rentré dans l'ordre », à l'écoute de Raoul Hedebouw

Pour Hedebouw, le 8e congrès était bel et bien un congrès « de refondation, qui a actualisé sa doctrine et son mode de fonctionnement. "Nous avons revu toutes nos thèses politiques." » <sup>50</sup> Après ce Congrès, la bourgeoisie se réjouit du fait que le PTB soit « rentré dans l'ordre ». Le *Journal du Mardi*, justifiait jusqu'à présent « l'ostracisme pour le parti qui [...] se situait toujours dans la tradition de l'extrême gauche du 20e (voir du 19e) siècle, en dehors du cadre démocratique ». Mais maintenant, le JdM se réjouit que dans ce parti, « abandonnant pour de bon les vieilles lunes de la "dictature du prolétariat" et du mépris pour les "libertés formelles", une nouvelle génération de dirigeants a pris le pouvoir – même si c'est sans doute avec la bénédiction d'ainés désabusés par près de 30 ans de stagnation électorale. » <sup>51</sup> Et il publie un entretien avec le porte-parole Hedebouw, qui déclare explicitement l'abandon d'une politique révolutionnaire et se range dans le

réformisme : « Nos problèmes n'ont rien à voir avec ceux d'Etats du tiers monde qui ont choisi une autre voie que celle de l'économie du marché. [...] Il s'agit de rétablir un rapport de force différent dans la société capitaliste dans laquelle nous vivons. [...] Le PTB est un parti réformiste. »

Pour Hedebouw, « le PTB reste attaché aux principes marxistes. » On se demande quels principes. En ce qui concerne les luttes du passé, « s'il y a un bilan à faire, c'est aux Russes, aux Chinois, aux Cubains de le faire ». Et « nous souscrivons totalement et exclusivement au processus électoral. [...] Nous voulons souligner que nous sommes pour un Etat de droit. »

« Mettre en avant notre opposition à la guerre [lors des élections en 2003 <sup>52</sup>] était une erreur. [...] Nous ne voulons plus nous définir comme 'stalinistes', 'maoïstes', etc. »

À la veille du 1er mai 2008, Hedebouw aura l'occasion de rappeler le *Mai 68*, mais sans même mentionner les mineurs, Ford Genk, etc. <sup>53</sup> Quant à la Journée des travailleurs elle-même, célébrée depuis le 19e siècle, le PTB se contente de rappeler le fait-divers que cette année, elle coïncide avec la fête de l'Ascension, journée où les catholiques rappellent l'encyclique *Rerum Novarum*, <sup>54</sup> ce qui « donnera droit à un concentré » des deux syndicats. Après la journée, on apprend quand même par *Solidaire* <sup>55</sup> que la « fête » du PTB a eu lieu à Bruxelles, le Discours central étant prononcé par « le tout nouveau président du PTB, Peter Mertens ». Mais la Une du journal est consacrée à la campagne pour la TVA à 6 % sur l'énergie. L'année suivante, il n'y aura plus de fête de 1er mai du PTB. Elle sera remplacée par *Manifesta*. <sup>5.1.</sup>

Le PTB sera maintenant un peu plus dans la grande presse. Dans *De Standaard*, <sup>56</sup> Kris Merckx considère bien *Médecine pour le peuple* comme « une retombée de Mai 68 », et il revendique les luttes assidues contre l'Ordre des Médecins. <sup>57</sup> Mais il se plaint que « l'on aurait avancé bien plus sur le terrain électoral si on avait arrondi les coins durs extrêmes plus tôt et si on avait bagarré un peu moins avec d'autres forces de gauche ». Et il confirme que le débat concernant la chute du Mur de Berlin « n'est pas terminé ». D'autre part, en 2011, à l'occasion du 40e anniversaire de la fondation de MPLP, Kris recevra les félicitations du ministre Paul Magnette pour son livre sur cette expérience. <sup>58</sup>

Citons un commentaire de Di Rupo sur ce « renouveau ». « Que ceux qui veulent émettre un vote de protestation contre le système capitaliste et qui n'ont vraiment pas envie de voter PS, votent non pour Ecolo mais pour le Parti du Travail de Belgique (PTB). Ce parti est en train de rompre avec son passé stalinien et tant qu'à faire, je préfère voir émerger aux côtés du PS une petite gauche radicale "à la Besancenot". » <sup>59</sup>

Entre-temps, les nouveaux statuts du PTB restent bien stalinien, sans possibilité de formation de tendances en son sein.

#### 4.4. Un internationalisme des « vrais communistes » et des « pays anti-impérialistes »

Il y a un aspect de la politique du PTB qui n'a guère changé avec le *renouveau* : sa façon de concevoir l'internationalisme. <sup>3.1.</sup> Dans les *Principes* on dit que « Le parti



*fait partie du mouvement communiste international.* » Cet internationalisme cadre bien dans la *théorie des Trois Mondes* de Mao et se réduit à un réseau de « partis communistes orthodoxes »<sup>60</sup> qui se rencontrent chaque année dans un *Séminaire* organisé par le PTB comme au temps de Ludo Martens, ainsi qu'à la participation annuelle à l'*International Meeting of Communist and Workers' Parties*.<sup>§ 3.1.</sup>

Depuis 2006, le PTB participe aussi chaque année à une conférence internationale avec les partis communistes d'Allemagne (DKP)<sup>61</sup>, du Luxembourg (KPL) et des Pays-Bas (NCPN). « *Une occasion de discuter de la manière dont l'Union européenne profite de la crise pour attaquer, au profit des multinationales, les acquis sociaux, les conditions de travail et les salaires.* » La 7e édition eut lieu en avril 2013 au Luxembourg, avec 40 participants.<sup>62</sup>

#### 4.4.1. Les pays « anti-impérialistes »

Plus que jamais, le PTB soutient les « *bourgeoisies progressistes* » du « *Tiers monde* ». Mais la chute du Mur de Berlin et la restauration capitaliste l'obligent à reformuler un peu ce raisonnement en termes des *Trois Mondes*. Ils soutiennent ainsi les « *pays émergents* » contre l'impérialisme, en premier lieu la Chine, mais aussi, par exemple, le Brésil et l'Afrique du Sud. Le monde bipolaire, c'est fini. « *Le monde actuel a plus de deux pôles.* » Et « *d'autres rapports de force* » existent maintenant. « *En 1984, le Brésil est parvenu à se libérer de la sphère d'influence des Etats-Unis.* » Et « *c'est grâce à leur position d'indépendance que ces pays se développent* ». <sup>63</sup> Quant aux protestations de la population brésilienne, elles « *risquent d'être récupéré par la droite* », car « *les Brésiliens reconnaissent les avancées apportées par les gouvernements progressistes de Lula et de Dilma.* » Et c'est injuste que la presse « *tire à boulets rouges sur la gauche, au pouvoir depuis dix ans* ». <sup>64</sup> Le PTB admet toutefois que « *le gouvernement avec les communistes* » n'est pas un gouvernement révolutionnaire et que, donc, les luttes restent nécessaires. <sup>65</sup>

Pour le PTB, le positionnement international de la Russie est très important, ne fut-ce que parce qu'elle est « *le seul pays au monde capable de tenir tête aux Etats-Unis en ce qui concerne l'armement nucléaire.* » <sup>66</sup> Alors que Poutine oscille entre d'une part le G7 et d'autre part la Chine et les autres partis émergents, le « *parti frère* » de Ziouganov (*Parti communiste de la Fédération russe – PCFR*)<sup>67</sup> y appuie résolument la coopération avec la Chine. En passant, on y apprend que « *le PCFR est convaincu qu'il pourra prendre le pouvoir par la voie parlementaire* ». Mais quand la Corée du Nord, le pays tant aimé de Ludo Martens,<sup>§ 3.1.</sup> profère des menaces en avril 2013, c'est quand même « *inacceptable* ». Il faut savoir qu'à ce moment, la Chine et Cuba « *ont pris leurs distances* » vis-à-vis de ce pays.<sup>68</sup>

La présence de « bons » partis communistes dans les gouvernements serait d'ailleurs un gage de prospérité. Pour le PTB, c'est le cas du Népal, où « *les communistes deviennent le premier parti* » en avril 2008 et sont « *prêt à former un gouvernement* ». <sup>69</sup> Et quand, en juillet 2012, Chypre commence la présidence tournante du Conseil de l'UE, on jubile : « *un communiste à la tête de l'UE* ». Que Chypre ait signé des contrats avec Israël pour un pipeline commun ne

pose pas de problème, étant donné que « *les zones d'exploitation de gaz de Chypre et d'Israël se touchent* ». Le seul problème est que « *l'occupation turque lui empêche de donner priorité au socialisme* ». <sup>70</sup> C'est le cas aussi de la Lettonie (1,9 million d'habitants, membre de UE) qui a voté à gauche en juin 2013. Les « *communistes* » du *Parti Socialiste Letton* y font partie de la coalition gouvernementale. <sup>71</sup>

En *République Démocratique du Congo*, Joseph Kabila mérite tous les éloges pour sa politique d'accueillir la Chine comme allié contre les Belges et les impérialistes de tout poil. En 2010, le cinquantenaire de l'indépendance du Congo est l'occasion de publier une interview avec l'ambassadeur de ce pays,<sup>72</sup> étant donné que, dans les médias, « *on ne donne pas une belle image du Congo* ». On y apprend que c'est une bonne chose de restituer des statues de Léopold II et de Stanley à Kinshasa, parce que Léopold II a quand même fait de bonnes choses : « *il a évité que le pays soit dépecé entre les convoitises portugaises, françaises et anglaises* ». Et qu'il faut saluer « *dans la colonisation, le courage de partir si loin, de prendre en charge un pays 80 fois plus grand que la Belgique, d'essayer de le diriger [...] un courage que l'on ne voit plus.* » Cette approche suscite toutefois des critiques, y compris dans le « *courrier de lecteurs* », et par la suite, dans les numéros qui suivent de *Solidaire*, le ton change, dénonçant Léopold II et donnant amplement la parole à Lumumba.<sup>73</sup> Mais il s'agit toujours « *d'aider le gouvernement congolais, démocratiquement élu* », et on pose « *Laurent Kabila, Lumumba et Joseph Kabila comme exemple* ». <sup>74</sup> Le 17 janvier 2011, 50e anniversaire de l'assassinat de Lumumba, Tony Busselen, le nouveau « *spécialiste du Congo* » du PTB,<sup>75</sup> est présent au 1er Meeting du nouveau Parti communiste fondé en RDC. Le P.C.Co « *soutient la candidature de Joseph Kabila pour l'élection présidentielle de fin d'année.* » <sup>76</sup> Le PTB aussi, car : « *Le Congo s'approprie de plus en plus cet exercice démocratique avec l'aide de ses nouveaux partenaires (Chine, Russie, Afrique du Sud)* ». <sup>77</sup> Et quand le Conseil de Sécurité de l'ONU vote l'intervention d'une Brigade internationale (l'Afrique du Sud, Tanzanie, Malawi) dans l'Est du pays le 28 mars 2013 contre les rebelles du M23 et le Ruanda complice, le PTB applaudit.<sup>78</sup> La victoire sur le M23 permet au gouvernement de « *renforcer l'Etat de droit* ». <sup>79</sup>

Dans d'autres conflits aussi, au-delà du discours « *anti-impérialiste* », le PTB soutient les directions bureaucratiques de tout poil, en accord avec les *partis frères* du lieu.<sup>§ 3.1.</sup>

Le PTB parvient à justifier que Cuba supprime 500 000 emplois dans le secteur public,<sup>80</sup> et qu'en Bolivie, Evo Morales s'en fiche des autochtones, « *manipulés par une opinion publique surexcitée par les médias de droite* », pour imposer le projet de « *développement économique* » (au profit des multinationales).<sup>81</sup> Quelques mois plus tard, ce sont des « *protestations téléguidées* » qui sont dénoncées dans ce pays.<sup>82</sup> Et concernant l'extradition à la Colombie d'un journaliste de gauche, arrivé de Suède au Venezuela, on regrette que Chavez soit « *tombé dans un piège* ». <sup>83</sup> Le frère de Hugo Chavez, Adán Chávez, sera l'invité en 2013 à *Manifiesta*,<sup>§ 5.1.</sup> où il soulignera « *la confrontation entre deux systèmes, le capitalisme et le socialisme* ». <sup>84</sup> Au Pérou, par

contre, quand le président Ollanta, accueilli comme « de gauche » en juillet 2011, lança ses attaques contre les enseignants en juin 2012, il est considéré comme ayant fait volte-face et ayant « trahi le peuple ». <sup>85</sup>

La colonisation de l'Afrique par les puissances européennes se réduit à « un passé commun [...] qui a créé des liens ». <sup>86</sup> En Afrique, Areva peut bien piller les matières premières au Mali, à condition de « payer un prix décent ». <sup>87</sup> Et il faut « tout faire pour sauver des vies et faire cesser l'anarchie et la violence en République centrafricaine », y compris avec l'opération militaire de l'Union africaine, mais sans la France. <sup>88</sup>

#### 4.4.2. Le « socialisme à la chinoise »

Pour le PTB, fin 2013, la Chine est toujours un pays « socialiste » parce que l'Etat est socialiste grâce au PCCh, même si l'économie est pratiquement capitaliste. Lors du 18e Congrès du PCCh, fin 2012, le marché reçoit « un rôle décisif » au lieu d'un rôle de base. Mais ceux « désireux de voir disparaître le socialisme chinois [...] se sont montrés déçus. Logique : ils ne seront satisfaits que si la Chine marche au pas du capitalisme et que le parti communiste chinois suit la voie de Gorbatchev. » Dans ce Congrès, « une troisième grande réforme s'entame, après celles de 1978 et de 1993 ». <sup>89</sup> Le fait que « la Chine n'est encore qu'au début d'une société socialiste » justifie que « le "socialisme à la chinoise" se dirige vers une économie qui en essence ne diffère pas d'une économie capitaliste, avec maintien d'une structure socialiste de l'Etat et sous la direction d'un parti communiste. [...] La Chine diverge de plus en plus du concept classique de socialisme. »

Le fait de reconnaître facilement la restauration capitaliste en URSS et non en Chine est significatif. En Russie comme en Chine, la restauration a été l'œuvre de la bureaucratie stalinienne, mais par la suite, en Russie, le peuple est parvenu, avec ses luttes, à se débarrasser de la dictature de cet appareil, alors que cela n'a pas été le cas en Chine. Et le PTB se reconnaît bien mieux dans ce dernier cas, où c'est le parti qui doit réaliser le socialisme, et non l'organisation autonome des travailleurs, guidée par le parti.

#### 4.4.3. La révolution en Afrique méditerranéenne

La politique concernant la révolution en Afrique méditerranéenne change en cours de route. En Tunisie, « La détermination du peuple a chassé Ben Ali » et le PTB soutient une mobilisation à Bruxelles, le 15.1.2011, de 500 personnes. <sup>90</sup> La chute de Moubarak en Egypte est accueillie de la même façon. <sup>91</sup> Peter Mertens en personne se rend en Tunisie. <sup>92</sup> En février 2011, un numéro spécial de *Solidaire* est consacré à la Révolution en Afrique méditerranéenne. <sup>93</sup>

##### La Libye : l'énigme de Kadhafi

Début mars 2011, quand la révolution s'étend en Libye, Boudewijn Deckers commente : « Mouammar Kadhafi et ses fils se cramponnent à un pouvoir qu'ils n'ont plus. [...] La Tunisie et l'Egypte ont encouragé le peuple libyen. [...] Dès le début des années 2000, le régime de Kadhafi a ouvert l'économie aux banques et sociétés étrangères, il a été dans le sens des "ajustements structurels" émanant du FMI, privatisant ainsi [...] Cette révolte s'oppose au régime

dictatorial en Lybie. Arrivé au sommet, le colonel Kadhafi a, dans les faits, concentré tous les pouvoirs et s'est nommé "Guide de la Nation" à vie. [...] L'armée de Kadhafi s'en prend à la population libyenne avec des hélicoptères "Apaches" des Etats-Unis et des fusils FN livrés par la Belgique. [...] Depuis 2003, Washington et ses partenaires occidentaux avaient trouvé un "modus vivendi", une certaine entente avec le régime de Kadhafi. [...] La réalité est que les Etats-Unis veulent reprendre le contrôle d'une situation qui leur échappe. » <sup>94</sup>

Une semaine plus tard, le PTB s'oppose à juste titre à l'intervention impérialiste en Libye, mais avec l'argument qu'« en Lybie, la situation sur le terrain est confuse », et que l'on peut mettre en doute que « la répression du soulèvement populaire en Lybie est tellement intolérable qu'une intervention s'impose pour des raisons humanitaires ». Et il soutient une manif du 20 mars 2011 de *Solidarité avec les révoltes populaires arabes*.

Après encore deux semaines, le PTB a appris que la position de Chavez est différente, et le ton commence à changer. Entre-temps, après que l'ONU a autorisé une intervention militaire (résolution 1973), l'Organisation de l'Union africaine (OUA) propose ses services de médiation aux deux parties concernées, ce qui est « une proposition raisonnable. Chavez avait déjà formulé une proposition dans ce sens ».

Maintenant, c'est de nouveau la logique des « blocs ». C'est « l'Occident contre l'OUA – y compris l'Ougandais Museveni et le Sud-africain Zuma Musevi. » Le PTB signe une Déclaration de 61 partis communistes, condamnant l'agression impérialiste en Libye. Puis on commence à dénoncer « les rebelles » en vrac. Et on passe à défendre Kadhafi : « Et si on nous avait menti. »

À partir d'avril 2011, le PTB nie que Kadhafi aurait massacré des civils dans une grande ville. Face aux protestations pacifiques, Kadhafi aurait ordonné à la police de se maintenir à l'écart. Et le 15 février, les choses auraient déraillé. « Les rebelles disposent d'armes lourdes, ce qui pose question. Cela doit être Al Quaidà ». À moins que ce soient « des centaines de forces étasuniennes, françaises et britanniques ». Et « tout ceci offre une vision beaucoup plus contrastée que celle d'une armée sanglante de Kadhafi opposée à une opposition massive et pacifique. » Kadhafi aurait d'ailleurs accepté le plan de paix de OUA.

Et dans son message à la veille du 1er mai 2011, Peter Mertens, tout en félicitant « ceux d'en bas [qui] se lèvent en Tunisie et en Egypte », dénonce l'OTAN qui « soutient les troupes anti-kadhafistes » en Libye.

Quelques semaines plus tard, le PTB a finalement tout compris : « Dès l'origine "le mouvement" a pris forme d'une révolte armée, faisant feu sur l'armée, et non celle d'une vague de manifestations civiles. Cette révolte a appelé l'OTAN à son secours. » Et « entre-temps, il s'est avéré que les accusations contre Kadhafi étaient des mensonges ou, du moins, étaient douteuses, car impossibles à prouver. » L'occident veut « saboter la politique en grande partie progressiste et Sud-Sud de Kadhafi (et, sur ce terrain, faire refluer la Chine). » « Kadhafi a assuré du pain bon marché, des écoles... » « Dix

*questions sur la mort de Kadhafi – Il a apporté à son pays et à son peuple un certain degré de prospérité et de bien-être. » Etc.*

***La Syrie, le danger du « chaos » (c'est-à-dire de la révolution)***

Pour la Syrie, qui se débat « *entre réformes et guerre civile* », la question était au début assez claire pour le PTB, étant donné que parmi les « *partis communistes frères* », les deux de la Syrie sont dans le gouvernement d'Assad. Et Assad est « *le symbole de l'unité du pays* ». <sup>95</sup> En 2009, une réunion extraordinaire de l'*International Meeting of Communist and Workers' Parties* a d'ailleurs lieu en Syrie. <sup>96</sup> Mais au fur et à mesure que le conflit s'enlise, la référence au « *parti frère* » ne suffit plus. En début de 2012 « *la situation en Syrie est bien plus nuancée que l'on veut nous le faire croire ici* ». Et « *bien des gens n'aimeraient pas voir Assad disparaître par crainte de ce qui pourrait venir après : soit le chaos, soit une prise de pouvoir par les Frères musulmans.* » En Syrie, ce n'est pas comme en Libye. Et l'analyse en termes de blocs reprend. Il y a « *un plan des Etats-Unis pour briser l'axe Iran-Syrie-Hezbollah-Hamas* ». Alors que Verhofstadt appelle à fournir des armes à l'opposition syrienne, il y a le danger qu'« *armer l'opposition embrase toute la région* ». Le PTB va même enquêter sur le terrain. Mais faute d'analyse de classe, il ne peut que constater, encore une fois, que la situation est « *plus nuancée...* » et qu'il ne faut pas croire tout ce que l'on dit « *en Occident* ». En juin 2012, il sait déjà que « *le mouvement de protestation légitime contre la répression a fini par dégénérer en une guerre civile sanglante dont la Syrie tout entière – Etat et population – est la grande perdante* ».

Mais, pour le PTB comme pour l'impérialisme, le problème est la contagion de la révolution sur la région. « *Insister sur un changement de régime en Syrie comporte de très grands dangers, [...] une guerre civile prolongée qui va déstabiliser toute la région.* » L'espoir est mis dans les négociations de Genève ; celles-ci sont entravées par « *du sabotage aux solutions des conflits* », mais aussi par le fait que « *l'Occident est prêt à plonger la Syrie dans le chaos.* ». Essayez de comprendre. Les Etats-Unis ne sont-ils pas « *opposés à l'armement des rebelles* » ? N'est-ce pas « *le Qatar [qui] soutient la rébellion pour protéger un futur gazoduc, alors qu'Assad préfère un gazoduc avec l'Iran et l'Irak* » ?

C'est l'impasse du raisonnement en termes de blocs. L'*International Communist Seminar* de juin 2013 dénonce l'ingérence, l'agression de l'impérialisme, et soutien « *le droit absolu du peuple syrien [...] à déterminer sa voie politique et sa direction sans ingérence étrangère* ». Et il déclare sa « *solidarité totale et sans réserve avec le peuple de la Syrie* », sans défendre Assad, mais aussi sans faire la distinction dans les rebelles, ne voyant que « *des attaques subversives et des attaques terroristes soutenues par l'impérialisme et les régimes réactionnaires de la région* ». Et le parti frère en Syrie, qui participe à « *l'opposition* » du *Syrian National Coordination Body*, se félicite d'un accord signé entre l'Iran et les grandes puissances (les 5+1) en novembre 2013, « *qui ouvre la voie à une conjoncture historique dans le monde arabe, régional et international* ». <sup>97</sup>

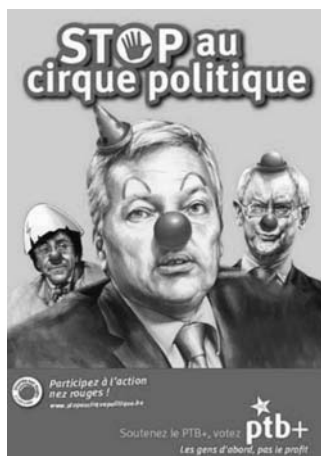
## Notes - chap. 4

- 1 *In Memoriam*, o. c.
- 2 *Solidaire* 3.5.2006 - Le PTB avait des élus à Zelzate (Frans Van Acoleyen et Dirk Goemaere), Hoboken (Mie Branders) et Herstal (Nadia Moscufo et Johan Vandepaer). Il espère en avoir à Molenbeek, Deurne, La Louvière et Genk.
- 3 *Solidaire* 3.5.2006
- 4 *La gauche de la gauche*, o. c.
- 5 *Solidaire* 25.04.2007
- 6 La *Nieuw-Vlaamse Aliantie* (N-VA) s'est présentée en cartel avec la CD&V pour la première fois lors des élections régionales de 2004 en Flandre, récoltant 26 % des voix et devenant ainsi la première formation politique de la Région. Ce succès fut confirmé lors des élections communales et provinciales de 2006 (31.7 % pour les conseils provinciaux). L'entrée de Jean-Marie Dedecker dans la NV-A fut un obstacle pour rénover le cartel en 2007, mais finalement, la N-VA abandonna le personnage qui dérangeait et le cartel se maintint. La N-VA, qui jusqu'alors avait de la peine à dépasser le seuil électoral, obtint 6 élus à la Chambre et 2 au Sénat. Bart De Wever obtint 41 000 voix de préférence à Anvers.
- 7 *Solidaire* 2.5.2007.
- 8 Le baron Gérard de Selys, ancien journaliste à la RTBF, candidat pour le Sénat. - *Solidaire* 2.5.2007. -
- 9 *Presse Internationale* 48 - mai 2007
- 10 *Solidaire* 09.05.2007.
- 11 *Solidaire* 06.06.2007 - Nous soulignons
- 12 *Solidaire* 13.06.2007
- 13 *Solidaire* 09.01.2008
- 14 Selon la liste publiée alors sur site du PTB. Dans *Solidaire* du 05.03.2008, Jan Hasaers (40 ans), Responsable communication, est mentionné au lieu de Tom De Meester.
- 15 Voir <[https://www.lavenir.net/cnt/dmf20110818\\_00033326](https://www.lavenir.net/cnt/dmf20110818_00033326)>
- 16 Licencié en droit, il avait renoncé à une carrière de juriste en 1968 pour aller travailler en usine (Renault, Umicore, Ford, Exxon), étant congédié finalement en 1980 pour ne pas avoir déclaré son diplôme.
- 17 *Etudes Marxistes* 57/2002, *Mythe et réalité du modèle social européen : jusqu'où ira la collaboration des sommets syndicaux ?*
- 18 Voir [https://www.ptb.be/il\\_etait\\_une\\_fois\\_le\\_ptb/Onglet\\_Congrès\\_du\\_renouveau\\_du\\_PT\\_B\\_de\\_2008\\_\(pdf\)](https://www.ptb.be/il_etait_une_fois_le_ptb/Onglet_Congrès_du_renouveau_du_PT_B_de_2008_(pdf)). Nous citons ce livre comme **8e Congrès, o. c.**
- 19 *8e Congrès*, o. c., p.46
- 20 *Journal du Mardi*, 4 mars-1er avril 2009
- 21 *8e Congrès*, o. c., p.67. En mai 2008, le 17e Séminaire communiste international se réunissait à Bruxelles. Voir § 3.1.
- 22 *8e Congrès*, o. c., p.103
- 23 Aux Pays-Bas, le *Partij van de Arbeid* est le parti social-démocrate, alors que le *Socialistische Partij* (Parti socialiste) a une origine « marxiste-léniniste ». Le *Komunistiese Partij Nederland/Marxisties-Leninisties (KPN-ML)* a commencé à partir de années 1970 à vouloir être « le parti des gens communs », ce qui lui a valu ses succès électoraux à partir des années 1990, sous la présidence charismatique de Jan Marijnissen. L'apologie pour le SP des Pays Bas sera rectifiée en 2012, voir plus loin, § 5.4.
- 24 Voir la note n° 57 du livre du 8e Congrès : « Il est intéressant de garder en tête un certain nombre de règles d'or pour l'action. Voici des règles que nous empruntons au SP Nederland, mais qui correspondent bien à notre expérience :
  1. Une action, ça se mène avec les gens. Il faut y consacrer beaucoup de temps et d'énergie.
  2. L'action est un moyen d'atteindre quelque chose. Adaptez vos moyens aux changements de circonstances.
  3. L'action requiert une connaissance des choses et du savoir-faire.
  4. L'action, c'est la lutte. Tenez compte des points forts et des points faibles de toutes les parties impliquées.
5. Passer à l'action signifie attaquer. Evitez de vous retrouver sur la défensive.
6. L'action requiert une bonne organisation. La bonne volonté seule est insuffisante.
7. On mène une action pour engranger des résultats. »
- 25 *8e Congrès*, o. c., p.83
- 26 En janvier 2012, le PCF a abandonné aussi le symbole de la Révolution russe, le remplaçant directement par le logo de la Gauche européenne.
- 27 *8e Congrès*, o. c., p.92
- 28 Les organisations syndicales correspondantes aux trois « piliers » historiques de la société belge, les *Socialistes*, les *Catholiques* et les *Libéraux*, s'identifient respectivement avec les couleurs *Rouge*, *Vert* et *Bleu*. Le jeu de mots sur *blauwe plekken*, (un bleu, un hématome) n'est pas retenu dans le titre de la traduction française, mais Hedebouw l'utilisera dans la postface ajouté à cette traduction. Nous citons le livre selon la traduction, comme **Priorité de gauche**, o. c..
- 29 La présentation de la version en néerlandais telle qu'offerte à l'époque sur le site [www.pvdashop.be](http://www.pvdashop.be)
- 30 *Solidaire* 30.04.2009
- 31 [Avant 2014, on pouvait télécharger ce livre de poche du site du PTB]
- 32 *Solidaire*, 5.11.2009
- 33 *Priorité de gauche*, o. c. p.82.
- 34 *Solidaire* 12.01.2012 - edito
- 35 La loi sur les intérêts notionnels, une astuce fiscale qui permettait aux multinationales de réduire la base imposable, a été votée le 2 juin 2005 par le MR et le PS, avec abstention de la N-VA et de CD&V.
- 36 *Solidaire* 30.9.2010.
- 37 *Le Soir* 26.04.2014
- 38 Hedebouw, dans la *Mise au Point* de 1.9.2013 Voir § 5.6.
- 39 *Solidaire* 07.05.2008
- 40 *Solidaire* 28.5.2009. Voir aussi *8e Congrès*, o. c. p.95
- 41 *Solidaire* 18.6.2009, édito.
- 42 *Solidaire* 3.9.2009 Dans *Solidaire* du 20.8.2009, on disait déjà que *c'est faisable*, « car la France le fait déjà ».
- 43 *Solidaire* 8.10.2009
- 44 *Solidaire* 15.10.2009 Réaction de Peter Mertens à la Déclaration politique de Van Rompuy (alors Premier ministre), « un assemblage de demi-mesures et de grands trous », le « budget des occasions manquées ».
- 45 *Solidaire* 22.10.2009, édito
- 46 *Solidaire* 5.11.2009
- 47 Le parti va y dépenser le gros de l'argent obtenu en tant que représentation parlementaire (plus de 900.000 €) Voir Hedebouw dans une émission de la RTBF du 12.6.2014. Voir aussi *Solidaire* 5.6.2014
- 48 *8e Congrès*, o. c., p.87, 92
- 49 *Knack-Van Duppen*, o. c. (2007)
- 50 Intervention sur la RTL le 23 mars 2014 <https://www.rtl.be/info> - nous soulignons.
- 51 *JDM* 4.3.2008 - Le Journal justifiait l'ostracisme « au même titre que l'extrême droite ».
- 52 Dans *Solidaire* du 11.09.2002, la secrétaire générale du PTB, Nadine Rosa Rosso, rappela que le PTB allait « faire de la lutte contre la guerre son objectif principal pour les prochaines années ».
- 53 *Solidaire* 30.04.2008.
- 54 L'encyclique papale divulguée le 15 mai 1891, exposant la doctrine sociale (de collaboration de classes) de l'Eglise catholique.
- 55 *Solidaire*- 07.05.2008
- 56 *De Standaard* 3.5.2008 - voir *Solidaire* 7.5.2008
- 57 Le combat contre l'Ordre va de la suspension en 1973 de Kris Merckx (qui continuait à exercer) jusqu'à la victoire (en 1978). En 2009, les présidents des mutualités socialistes et chrétiennes étaient les invités d'honneur lors de l'ouverture du Centre rénové de MPLP à Hoboken.

- Kris Merckx, dans son intervention lors de l'hommage à Ludo Martens après sa mort (5.6.2011), le 26.6.2011 à l'ULB, se rappelle qu'un an avant sa mort, Ludo Martens disait que « *Les Médecins pour le peuple, c'est le meilleurs qu'on n'a jamais imaginé.* » Par la suite, nous citons cette intervention (publiée à l'époque sur le site du PTB) comme **Hommage\_Merckx**, o. c.
- 58 *Solidaire* 22.9.2011
- 59 *Le Journal du Mardi*, 1.4.2008  
Olivier Besancenot, dirigeant de la LCR, un parti trotskiste en France, appelait dès mai 2007 à la fondation d'un nouveau parti de gauche radicale, ce qui aboutira à la fondation du *Nouveau Parti anticapitaliste* (NPA) en février 2009.
- 60 C'est-à-dire, considérés comme tels par le PTB, ce qui peut changer au cours du temps. Parfois, on trouve des analyses historiques surprenantes, comme celle sur l'année 1932 où « *Les socialistes s'en sont plus pris aux communistes qu'aux fascistes. [...] Les socialistes ont refusé de s'allier aux communistes.* » (*Solidaire* 31.01.2013) À l'époque, en Allemagne, c'était bien le parti communiste, orienté par Staline, qui traitait les socialistes de *social-fascistes* et refusait toute collaboration avec eux dans la lutte contre le fascisme montant de Hitler.
- 61 Voir le site de DKP [www.kommunisten.eu](http://www.kommunisten.eu) Aux élections européennes de 2014, le DKP a obtenu 25.000 voix, un peu moins qu'en 2009, et *Die Linke* 2.200.000 voix, un peu plus qu'en 2009.
- 62 Sur le site de *Solidaire*, 29 avril 2013, il y a [avait] un article : *Quand 4 partis communistes du Benelux et de l'Allemagne se rencontrent.*
- 63 *Solidaire* 25.04.2013
- 64 *Solidaire* 27.06.2013
- 65 *Solidaire* 22.08.2013
- 66 *Solidaire* 01.03.2012
- 67 Dans les années 1996-2000, le PCFR obtenait des scores autour de 30 % au parlement. Récemment [2013] il obtient à peine plus que la moitié de cela.
- 68 *Solidaire* 18.04.2013
- 69 *Solidaire* 30.04.2008
- 70 *Solidaire* 29.08.2012 ; voir aussi *Solidaire* 21.03.2013
- 71 *Solidaire* 20.06.2013
- 72 *Solidaire* 18.3.2010
- 73 Voir la *Déclaration* du PTB, *Solidaire* 24.06.2010
- 74 *Solidaire* 9.7.2010
- 75 Depuis 2009, Ludo Martens souffrait déjà de la maladie d'Alzheimer. En juillet 2010, Busselen a publié *Une histoire populaire du Congo.*
- 76 *Solidaire* 27.1.2011. Dans *Solidaire* 13.1.2011, un encart de quatre pages était consacré à la RDC sur la base du livre de Martens *Pierre Mulele, la seconde vie de Lumumba*, de 1985 (disponible en ligne [en 2014] sur [www.marx.be](http://www.marx.be)), rappelant les assassinats de Lumumba (17.1.1961), de Mulele (3.10.1968) et de Laurent désiré Kabila (16.1.2001), et appelant à une manif à Bruxelles le 16.1.2011. Un hommage y est fait à Ludo Martens, qui a séjourné en RDC de 1998 à 2006. Lors de la mort de Ludo, Hedebeuw s'est rendu à Kinshasa pour la cérémonie d'adieu. (*Solidaire* 23.6.2011)
- 77 « Vers une réélection de Kabila ». *Solidaire* 17.11.2011
- 78 *Solidaire* 09.05.2013
- 79 *Solidaire* 07.11.2013
- 80 *Solidaire* 17.2.2011
- 81 *Solidaire* 13.10.2011
- 82 *Solidaire* 17.05.2012
- 83 *Solidaire* 5.5.2011
- 84 *Solidaire* 29.08.2013
- 85 *Solidaire* 14.06.2012
- 86 "*Cohabiter avec l'Europe : nous avons un passé commun. Nous sommes liés d'innombrables façons, par le commerce, par les flux migratoires. Je pense qu'avec tous ces atouts, l'Afrique peut...*" Interview avec l'ambassadeur de l'Union Africaine à Bruxelles - *Solidaire* 23.05.2013.
- 87 *Solidaire* 31.01.2013
- 88 *Solidaire* 19.12.2013
- 89 *Solidaire* 28.11.2013, "*Où va la Chine.*" Une analyse de Jo .Cottenier suite au 3e Plenum, de 9-12/11/2013, un an après 18e congrès du PCCh. Le 11e Comité central, de 1978, marquait le, basculement vers les mécanismes de marché dans l'agriculture et celui de 1993, le Plenum du 14e Congrès, décidait de remplacer l'économie de plan par une entière économie de marché. Les entreprises non rentables devaient fermer.
- 90 *Solidaire* 20.1.2011
- 91 *Solidaire* 3.2.2011 - En décembre 2012, quand la population proteste massivement contre Morsi, le PTB reconnaît que « de Morsi, il ne reste que des promesses ». (*Solidaire* 13.12.2012)
- 92 *Solidaire* 10.2.2011
- 93 *Solidaire* 24.2.2011
- 94 Sur le thème *Kadhafi*, voir les numéros de *Solidaire* de 3.3.2011 ; 10.3.2011 ; 24.3.2011 ; 31.3.2011 ; 7.4.2011 ; 28.4.2011 ; 16.6.2011 ; 30.6.2011 ; 1.9.2011 ; 27.10.2011
- 95 Sur le thème de la Syrie, voir les numéros de *Solidaire* de 5.5.2011 ; 26.01.2012 ; 23.2.2012 ; 1.3.2012 ; 15.03.2012 ; 03.05.2012 ; 31.05.2012 ; 28.06.2012 ; 10.01.2013 ; 28.06.2012 ; 14.03.2013 ; 07.02.2013 ; 30.05.2013 ; 02.06.2013
- 96 Mentionnée dans la *Déclaration de Beirout* de 2012 de cet organisme.
- 97 Réunion extraordinaire du Bureau exécutif. Voir *Solidaire* 24.11.2013 et [www.facebook.com/pages/Syrian-National-Coordination-Body-SNCB/113912412027630](https://www.facebook.com/pages/Syrian-National-Coordination-Body-SNCB/113912412027630)

# 5. La légitimation par les élections bourgeoises

## 5.1. Les élections européennes et régionales de 2009 : la promotion de Mertens-Hedebouw



Dès le début de 2009, le PTB entre en campagne pour les élections du 7 juin avec le slogan *Stop au cirque politique* (caricatures de politiciens avec un nez rouge). Pas de temps à perdre avec une fête du 1er mai du PTB. Cette référence historique de la lutte des travailleurs est remplacée maintenant par « une grande fête populaire de *Solidaire* » du type « Fête de l'Huma » en France, baptisée comme *Manifesta*.<sup>1</sup> C'est dans ce

cadre que le Parti oublie ses critiques contre la CES, du D14 de 2001,<sup>§3.5.1</sup> et soutient la manif du 15 mai de cette confédération européenne, maintenant « la force motrice de nombreuses manifestations contre les politiques libérales de l'UE ». <sup>2</sup> Et les « reportages 1er Mai » dans *Solidaire* du 7 mai se limitent à signaler que « les clowns et les affiches du PTB ont capté tous les regards dans les cortèges du 1er Mai » dans les villes où le PTB a participé.

Ecolo est perçu comme le grand concurrent (crédité de 20 %). Il est à gauche, mais... « Il espère faire partie de la majorité au pouvoir » sans exclure les libéraux ; « Il participe au pouvoir en région bruxelloise » ; « Il a voté le traité de Lisbonne. » Et en dépit de quelques points positifs – il soutient le modèle Kiwi, il est en faveur d'un impôt sur la fortune et il s'est fait traiter de *PTB* par les libéraux quand il a défendu un pôle européen public pour l'acier –, il n'est pas si « écologique » qu'il en a l'air, car il s'oppose à la réduction de la TVA sur l'énergie. Et dans les communes où le PTB a des élus, Ecolo vote systématiquement pour l'augmentation des taxes poubelle. Ils ont d'ailleurs imposé les écotaxes quand ils étaient au pouvoir en 2004.<sup>3</sup>

Ces élections, sans perspective réelle d'avoir des élus, sont en fait une occasion pour promouvoir des candidats en vue des élections nationales de 2010 et communales de 2012. Kris Merckx, la figure historique à Hoboken, fondateur de *Médecine pour le peuple*, avait été élu en cette même année 2009 par la section locale du SPa comme le *meest verdienstelijke Hobokenaar* (le Hobokenois le plus méritoire), un atout pour rassembler des voix. Mais il n'apparaît que quelque part dans le peloton sur les listes. Les têtes de liste pour les élections européennes sont Mertens et Hedebouw, qui doivent se profiler à Anvers et à Liège respectivement. Ils

parviennent à apparaître à la télé. Mertens organise un barbecue électoral à Anvers (600 personnes) parce que « *tout le monde doit parler de nous* ». <sup>4</sup> Et quand la VRT parle de « *Peter Mertens, l'outsider qui pourrait bien devenir la surprise des prochaines élections* », *Solidaire* ne manque pas de le rappeler. <sup>5</sup> Ces « jeunes » du Bureau élu en 2008, qui n'étaient pas encore nés lors des premiers pas d'AMADA, <sup>6</sup> cherchent intensément une légitimation par les élections.

À part la promotion des deux figures de proue, des « spécialistes » du Parti sont mis en avant. C'est une politique explicitement décidée dans le 8e Congrès. <sup>§4.2.6</sup> On se félicite que le médecin phare du parti, Van Duppen, obtient le Prix de la Démocratie 2009, « *marchant dans les traces de précédents lauréats comme le syndicaliste George Debunne* », et que « *le modèle kiwi est de nouveau sur la table du gouvernement* ». <sup>7</sup> Il y a Van Hees pour les finances et Tom Demeester pour l'énergie. Et une journaliste du journal *Le Soir*, Colette Braeckman, devient *spécialiste du Congo*. À Anvers, Mie Branders, de *Médecine pour le Peuple*, déjà élue conseillère, apparaît deuxième après Mertens. Il y a, bien sûr, « *plus de 75 syndicalistes sur les listes* », <sup>8</sup> et des personnalités, mais les têtes de liste pour les élections régionales sont des gens de *Médecine pour le Peuple* et de l'appareil du parti. Il faut « *un premier élu PTB+ au parlement* », mais ce ne sera pas un syndicaliste.

Le PTB double ses voix par rapport à 2004 et franchit la limite fatidique du 1 %. *Solidaire* publie une interview de bilan avec Hedebouw et Mertens. <sup>9</sup> Le premier est « content » d'avoir passé le cap du 2 % dans des arrondissements importants comme Liège et Charleroi, mais il ne s'agit que « *d'une étape intermédiaire avant d'avoir des élus à l'échelon régional* ». L'objectif est de « *passer de 3 600 à 5 000 membres et ainsi être aussi nombreux qu'Ecolo* ». Pour Mertens, c'est décevant, car l'objectif était de tripler. « *La dynamique ne s'est pas traduite en nombre de voix.* » Mais on voit déjà en perspective la campagne pour occuper le terrain communal des grandes villes.

Ces élections sont aussi l'occasion de lancer en grande pompe la campagne de la *Taxe des millionnaires* comme « *alternative de société* ». <sup>§4.2.5</sup> Quand Herman Van Rompuy devient président du Conseil européen (19.11.2009), *Solidaire* en profite pour mettre sa sœur Tine comme ambassadrice de la Taxe, sur la *Une* de *Solidaire*, <sup>10</sup> alors que le compteur du fan-club affiche déjà 1849 fans. La semaine après, quand le compteur affiche 2216 fans, le *Président* du PTB publie une lettre ouverte au *Président* européen concernant Opel.

Hasard du calendrier, le même numéro de *Solidaire* où est promue cette *Taxe* rappelle le 30e anniversaire du Congrès de fondation du PTB. <sup>11</sup> Et le « *président fondateur Ludo*



Martens » y est cité pour essayer de justifier que le « *renouveau* » du PTB n'est qu'un retour à ses sources.<sup>§ 4.2.4</sup> Mais on revendique quand même que les racines du PTB remontent à l'époque où... Eddy Merckx gagnait le tour de France (1969).

## 5.2. Les élections nationales du 13 juin 2010 : le dépassement du fatidique 1 %

### 5.2.1. Un grand parti de gauche, comme en France, pour répondre à la crise

En 2010, les luttes semblent reprendre en Belgique. Fin 2009, après *Bridgetone* (58 jours de grève) et *La Poste*, les travailleurs de *FIAT-IAC* avaient déjà mené des actions de grève et d'occupation de l'entreprise. La solidarité internationale s'est manifestée à partir de janvier 2010 face à la menace de fermeture d'Opel à Anvers. Le 22 janvier 2010, les travailleurs d'InBev obtiennent une belle victoire après deux semaines de lutte contre le plan de restructuration de l'entreprise. Et le 29 janvier 2010, une mobilisation rassemble 35 000 personnes à Bruxelles. À la veille de cette manif, « *Peter Mertens, président du PTB, propose [...] une loi InBev qui protège les travailleurs* ». <sup>12</sup>

En février 2010, Jo Cottenier, du Service d'étude du PTB, publie une étude sur la crise : « *il est temps d'avoir un regard marxiste sur le énième volet de la crise économique* ». <sup>13</sup> On parle de la dette des Etats, mais jamais on ne propose de ne pas la payer. En passant, Cottenier dit bien que « *tout cela nous montre clairement qu'on ne peut stopper ces pratiques de gangster qu'avec des mesures radicales comme la nationalisation du secteur bancaire. [...] Notre première exigence reste la création d'une véritable banque publique qui soit permanente.* » (La Kiwibank)<sup>§4.2.5</sup>. Mais l'étude termine par la conclusion que les banques doivent payer l'impôt : « *Le minimum, c'est que les banques payent le plein impôt sur leurs bénéfices. Donc, 34 % au lieu des 10 % qu'elles payent actuellement.* »

Dans un encart, on trouve « *le plan chiffré du PTB* ». Il se décline en :

- « *Un plan d'urgence social* » alimenté par 11 milliards d'euros (8 de la taxe des millionnaires, 2 du modèle kiwi et 1 d'un impôt spécial Electrabel) ;
- « *Un plan fiscal* » pour « *combler le déficit budgétaire* » (c'est-à-dire payer la dette aux banques) « *sans toucher au revenu des travailleurs* », alimenté par « *l'alternative 1-2-3* » formulée par Mertens. <sup>§ 4.2.5</sup>

Le Parti est « *en route vers les 4500 membres* » et il prend déjà l'allure des grands partis communistes dans les pays voisins. *Solidaire* souffle ses 30 bougies, et depuis un an, il a déjà sa propre *Fête de la Solidarité, Manifesta*,<sup>§ 5.1</sup> rejoignant « *une tradition internationale des fêtes organisées par les journaux communistes.* » Cette fête « *remplace dans un certain sens* » la fête organisée chaque année pour le Premier mai, jour auquel les membres et militants sont invités à participer aux fêtes syndicales et associatives.<sup>14</sup>

En Flandre, le PTB ne craint pas de s'associer avec le SPa, y compris le bourgmestre de Termon, afin d'occuper un espace

dans les médias. Le 20 mars 2010, la *Table ronde de socialistes*<sup>15</sup> organise une « *Journée du socialisme* » à Gand, pour une élaboration commune « *dans le dialogue, le débat, la discussion et parfois aussi dans la lutte.* [...] *On n'a pas sorti de résolution, ni de programme* », car pour arriver à des « *points communs de lutte ou d'action,* [...] *il faut tout d'abord discuter* ». Aucun travailleur parmi les « *six socialistes qui se sont succédé au micro* ». L'essentiel, pour Mertens, était de ne plus être « *la petite gauche* », si petite que « *personne n'a envie de se rallier à des gens si dépressifs* ». <sup>16</sup>

D'autre part, « *les contacts entre le PC et le PTB s'améliorant en général, mais surtout à Liège* », le PTB y défilera avec le PC le 1er mai 2010, Hedebouw étant l'orateur du meeting.<sup>17</sup>

### 5.2.2. Le défi des élections anticipées de 2010

Le 25 avril 2010, les libéraux flamands (Open VLD) « *débranchent la prise* » suite des désaccords communautaires concernant BHV,<sup>18</sup> ce qui donne lieu à la démission de Leterme et la convocation à des élections fédérales anticipées le 13 juin 2010. Pour Peter Mertens, « *c'est véritablement irresponsable* ». <sup>19</sup> Cela bouleverse effectivement un peu les plans du PTB, qui n'avait prévu les élections nationales que pour 2011. Pas question de ne pas aller voter : « *un élu du PTB+ pendant quatre ans au parlement fera bouger beaucoup plus que 20 % d'abstention.* » <sup>20</sup> Marx et Engels sont même appelés en renfort pour convaincre qu'il faut aller voter, mais alors que, dans la citation, il s'agit de « *protester contre l'Etat existant* », pour le PTB, « *l'Etat [existant] doit rassurer les gens et désarmer les spéculateurs* ». <sup>21</sup>

Pour ces élections, un *Front de Gauche* s'est constitué,<sup>22</sup> alors que le PTB aura ses propres listes et veut attirer le vote de protestation. Le site créé pour la campagne était <www.jevotecontre.be>, et l'affiche électorale a comme programme : « *Votez contre ce cirque politique* », un mot d'ordre répété des élections de 2009, mais « *plus que jamais d'actualité* », <sup>23</sup> étant donné que « *le Parlement est devenu un grand cirque, avec BHV comme clou du spectacle.* » <sup>24</sup> En effet, « *l'année passée, nous voulions surtout faire connaître le nom du parti pour grandir. Cette fois, on demande aux gens de voter contre le cirque politique, mais aussi pour que le petit PTB+ devienne grand.* » <sup>25</sup> « *Face à un plan d'austérité qui s'annonce : un élu du PTB+...* ». C'est « *le seul parti national d'opposition du pays* ». <sup>26</sup> Sans surprise, les candidats pour les circonscriptions d'Anvers et de Liège seront respectivement Mertens et Hedebouw. Ils ont un certain écho dans la presse et la télé : « *Le petit PTB joue dans la cour des grands.* » <sup>27</sup>

Le PTB obtient plus de 100.000 voix (1,55 %) pour tout le pays, mais pas de siège, faute d'avoir atteint quelque part le seuil électoral de 5 %. <sup>28</sup> Pour Mertens, c'est « *un succès du renouveau du parti depuis le Congrès de 2008* ». Le résultat de 4,13 % pour Anvers « *est assez bon pour viser deux élus communaux en 2012* ». Et à Liège, selon Hedebouw, « *la perspective est de bon augure.* [...] *On passe le cap important d'un score de plus de 3 % sur toute une province* ». <sup>29</sup> Le score pour la ville de Liège est de 4,2 %, de 9,8 % dans le canton d'Herstal, et de 7,3 % dans celui de Seraing.<sup>30</sup> L'objectif de 5000 membres pour 2010, formulé lors du 8e congrès, n'est

pas encore atteint, mais il y en aura quand même déjà 4500 en 2011.<sup>31</sup>

Le point fort de ces élections est toutefois que la N-VA, qui s'était présentée en cartel avec le CD&V en 2007 (18.51 % – 30 sièges) devient le premier parti du pays, avec 17,4 % et 27 sièges, devançant le PS (13,7 % – 26 s.) et le CD&V (10.85 % – 17s.).

Cette victoire de la N-VA cause un problème pour la bourgeoisie, habituée à fonctionner sur la base des *trois piliers*. Un gouvernement *en affaires courantes* gère la crise - apparue en 2008 à l'échelle mondiale - en marge du parlement et des querelles communautaires qui occupent le devant de la scène. Et ce n'est que presque deux ans plus tard, en décembre 2011, que la bourgeoisie décide finalement de laisser la N-VA au balcon et de former le gouvernement Di Rupo.<sup>32</sup>

### 5.3. Le PTB « assume ses responsabilités »

#### 5.3.1. Le communautaire

Le PTB surfe sur la crise communautaire et veut ainsi se profiler comme un rempart contre la N-VA. Le slogan « *Nous sommes un, wij zijn één* » est le thème d'une brochure,<sup>33</sup> ainsi que du discours de Mertens lors de la fête *Manifiesta* le 25 septembre 2010.<sup>34</sup> Le thème avait fait l'objet d'une *Résolution sur la crise communautaire en Belgique*, une semaine avant.<sup>35</sup>

La fête laissa peu de place dans *Solidaire* pour la manif européenne du 29 septembre à Bruxelles, contre la vague d'austérité.<sup>36</sup> C'est toutefois l'occasion pour le PTB de dénoncer – une fois n'est pas coutume – le licenciement abusif de cinq permanents du SETCa par la direction syndicale.<sup>37</sup> Et la mobilisation des travailleurs en France est l'occasion pour mettre en valeur la participation de ceux-ci à l'euromanif du 29, dans le numéro suivant de *Solidaire*.<sup>38</sup>

Entre-temps, *Manifiesta* est surtout l'occasion pour se lancer dans un nouveau style de communication. Le PTB se prépare pour les élections communales d'octobre 2012 et adapte son discours pour être accepté par la bourgeoisie comme un parti « raisonnable ». Le 19 octobre 2010, le PTB se félicite de jouer « *dans la cour des grands* » : Raoul Hedebouw était primé par un magazine « *dans l'antichambre des cercles du pouvoir* » comme « *le meilleur espoir de la communication politique [...] qui n'a pas peur de se mesurer aux grands.* » C'est-à-dire « *une sorte d'Olivier Besancenot,<sup>39</sup> mais en mieux* ». Et Hedebouw conclut : « *Le fait que le PTB soit présent [à ce genre d'évènements] est la preuve que nous sommes en pleine croissance.* »<sup>40</sup>

Le 25 novembre, une nouvelle campagne est lancée : « *Le problème n'est pas la langue mais le S-E-X (Sécurité sociale – Emploi – Xénophobie)* ». Et le cinquantième anniversaire de la *Grève du siècle* (décembre 1960 – janvier 1961) est une occasion pour commencer à se démarquer du PS, avec un encart de 4 pages dans *Solidaire*,<sup>41</sup> où le « *fédéralisme wallon* » d'André Renard et la trahison du PS sont dénoncés.

Au début de 2011, le PTB organise une *Conférence Nationale* (320 délégués), afin de renforcer l'unité politique et idéologique du Parti pour « *assumer ses responsabilités* » face

à la crise. Après le 8e Congrès, la communication s'était améliorée et la figure de 5000 membres était à l'horizon.<sup>42</sup>

Les manifestations belgicaines de tout bord contre le séparatisme flamand seront relayées.<sup>43</sup> En passant, on appelle aussi à la manif contre l'AIP, du 4 mars,<sup>44</sup> et à la manif européenne du 24 mars.<sup>45</sup> Mais pas question de grands rassemblements pour la journée historique des travailleurs. En avril 2011, on annonce déjà la prochaine *Manifiesta* pour le 24 septembre 2011.<sup>46</sup> Et le 1er mai sera célébré « *chacun dans sa région* », avec un apéritif au Centre International à Bruxelles.<sup>47</sup> Juste un « Message » de Mertens pour l'occasion,<sup>48</sup> où « *le PTB tend la main à Erik De Bruyn [qui a quitté le SPa] pour les élections de 2012* ». Après le 1er Mai, les discours de la FGTB sont relayés, alors qu'en même temps on rappelle le procès des cinq de SETCa.<sup>49</sup>

#### 5.3.2. L'adieu au dirigeant historique du PTB



La mort de Ludo Martens, le 5 juin 2011, passe presque inaperçue en Belgique, alors qu'elle donne lieu à une commémoration importante à Kinshasa.<sup>50</sup> Cela faisait déjà cinq ans que la figure de proue de la construction du parti avait été contrainte à abandonner toute activité politique, à cause de la maladie d'Alzheimer. Et plusieurs années avant 2006,

Ludo avait déjà fait le choix de réduire son intervention dans le PTB en Belgique, se retirant à Kinshasa.<sup>53.4.</sup>

Lors du décès, *Solidaire* y consacre la *Une*, avec une photo de « *l'ancien président et fondateur du PTB* » et un *In Memoriam* de trois pages signé par le Bureau du PTB.<sup>51</sup> Le dimanche 26 juin 2011, un petit millier de personnes participent à une cérémonie dans un auditoire de l'ULB.<sup>52</sup> À part la famille,<sup>53</sup> y prennent la parole des anciens (Herwig Lerouge, Kris Merckx, entre autres) et des jeunes (Raoul Hedebouw et Peter Mertens) du PTB, ainsi qu'un ancien compagnon de route, Paul Goossens, des syndicalistes (dont Jan Cap) et Colette Braeckman (spécialiste pour l'Afrique équatoriale du *Soir*).<sup>54</sup> Il y avait aussi des émissaires de Cuba, de la République Démocratique du Congo, et des Philippines<sup>55</sup>.

En 1968, Ludo disait à Kris Merckx qu'il avait deux voies. « *Il peut essayer de nous accompagner sur le chemin des travailleurs et du peuple. Mais il peut aussi prendre son élan vers un siège éblouissant au Parlement.* »<sup>51.7.4.</sup> Au lendemain de la disparition du dirigeant, le 26 juin 2011, Kris, *fondateur de Médecine pour le Peuple*, lui répond : « *Nous, "les anciens", nous aiderons la nouvelle génération qui dirige à présent le parti à préserver ton héritage politique et à l'enrichir.* »<sup>56</sup>

#### 5.3.3. Les mesures d'austérité

En juillet 2011, un an après les élections, la « *Note Di Rupo* » commence à annoncer la fin du gouvernement en

affaires courantes, et elle annonce surtout les mesures d'austérité à appliquer. Pour le PTB, c'est une occasion rêvée pour en découdre avec le PS et « mettre Di Rupo 1er à nu »,<sup>57</sup> même si « l'Europe » est le principal responsable des mesures prises par le gouvernement : pour le budget 2012, « le papillon est pris dans les filets de la Commission ».

Entre-temps, les mobilisations des travailleurs ne tardent pas, mais le PTB attend les arrêtés concernant ces mesures pour réagir, ayant pleine confiance dans la direction des syndicats. « Avec le rassemblement à Seraing ce mercredi [26.10.2011] pour l'emploi, les campagnes de sensibilisation et les assemblées générales organisées dans les prochains jours par les syndicats, le monde du travail peut dès maintenant se préparer à une forte riposte, dès que les mesures du nouveau gouvernement Di Rupo, seront arrêtées. »<sup>58</sup> Et à l'occasion du 10e anniversaire de la grande grève de la Sabena, *Solidaire* publie une page entière sur cette lutte,<sup>59</sup> sans même mentionner la principale protagoniste, Maria Vindevoghel, la trouble-fête avec sa Liste Maria en 2003.<sup>§ 3.7.2.</sup>

La fête de *Manifesta*, le 24 septembre 2011, réunit 7.500 personnes et c'est la nouvelle génération qui a la parole. Le PTB s'inquiète du fait « qu'il reste à l'Etat fédéral 45 milliards. Avec cela il doit payer les fonctionnaires, l'armée [...] Et surtout, il doit payer les charges de la dette publique (près de 18 mrd d'euros)... [aux banques] ». <sup>60</sup> Qu'à cela ne tienne. Le PTB a la solution. Un impôt sur la fortune serait non seulement très rentable, mais c'est réalisable... puisque cela existe en France.<sup>61</sup>

Comme l'année précédente, le 29 octobre, le PTB participe à Gand à la *Table ronde de Socialistes*,<sup>§ 5.2.1.</sup> cette fois sans le SPa, « qui pouvait difficilement être qualifié de socialiste ». Il y aura 600 participants (contre 750 l'année antérieure). Dans les invitations, deux points de départ des discussions sont annoncés : « Dans l'offensive, la droite est contre les syndicats » et « Nous avons besoin de syndicats de lutte démocratiques ».<sup>62</sup>

Le 15 novembre 2011, la FGTB organise un meeting au Heysel (6000 personnes), où elle annonce que « nous n'excluons pas une grève générale ».<sup>63</sup> Mais la grande manif aura lieu le 2 décembre, avec 80.000 personnes dans les rues de Bruxelles. *Solidaire* publie une photo avec des syndicalistes qui tournent le dos au SPa. Selon le PTB, c'est le début d'un large mouvement contre l'austérité.<sup>64</sup> Le 6 décembre, Di Rupo commence son gouvernement, et le lendemain, il y a 40.000 personnes dans les rues de Liège, où la nationalisation de la sidérurgie est exigée.<sup>65</sup> Le 22 décembre, il y a grève des services publics, mais le même jour, le Parlement approuve déjà les plans de pension de Di Rupo.<sup>66</sup> Les syndicats appellent finalement à la grève générale... dans 6 semaines (le 30 janvier 2012).<sup>67</sup>

### 5.3.4. Comment osent-ils ! (...ces riches égoïstes)

Avec l'approfondissement de la crise du capitalisme, le ton de la *solution* devient de plus en plus moralisateur dans le PTB : contre les égoïstes de la classe dominante. À *Manifesta* 2011, Mertens incriminait déjà les banques de « manque de fair-play ».<sup>68</sup> Et fin 2011, il commence la rédaction d'un second livre sous le titre éloquent de : *Comment osent-ils ? La crise, l'euro et le grand hold-up*.<sup>69</sup>

Dans une Préface, un auteur en vogue à l'époque dit qu'il « n'a rien contre les multimilliardaires : il aimerait lui-même en être un. » Ceux-ci doivent seulement « contribuer financièrement en proportion à leur fortune ». <sup>70</sup> Pour Mertens lui-même, les « revenus du capital » (la survaleur extraite des travailleurs) sont équitables au même titre que les « revenus du travail » (ce qu'on laisse au travailleur pour régénérer sa force de travail). La discussion est sur la répartition équitable entre les deux revenus : « Le thème de la juste répartition des impôts à fiscalité équitable est un des core business de notre parti, un parti de gauche décomplexé. Ce qui explique pourquoi nous mettons autant d'énergie dans le développement d'un service d'étude comptant des experts tel que l'est, par exemple, un Marc Van Hees. » <sup>71</sup> Le livre devient un best-seller.<sup>72</sup>

Pour contrer « l'extrémisme bancaire », l'Etat doit prendre le contrôle sur les banques afin de faire baisser les taux d'intérêt sur la dette.<sup>73</sup> Le soucis du PTB est donc que l'Etat doit pouvoir payer les dettes... envers les banques, ce à quoi peut aider la *taxe sur les millionnaires*. Et cette taxe ne risque pas de remettre en question les supposés droits des propriétaires des moyens de production : « L'existence d'un impôt sur la fortune en France et aux Pays-Bas contredit l'argument de la fuite des capitaux. » <sup>74</sup> Voyez l'exemple de la France « où l'impôt sur la fortune a rapporté 4,4 mrd en 2007, 1,6 % des recettes ». <sup>75</sup>

Par la suite, ces idées vont se préciser. Peter Mertens expliquera qu'il s'agit « d'une redistribution en profondeur de la richesse, de manière à que ceux qui produisent la richesse reçoivent en retour une part plus grande du gâteau ». C'est ce qui devrait, à son tour, « créer alors des milliers de nouveaux emplois, et ces nouveaux emplois stables peuvent à nouveau devenir la norme ». <sup>76</sup> Et Marc Van Hees, le spécialiste en la matière, aura aussi son mot à dire. Il considère les détenteurs de « la fortune » comme « des professionnels », qui ont donc droit à leur part, pourvu qu'ils payent l'impôt.<sup>77</sup>

La présence dans les médias sera renforcée également par la publication d'autres livres, par les spécialistes du parti.<sup>§ 4.2.6.</sup> En 2005, le spécialiste Van Duppen avait déjà publié *La guerre des médicaments*. En 2013, Marc Van Hees, le spécialiste des finances, publie un nouveau livre sous le titre provoc mais significatif de l'optique moralisatrice : « Les riches aussi ont le droit d'être taxés », <sup>78</sup> et Tom Demeester le spécialiste de la campagne pour la baisse de la TVA sur l'énergie à 6 %, qui suit son cours,<sup>79</sup> publie « *Opgelicht* ».

## 5.4. Les élections communales d'octobre 2012 : la conquête des grandes villes

Ce PTB responsable peut maintenant s'orienter avec quelques espoirs vers la prochaine échéance électorale, les élections communales d'octobre 2012. La légitimation par les élections devient plus accessible via la « conquête des grandes villes », un objectif fixé lors du Congrès du Renouveau de 2008. Et le Programme se peaufine en ce sens : « Nous proposons concrètement que nos villes prennent chacune l'initiative de la création d'une intercommunale publique de construction et de rénovation de logements publics. Ce type

d'entreprises publiques existe en Allemagne : pourquoi pas chez nous ? »<sup>80</sup>

Pour Mertens, « Notre parti est dans une phase d'accélération : il y a une place à prendre à gauche de la social-démocratie. » Et étant donné que « toute résistance commence par l'information », il peut être content du succès de son livre : « Quant à l'attention médiatique, je n'ai pas à me plaindre. Cela a commencé par une interview de trois pages dans *De Standaard*. Après [...] tous les journaux ont traité de mon livre. »<sup>81</sup> Le succès du *Front de Gauche* de Mélenchon en France est cité comme la voie à suivre : c'est « la renaissance de la France révolutionnaire ». Il s'agit maintenant de venir à bout du capitalisme, un système qui, à son tour, après le féodalisme, « est arrivé à bout de souffle ».<sup>82</sup> Mais comment ? La preuve que c'est possible, qu'il existe une autre voie en Europe, vient d'un village en Espagne, Marinaleda, avec un maire communiste « qui a rejeté le capitalisme ».<sup>83</sup>

Quant à Raoul Hedebouw, fin mars, il est « on tour pour les élections communales ».<sup>84</sup> À Liège, le PTB et le PC fêtent le 1er mai 2012 ensemble, comme en 2011. Et à cette occasion, la 6e édition de la rencontre annuelle entre les vrais partis communistes voisins (Benelux et Allemagne)<sup>84.4</sup> a aussi lieu à Liège.<sup>85</sup>

Le message du Président Mertens pour ce 1er Mai annonce un « Printemps européen » (Espagne, Grèce, Portugal, France).<sup>86</sup> Un nouveau socialisme est proposé, un « Socialisme du 21e siècle », le « Socialisme 2.0 »,<sup>87</sup> où « le social, la démocratie et l'écologie devraient être les points de départ d'une nouvelle économie », et comme en 2007,<sup>84.2.1</sup> un ancien slogan de Di Rupo<sup>83.8.3</sup> est recyclé pour la campagne électorale : « Plus que jamais, les gens d'abord ». Le Programme se concentre sur « la taxe des millionnaires » et la réforme du secteur bancaire.<sup>84.2.5</sup> En ce 1er Mai 2012, le Comac fête ses 10 ans.<sup>88</sup>

Ce premier mai 2012 est marqué par le Discours de rupture avec le PS de Daniel Piron et la FGTB de Charleroi : Quel relais politique pour la FGTB ? Mais le PTB en retient surtout que « c'est pour après les élections communales ».<sup>89</sup>

« Les conseils communaux ont besoin d'une opposition de gauche. »<sup>90</sup> Et *Manifesta* 2012 – une tradition qui s'affirme<sup>91</sup> – est évidemment placée dans l'optique de ces élections.<sup>92</sup>

La tactique du PTB se précise : à la conquête des grandes villes. Les grands enjeux pour le 14 octobre se résument dans « Droit à la vi[ll]e ! ».<sup>93</sup> Dans un supplément « élections » de *Solidaire* du 6.9.2012, Mertens explique : « Un parti qui grandit ne peut pas brûler les étapes. [...] La priorité n°1 pour les prochaines élections communales c'est d'obtenir un élu à Anvers, à Liège et à Bruxelles (Molenbeek). [...] Ensuite, nous devons dès aujourd'hui construire une vraie force d'opposition [...] en vue des élections fédérales et régionales de 2014, puisque Bart De Wever envisage de paralyser le pays. Enfin, [...] nous avons besoin de trois mégaphones dans ces villes. » Entre-temps, le *Socialistische Partij* des Pays-Bas, dont la tactique avait été prise comme modèle lors du 8e Congrès,<sup>84.2.3</sup> n'est plus revendiqué. Ce SP est dénoncé pour son « alliance sociale entre partis politiques, employeurs, travailleurs, organisations de société civile ».<sup>94</sup>

La confiance est de mise. « Le PTB n'a pas encore de député, mais il gagne en influence. »<sup>95</sup> Et il sera « la voix de l'opposition sociale, avant et après le 14 octobre ».<sup>96</sup>

Le résultat de ces élections donne effectivement une percée dans les grandes villes, avec 4 conseillers communaux à Anvers (dont Mertens),<sup>97</sup> 2 à Liège (dont Hedebouw) et 2 à Bruxelles (Molenbeek et Schaerbeek), ainsi qu'une présence dans les grandes villes du Hainaut (Charleroi, Mons et La Louvière). Dans le bastion traditionnel de Zelzate, où Frans Van Acoleyen est conseiller depuis 30 ans, les 6 sièges sont confirmés. Un autre « ancien », Kris Merckx, obtient un siège dans le Conseil provincial d'Anvers, et un siège dans le Conseil de District de Hoboken.<sup>98</sup> En tout, le PTB+ obtient 31 conseillers communaux, 17 conseillers de district (Anvers) et 4 conseillers provinciaux, passant ainsi de 16 à 52 élus. Il a maintenant 11 conseillers de CPAS. « Cette percée pèsera dès demain sur le gouvernement Di Rupo qui se prépare à une nouvelle cure d'austérité de plus de 4 milliards. [...] Le PS est attaqué sur sa gauche, une "menace" qui doit le pousser à maintenir une ligne dure. » Et le PTB se déclare « prêt pour une opposition sociale dure ».<sup>99</sup> La « percée » est analysée par David Pestieau dans la revue théorique du PTB, *Etudes marxistes*,<sup>100</sup> qui attribue le succès au « nouveau profond du PTB, cristallisé au 8e congrès de 2008, [où le parti a] tourné le dos au sectarisme et à un certain dogmatisme. » Entre-temps, dans le même numéro de la revue, on trouve aussi une contribution de Herwig Lerouge, destinée à un public « communiste », de réaffirmation théorique des grands principes du marxisme.<sup>101</sup>

## 5.5. Capitaliser le succès électoral de 2012 en vue de 2014

Les élections n'ont pas arrêté les luttes, mais celles-ci étaient restées dispersées. La fermeture de Ford à Genk donne lieu à une mobilisation un peu plus ample, avec une manif de protestation de 20.000 personnes le 11 novembre 2012. Et le 14 novembre 2012 a lieu une « grève-action » à l'échelle européenne. Quand Arcelor-Mittal annonce la fermeture de 7 des 12 lignes à froid, le 24 janvier 2013, avec perte de 1300 emplois, les travailleurs se mobilisent sous le mot d'ordre de « nationalisation ». Les manifestations du 21 février et du 14 mars sont la continuité de cette volonté de se mobiliser de façon unitaire contre les pertes d'emploi et les mesures d'austérité du gouvernement, souvent malgré les réticences des directions syndicales qui veulent « donner du temps » à Di Rupo. Parfois, le PTB perçoit même « un timide virage à gauche » dans le SPa – on ne sait jamais.<sup>102</sup> Mais Di Rupo ne tarde pas à appliquer son programme d'austérité.

Entre-temps, l'Assemblée convoquée par la FGTB-Charleroi en février 2013 accueille l'adhésion de la CNE-Hainaut à l'Appel de mai 2012. Et lors d'un Meeting enthousiaste de 400 personnes à Charleroi, le 27 avril 2013, un Comité de soutien des partis de gauche est mis sur pied. Dans les pages de *Solidaire*,<sup>103</sup> Antonio Cocciolo, leader des métallos Hainaut-Namur, appelle les partis à « être proches des délégations des travailleurs ».

Le PTB accompagne ces mouvements. À l'occasion de la manif du 21 février 2013, *Solidaire* publie un dossier sur la nationalisation de Mittal.<sup>104</sup> Le parti s'inscrit dans le Comité de Soutien issu du Meeting de la FGTB-Charleroi. On discute sur un « *appel pour un autre relais politique* », et quand la FGTB-Charleroi sort sa brochure de « *8 questions* », *Solidaire* publie une interview avec Daniel Piron, où il est question du « *relais politique* », qui doit « *mener une politique de gauche* ».<sup>105</sup> Mais là où plusieurs secteurs de la gauche pensent déjà à une participation commune aux élections de 2014, Hedebouw n'est pas intéressé : « *avant de parler des urnes, il faudra une dynamique commune sur ces terrains abandonnés à la droite* ».<sup>106</sup> Le souci principal du PTB est de capitaliser le succès électoral d'octobre 2012 pour le parti, en vue des élections triples du 5 mai 2014 (européennes, nationales et régionales).

Entre-temps, le PTB sent « *un souffle nouveau à gauche* ».<sup>107</sup> alors que Hedebouw devient de plus en plus populaire.<sup>108</sup> Fin décembre 2012, il a les pages du *Vif/L'Express* à sa disposition.<sup>109</sup> Il en profite pour expliquer ce qu'est « *un parti communiste de notre temps* ». Concernant le livre de Ludo Martens, *Le Parti de la Révolution*, « *c'est le reflet d'une époque* ». Pour Hedebouw, « *l'après-1989 a été dur pour tous les partis marxistes en Europe. La plupart ont disparu. Cela a généré une mentalité d'assiégé. Face au matraquage idéologique, le PTB s'est enfermé dans le dogmatisme, pour maintenir l'existence de l'organisation.* » - Actuellement [2012], un changement révolutionnaire de la société, cela veut dire que les citoyens doivent avoir un droit d'interpellation au Conseil communal.

Quant à la lutte de classes, Hedebouw « *ne nie pas le fait que l'histoire en Belgique a été ponctuée de moments violents de confrontation entre les mouvements sociaux et le pouvoir. [...] Mais dans le contexte de la Belgique aujourd'hui, nous rejetons clairement la violence.* » Une précision à comparer avec celle du même Hedebouw en 2001, lors du D14 : « *Des vitres brisées, c'est de la violence, d'accord. Mais ce n'est rien à côté de la violence de la perte d'un emploi. Or, que je sache, il n'y a pas eu 12.000 vitres brisées à Bruxelles. Par contre, il y a bien eu 12.000 pertes d'emplois à la Sabena, quasiment sur les injonctions de l'Union européenne.* »<sup>3.5.1.</sup>

Et en politique internationale, « *avant, le PTB se comportait un peu comme l'ambassade de tout ce qui s'est fait dans le monde au nom du socialisme. C'est fini ça. Le modèle nord-coréen, dynastique, militarisé, peu démocratique. [...] On ne va plus dépenser toute notre énergie pour analyser l'histoire de l'URSS et de Cuba.* » Et pour Hedebouw, « *depuis la Belgique, ce n'est pas non plus à moi de dire aux Vénézuéliens ce qu'ils doivent faire.* » Maintenant, on s'oriente selon « *un acquis de la charte des Nations unies : pas d'immixtion dans les affaires internes d'un pays* ». La mort de Hugo Chavez, le 5 mars 2013, ne sera même pas mentionnée dans *Solidaire*.

En février 2014, Mertens explique que « *dans la campagne électorale, nous cherchons deux choses en même temps : des votes et de l'argent pour le parti. Et par le succès, on devient plus sexy.* » Il y a toutefois un danger. « *Après un premier succès électoral, davantage de gens nous rejoignent*

*spontanément. On a donc décidé, fin 2012, de pousser d'abord sur le frein et de développer en 2013 une phase de consolidation avec une formation marxiste renforcée dans les groupes du parti. Car une croissance accélérée de membres donne lieu à une sociale-démocratisation du parti "d'en bas". [...] Il s'agit de développer un langage que les gens comprennent.* » Que le parti y parvient expliquerait le succès inattendu de son livre.<sup>110</sup> Un livre du CADTM, « *À qui profite la dette ?* » est sélectionné pour le *Prix Solidaire*,<sup>111</sup> mais on se limite à poser la question.

En avril 2014, quand un journaliste demande à Hedebouw si « *la révolution fiscale à 14 milliards* »<sup>112</sup> proposée par le PTB est réaliste, Hedebouw fait appel à des « *économistes fameux* » de la bourgeoisie (Thomas Piketty, Joseph Stiglitz) pour expliquer que la question est politique et qu'il faut bien « *envisager un impôt sur le patrimoine* ». Concernant les « *aides à l'emploi* » (6 mrd) et les « *allégements de cotisations sociales* » (5 mrd), le PTB « *demande un audit* » pour savoir si ces 11 milliards ont créé de l'emploi ». <sup>113</sup>

## 5.6. Mai 2014 : s'adapter à la conscience des gens pour entrer au Parlement

Après les vacances scolaires de 2013, avec les élections triples (fédérales, régionales et européennes) de mai 2014 à l'horizon, le PTB peaufine sa façon d'intervenir. Une « *interview de rentrée du président du PTB, Peter Mertens* » et la fête de *Manifiesta* (21 septembre 2013) sont l'occasion pour faire le point.<sup>114</sup>

Sur le plan programmatique, c'est toujours *la taxe des millionnaires*. D'autre part, la démocratie, c'est la participation des gens, la démocratie participative, mise en pratique par le PTB « *en entamant notre campagne électorale par une large enquête auprès du public* ». On compte interroger 40.000 personnes. En clair, le PTB va orienter le contenu de sa campagne électorale à ce que les gens préfèrent voter ; c'est bien cela « *un parti de la gauche décomplexée, un parti marxiste avec des principes forts, mais avec la souplesse nécessaire pour compter au 21e siècle* », comme cela a été défini lors du 8e Congrès en 2007-2008.<sup>115</sup> Il s'agit d'adapter le programme à la conscience des travailleurs afin de ratisser large, plutôt que de chercher à élever cette conscience, nécessairement inspirée par l'idéologie bourgeoise, vers une perspective révolutionnaire. D'autre part, Mertens n'oublie pas de rappeler que « *le modèle du parti avec des tendances ouvertes et un arrivisme tapageur sape considérablement sa force de frappe.* » Regardez plutôt ce qui s'est passé en Allemagne : « *Die Linke et les Verts perdent un tiers de leurs électeurs. [...] Die Linke a surtout montré ses divisions internes.* »

Concrètement, « *au Nord, il y aura un duel artificiel entre Kris Peeters et Bart de Wever, et le Sud sera focalisé sur le PS* ». Le but envisagé est de « *deux élus au fédéral, ou en tout cas, Hedebouw à Liège* ».

Les thèmes classiques reviennent à l'ordre du jour. En 6 ans de campagne pour une TVA de 6 % sur l'énergie, le PTB avait récolté 225.000 signatures.<sup>116</sup> « *Aujourd'hui tous les partis nous rejoignent pour critiquer les intérêts notionnels que*

nous dénonçons depuis 2005. »<sup>117</sup> En ce moment, il ne s'agit pas encore de « retourner le couteau dans la plaie de la social-démocratie », mais une critique de la politique de Di Rupo ne manque pas. Le PTB participe à la 3e journée de la *Table ronde des socialistes*, § 5.2.1. et § 5.3.3. à Anvers, avec les trotskistes du SAP et « plusieurs représentants de partis traditionnels », et avec le Socialistische Partij (SP) des Pays-Bas. § 4.2.3. et § 5.4. Emile Roemer du SP et Mertens son d'accord que « nous ne sommes pas une gauche de salon », et Roemer félicite Mertens qui « parvient à construire son parti ».<sup>118</sup>

À la fin de 2013, on fait le bilan.<sup>119</sup> « L'enquête électorale a été la première clé du succès » pour les élections d'octobre 2012 (52 élus). Parmi les nouveaux membres du PTB, on compte Michaël Verbauwheide, l'ancien président de la Fédération des Etudiants Francophones,<sup>120</sup> et la sœur de Herman Van Rompuy (Tine). De bons candidats pour mai 2014. Et « on a obtenu la TVA de 6 % pour l'électricité ».

C'est l'occasion aussi pour Hedebouw de publier, à son tour, un livre : *Première à gauche*, en décembre 2013. Et le magazine *Moustique* lui ouvre ses pages.<sup>121</sup> On y découvre un concept de classes sociales assez curieux, le critère étant d'avoir besoin du PTB, ou non : « la classe qui a besoin du PTB [...] est bien plus large qu'on ne le croit. C'est celle des gens qui travaillent et ça fait du monde. En gros, on défend 97 % de la population belge. Les autres, rentiers et autres spéculateurs, n'ont pas vraiment besoin de nous. Ils sont millionnaires. » Ces derniers n'ont toutefois rien à craindre d'une révolution : « Ils doivent s'attendre à voir leur fortune ponctionnée à hauteur de 1 %, au titre de la taxe sur les millionnaires. »

Le *Petit Livre de poche du PTB*, « Priorité de gauche », §4.2.4. est réédité en conséquence, maintenant comme *Petit Livre de poche du PTB rénové*. À part une actualisation des chiffres<sup>122</sup> et une mise à jour de la photo de Peter Mertens, le mot d'ordre de la diminution de la TVA sur l'énergie est mieux mis en évidence ; la *taxe des millionnaires* est introduite comme titre d'un chapitre ; un chapitre « écolo » est ajouté ;<sup>123</sup> et la *Société à la mesure des gens* est maintenant identifiée comme le *Socialisme 2.0*, en ajoutant qu'il s'agit d'une société « où les banques remplissent une fonction publique au lieu de spéculer et où les secteurs clés sont sous contrôle social. Où la communauté a de nouveau de l'emprise sur la production, et où l'on peut planifier les besoins humains et la capacité de la nature ».

En février 2014, Peter Mertens a l'occasion d'expliquer à des communistes du DKP (en Allemagne) « qu'un syndicat, orienté autrefois par le Parti socialiste, se trouve maintenant avec nous dans la campagne électorale, pousse le PS sur les barricades, et nous apporte des voix. [...] Le but est d'obtenir deux députés fédéraux et un député en Flandre et en Wallonie. De nos enquêtes, trois thèmes d'intérêt sont apparus : 1. la pauvreté ; 2. l'emploi ; 3. la politique de taxation. »<sup>124</sup> Mertens précise d'ailleurs que le résultat de l'enquête (l'ordre des soucis des gens) était pour lui « une surprise ». On se demande pourquoi.



## Notes - chap. 5

- 1 *Solidaire* 23.04.2009
- 2 *Solidaire* 30.04.2009
- 3 *Solidaire* 07.05.2009
- 4 *Solidaire* 21.05.2009.
- 5 *Solidaire* 04.06.2009
- 6 Mertens est né le 17.12.1969 et Hedeboom le 2.7.1977.
- 7 *Solidaire* 9.7.2009
- 8 *Solidaire* 14.5.2009
- 9 *Solidaire* 11.6.2009
- 10 *Solidaire*, 26.11.2009
- 11 « Avec des débats sur l'acupuncture (avec les docteurs Harry et Ludo Fonteyne), des démonstrations de karaté (avec le club Samoeray de Louvain), des spectacles [...] et même Laurent Désiré Kabila ! »
- 12 *Solidaire* 4.2.2010
- 13 *Solidaire* 4.2.2010 et le numéro suivant
- 14 *Solidaire* 4.3.2010
- 15 Ronde Tafel van Socialisten - une initiative née en 2009 suite à une lettre ouverte du professeur Jan Blomaert (15.01.2009) et une contribution à *De Morgen* de Peter Mertens (16.01.2009). Voir [www.rondetafelvansocialisten.be/](http://www.rondetafelvansocialisten.be/) [En 2019, le site est devenu caduque.]
- 16 *Solidaire*, 25.3.2010 (Annoncé dans *Solidaire* 25.2.2010)
- 17 *Solidaire* 22.4.2010 voir aussi <http://grand-barnum.blogspot.be/2010/05/discours-de-raoul-hedeboom.html>
- 18 La remise en question d'une ancienne circonscription électorale de Bruxelles-Halle-Vilvorde (BHV).
- 19 *Solidaire* 29.4.2010
- 20 *Solidaire* 4.5.2010. Les sondages prévoyaient 20 % d'abstention.
- 21 *Solidaire* 13.5.2010, Edito.  
La citation de Marx et Engels est de *Sur l'action politique de la classe ouvrière* (1871).
- 22 PSL/LSP, CAP, PC/KP, LCR/SAP – sauf que le KP et le SAP soutiennent le PTB en Flandre.
- 23 *Solidaire* 29.4.2010
- 24 [www.ptb.be/fileadmin/users/nationaal/download/2010/05/programme2010.pdf](http://www.ptb.be/fileadmin/users/nationaal/download/2010/05/programme2010.pdf)
- 25 Jan Hasaers, responsable de la campagne électorale du PTB+, voir [http://www.ptb.be/index.php?id=1326&type=98&L=1&tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=19348&cHash=485cfa5104ffb361c69e6222831ebb04](http://www.ptb.be/index.php?id=1326&type=98&L=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=19348&cHash=485cfa5104ffb361c69e6222831ebb04) [référence caduque en 2019]
- 26 *Solidaire* 13.5.2010
- 27 *Solidaire* 3.6.2010
- 28 Le Parti Populaire obtient un siège avec seulement 84.000 voix (1.29%). Le Front de Gauche obtient 0.32% et Egalité 0,09%.
- 29 *Solidaire* 17.6.2010
- 30 *La gauche de la gauche*, o. c. p.293
- 31 *In Memoriam*, o. c.
- 32 Voir la brochure *La crise institutionnelle*, sur le site de la LCT, onglet / Théorie.
- 33 David Pestieau et Herwig Lerouge, *Nous sommes un, wij zijn één - Questions et réponses sur l'avenir de la Belgique*. septembre 2010
- 34 La fête a réuni 6000 participants, « Mieux que le 1er Mai ! » selon *Solidaire* 30.9.2010
- 35 Etudes marxistes 92/2010
- 36 Voir *Presse Internationale*-77 - septembre 2010
- 37 *Solidaire* 23.9.2010
- 38 *Solidaire* 30.9.2010
- 39 Le favori de Di Rupo, Voir § 4.3.
- 40 *Solidaire* 28.10.2010
- 41 *Solidaire* 2.12.2010 - Le Drapeau Rouge (PCB) est cité, pas l'intervention des trotskistes.
- 42 Voir une intervention du PTB au 13e *International Meeting of Communist and Workers' Parties* à Athènes, en décembre 2011: « 20 ans après la contre-révolution en URSS » (<http://www.solidnet.org>) [L'intervention ne figure plus sur le site en 2019,]
- 43 La manif "pas en notre nom" du dimanche 23.01.2011 contre l'impasse communautaire, appelée par "cinq étudiants du nord et du sud du pays" (45.000 participants, voir *Solidaire* du 20.1.2011 et 27.1.2011) La "révolution des frites" du 7 mai (*Solidaire* 17.2.2011 et 7.4.2011)
- 44 *Solidaire* 10.2.2011 et 3.3.2011
- 45 *Solidaire* 31.3.2011
- 46 *Solidaire* 7.4.2011
- 47 *Solidaire* 7.4.2011 et 14.4.2011
- 48 *Solidaire* 28.4.2011
- 49 *Solidaire* 5.5.2011
- 50 Hedeboom y assiste. - Voir *Solidaire* 23.6.2011
- 51 *Solidaire* 9.6.2011 Le numéro suivant fera écho à des réactions, entre autres, de Paul Goossens (sur base de déclarations dans *De Standaard*) et de Colette Brackman (*textes de son blog*).
- 52 *Solidaire* 7.7.2011
- 53 La fille de Ludo, Amada, y a lu un message personnel du frère de Joseph Kabila.
- 54 Le journal *Le Soir* ne consacra à ce décès qu'une brève de deux phrases dans les faits divers le 7 juin, comme « l'un des leaders flamands de la contestation étudiante de 1968 [qui] en 1979, joua un rôle décisif dans la création du PTB ». Dans la presse néerlandophone apparaissent des interviews à Kris Merckx et à Boudewijn Deckers. (*Interview Deckers*, o. c. )
- 55 Luis Jalandoni, l'attaché culturel de l'ambassade des Philippines à Bruxelles, un vieil ami de Martens.
- 56 *Hommage\_Merckx*, o. c.
- 57 *Solidaire* 22.12.2011)
- 58 *Solidaire* 27.10.2011
- 59 *Solidaire* 3.11.2011
- 60 *Solidaire* 27.10.2011 Nous soulignons
- 61 *Solidaire* 20.10.2011
- 62 *Solidaire* 6.10.2011 ; 13.10.2011 ; 3.11.2011
- 63 *Solidaire* 17.11.2011
- 64 *Solidaire* 9.12.2011
- 65 *Solidaire* 16.12.2011
- 66 *Solidaire* 12.01.2012
- 67 *Solidaire* du 26.01.2012 annonce « 5 raisons pour faire grève le 30 janvier ».
- 68 *Solidaire* 29.9.2011
- 69 *Hoe durven ze? De euro, de crisis en de grote hold-up*. Le livre est présenté comme le 2e volet d'une trilogie, le 1er étant *Priorité de gauche* (voir plus haut, § 4.2.4.) et le 3e étant annoncé sous le titre *Le socialisme 2.0*. Lors de la présentation du livre, le 18 décembre 2011, on apprend que l'édition en français sera adaptée à la nouvelle situation avec De Wever et Di Rupo. (*Solidaire* 1.12.2011). Et un « Congrès sur le socialisme » est annoncé pour 2013 (qui n'aura pas lieu). Nous citons le livre selon la traduction française, comme **Comment osent-ils ?** o. c.
- 70 Dimitri Verhulst dans *Comment osent-ils ?* o. c. - p.11
- 71 *Comment osent-ils ?* o. c. - p.24
- 72 Il sera traduit en espagnol et en italien, et il fera l'objet d'un film (voir *Solidaire* du 27.06.2013.
- 73 *Solidaire* 12.01.2012 - edito)

- 74 8e Congrès, o. c. p.95.
- 75 *Solidaire* 20.10.2011 et 13.12.2012
- 76 Voir P. Mertens dans une "interview de rentrée" en septembre 2013, *Solidaire* 19.09.2013 et 26.09.2013
- 77 Intervention à l'occasion du 1er mai 2013. « *Les revenus de la fortune, taxons-les comme des revenus professionnels.* » - *Solidaire* 02.05.2013
- 78 *Solidaire* 02.05.2013. Van Hees avait déjà publié un livre sur Didier Reynders : *L'homme qui parle à l'oreille des riches.*
- 79 *Solidaire* 23.2.2012)
- 80 On peut consulter le programme édité pour l'occasion, sous le titre « Nos priorités », sur [https://issuu.com/ptbbelgique/docs/ptb\\_bruelles\\_programme\\_2012](https://issuu.com/ptbbelgique/docs/ptb_bruelles_programme_2012)
- 81 *Solidaire* 1.3.2012)
- 82 *Solidaire* 22.3.2012 - « *La planification [en URSS] n'a pas échoué en tout. Elle a échoué à fournir des biens de consommation courante. Mais elle n'a pas échoué pour faire des satellites. [...] Les libéraux planifient l'invasion du marché et ont choisi comme régulateur la norme du marché. Nous, on planifie le changement écologique et social, et on met comme régulateur les citoyens.* »
- 83 *Solidaire* 1.3.2012 - Ce n'est même plus le socialisme dans un seul pays, mais dans un seul village. Voir aussi *Solidaire* 6.10.2012
- 84 *Solidaire* 29.3.2012
- 85 *Solidaire* 3.5.2012
- 86 *Solidaire* 26.4.2012
- 87 L'expression *Socialisme 2.0* est utilisé à partir de novembre 2008 pour un forum de discussion sur le socialisme. Voir [http://p2pfoundation.net/Socialism\\_2.0](http://p2pfoundation.net/Socialism_2.0) - L'inspiration de Mertens est toutefois le *Socialisme du 21e siècle*, titre d'un ouvrage de Heinz Dieterich Steffan de 1996, mais devenu populaire par son utilisation par Hugo Chavez dans un discours, le 30.1.2005, lors du 5e Forum Mondial de Porto Alegre.
- 88 *Solidaire* 25.05.2012
- 89 *Solidaire* 03.05.2012
- 90 *Solidaire* 29.08.2012
- 91 *Solidaire* 27.09.2012
- 92 *Solidaire* 09.08.2012
- 93 *Solidaire* 16.08.2012
- 94 *Solidaire* 06.09.2012 - En 2014, le SP participe dans plusieurs exécutifs communaux, en particulier à Amsterdam où il a voté déjà des mesures d'austérité. Pour le PSL, « *c'est une faute tragique du SP de se laisser utiliser par les partis pro-capitalistes* ». Le PSL soutenait encore le SP, en tant que possibilité de « large parti des travailleurs », aux élections de mars 2014. Et « *la période à venir sera décisive pour savoir si le SP deviendra ce parti.* » Voir *Lutte Socialiste* n° 193 - été 2014 p. 10.
- 95 *Solidaire* 20.09.2012
- 96 *Solidaire* 11.10.2012
- 97 Un de ces conseillers, Frank Hosteaux, sera exclu du parti en mars 2013, voir *Solidaire* du 07.03.2013.
- 98 Voir les résultats dans <https://www.vlaanderen.be/uitslagen-van-verkiezingen-in-belgie>
- 99 *Solidaire* 18.10.2012
- 100 David Pestieau, Quelques réflexions sur les élections communales belges 2012 - *Études marxistes* no. 100
- 101 Herwig Lerouge - *La gauche européenne face à la crise.* - C'est NON à la participation des PC dans les gouvernements de la bourgeoisie : échec du PC sous Mitterrand, de Die Linke en Allemagne, du Front Populaire de Blum. "Ni dans le Manifeste de la Gauche européenne, ni dans ses statuts, il n'est fait référence à la propriété privée des moyens de production, aux crises économiques inhérentes au système, à la concurrence meurtrière que se livrent les sociétés monopolistes ou au partage du monde par les principales puissances impérialistes." Die Linke est "une nouvelle social-démocratie", critiquée pour son programme où « *la classe ouvrière n'a aucun rôle dans la conquête du pouvoir politique. Il est question de "majorités gagnantes" et le "socialisme démocratique" pourrait être réalisé au sein des structures "démocratiques" de la constitution allemande et d'un "Etat social de droit".* »
- 102 *Solidaire* 04.04.2013
- 103 *Solidaire* 24.04.2013
- 104 *Solidaire* 21.02.2013 ; pour une « *sidéurgie intégrée et publique* ». Voir aussi *Solidaire* 06.06.2013
- 105 *Solidaire* 26.09.2013
- 106 *Solidaire* 02.05.2013
- 107 *Solidaire* 09.05.2013
- 108 *Solidaire* 28.02.2013
- 109 Raoul Hedebouw : "Le PTB n'est pas un parti de Bisounours", *Le Vif Express*, 13.12.2012 <http://www.levif.be/info/actualite/belgique/raoul-hedebouw-le-ptb-n-est-pas-un-parti-de-bisounours/article-4000221220060.htm> L'article était alors republié sur le site du PTB, daté le 17.12.2012. Nous citons l'article comme *Hedebouw-Vif-Express*, o. c.
- 110 DKP, o. c.
- 111 *Solidaire* 15.08.2013
- 112 Le *Plan chiffré* de février 2010, voir §5.2.1.
- 113 *Le Soir* 26.04.2014
- 114 *Solidaire* 19.09.2013 et 26.09.2013
- 115 *Solidaire* 26.09.2013
- 116 *Solidaire* 10.10.2013
- 117 Hedebouw, dans une *Mise au Point* de 1.9.2013, publiée alors sur le site du PTB
- 118 *Solidaire* 7.11.2013.
- 119 *Solidaire* 5.12.2013
- 120 *Solidaire* 12.9.2013
- 121 *Moustique* 23/12/2013 - [www.moustique.be/actu-societe/267786/raoul-hedebouw-tout-ce-quon-veut-dynamiter-cest-le-debat-texte-integral](http://www.moustique.be/actu-societe/267786/raoul-hedebouw-tout-ce-quon-veut-dynamiter-cest-le-debat-texte-integral)
- 122 Le nombre de militants passe de 4000 à 7700, celui de conseillers de 15 à 52 élus.
- 123 La définition marxiste de l'infrastructure y est mise en relief : « *Toute prospérité a deux ressources : le travail humain et la nature.* » Mais la conclusion du PTB, bien loin de celle de Marx, est que « *Nous devons protéger les deux.* »
- 124 DKP, o. c.

## 6. Un parti « démocratique » (bourgeois)

Dans les chapitres qui précèdent, nous avons suivi les différents mouvements de cette *métamorphose* annoncée dans la présentation. Une conclusion commence maintenant à se dégager. Le PTB est devenu un parti *respectable* pour la bourgeoisie, un parti intégré dans le système capitaliste, un parti bourgeois, qui aura finalement sa place au parlement, non comme un parti qui critique cette institution bourgeoise, mais un parti qui y trouve sa place, comme le dernier venu.<sup>1</sup> Voyons cela plus en détail.

### 6.1. Le PTB-GO, concurrent des grands partis

En janvier 2014, le PTB annonce une coalition électorale pour les élections triples (européennes, fédérales et régionales) du 25 mai, avec le PC et la LCR : le « *PTB-Gauche d'Ouverture* » (PTB-GO).

En Flandre, le KP avait déjà soutenu la liste du PTB lors des élections du 13 juin 2010. Et à Liège, le PTB défilait déjà chaque année avec le PC au 1er Mai depuis 2010, Hedebouw étant l'orateur du meeting.<sup>2</sup> La LCR, pour sa part, avait déjà manifesté sa volonté de faire campagne avec le PTB en novembre 2013.<sup>3</sup>

Pour la LCR, le PTB-GO serait une concrétisation de la dynamique lancée le Premier mai 2012 par les syndicalistes de Charleroi.<sup>4</sup> C'est aussi l'interprétation donnée par un autre appel, signé par des personnalités pour soutenir le PTB-GO, sous le nom de « *Il est des rendez-vous qu'il ne faut pas manquer* ». <sup>5</sup> La FGTB Charleroi ne signe pas cet appel. Si bien que Carlo Briscolini, président de la régionale de la FGTB Charleroi, « *s'est félicité du fait que trois partis de gauche aient pu se regrouper, avec l'appui de personnalités indépendantes* », il prend ses distances (au nom des dénommés « *principes de l'indépendance syndicale* »), en ajoutant qu'« *après les élections, nous serons derrière eux pour les contrôler, sur base de notre programme d'urgence en dix points* ». Pour leur part, les Métallos FGTB Hainaut-Namur avaient décidé de « *voter pour la gauche anticapitaliste* », et certains (dont Caterpillar) « *sont allés plus loin, appelant à voter PTB-GO* ». <sup>6</sup>

Le PSL essaye en vain d'être invité à la coalition et la soutient. La *Rosa Luxemburg Stiftung*,<sup>7</sup> qui compare un peu la situation du PTB avec ce qui se passe en Allemagne et constate un « *virage du PTB* », est assez perspicace pour comprendre que le PSL n'était pas le bienvenu dans le PTB-GO parce qu'il « *travaillait lui aussi sur la construction d'un parti* », contrairement au PC et à la LCR.

D'autres formations de gauche des dernières années – Rood ! ; VEGA ; MG – restent à l'écart. D'autre part, le PTB n'hésite pas à faire des accords, pour le besoin de la cause, avec des partis qui difficilement peuvent être considérés comme de gauche. La politique du regroupement postélectoral à Bruxelles avec Pro-Bruxsel, le parti Pirate et le BUB, afin de dépasser le seuil électoral, est une tactique non seulement pour avoir « un élu » pour le PTB, mais surtout

pour avoir « tous les élus » issus de ce regroupement, sachant bien que, lors de la répartition de sièges, ces formations ne risquent pas d'en avoir, alors que des élus pourraient lui échapper en incluant le PSL dans ce marchandage.<sup>8</sup>

Les premiers sondages donnent assez vite un score important au PTB-GO. Et au fur et à mesure que les sondages confirment la percée du PTB, les grands partis, en particulier le PS et le MR, le prennent en compte. Ce PTB peut même éventuellement devenir une monnaie d'appoint dans la rivalité entre partis traditionnels, comme les Verts l'ont été parfois depuis un quart de siècle.<sup>9</sup>

Dans un premier temps, le PS réagit avec hauteur : « *L'extrême gauche a toujours existé dans le paysage politique. Et c'est vrai que pour l'instant, il semble y avoir un phénomène médiatique autour du PTB.* »<sup>10</sup> Rappelons qu'en 2008 encore, Di Rupo recevait chez lui Marco Van Hees, alors déjà une figure bien connue du PTB, pour le féliciter pour son livre.<sup>11</sup> Et qu'il proposait « *que ceux qui veulent émettre un vote de protestation contre le système capitaliste et qui n'ont vraiment pas envie de voter PS, votent non pour Ecolo mais pour le Parti du Travail de Belgique (PTB).* »<sup>4,3</sup> Pour Philippe Moreaux, « *ils ont capté une grande partie de la militance populaire, qui a quitté le PS pour le PTB. C'est embêtant, mais c'est une réalité.* »<sup>12</sup> Dans la FGTB, Anne Demelenne trouve que « *Le PTB a sa raison d'être, c'est un parti qui met en avant le débat.* »<sup>13</sup>

Mais quand une députée du PS migre au PTB<sup>14</sup> et que les sondages confirment la percée du PTB, le ton se durcit. Benoît Lutgen (CdH) met en garde contre « *la montée des extrêmes* » : le FN en France, le PTB, le PP, la droite ici.<sup>15</sup> Dans un duel De Wever – Magnette, ce dernier compare son adversaire au PTB : « *c'est une manière de dire qu'il ne veut pas du pouvoir, comme le PTB* ». <sup>16</sup> Di Rupo se sent attaqué par le PTB, et dit : « *C'est un véritable scandale quand un parti qui se dit de gauche n'attaque pas un parti de droite. Inacceptable ! Que le PTB puisse faire quelque chose pour ce pays, c'est une illusion. Il favorise l'axe entre N-VA et MR.* »<sup>17</sup> Le PTB, quant à lui, refuse l'image du trouble-fête qui s'en prend au PS. En avril 2014, dans une *Lettre aux progressistes*, il affirme que « *Voter PTB-GO est utile à la gauche contre les libéraux.* »<sup>18</sup>

Selon le journal *Le Soir*, les élections communales montreraient que « *la baisse du PS n'est pas liée à la hausse du PTB. [...] Ce sont les politiques de droite qui affaiblissent la gauche.* » Pour le PTB, par contre, « *le PTB-GO renforce déjà la gauche, car chaque fois que le PTB-GO monte dans les sondages, le programme des autres partis se positionne un peu plus à gauche. Le PS, et même le CdH, revendiquent maintenant un impôt sur les fortunes. [...] La présence du PTB-GO au Parlement sera utile à toute la gauche, à ceux qui luttent, à ceux qui doutent, à ceux qui désespèrent de la politique et à ceux qui tentent de modifier le cours des partis traditionnels.* »<sup>19</sup>

D'autre part, le MR considère le PTB plutôt comme un allié, parce qu'il ronge des voix à son adversaire historique en Wallonie. En février 2014, Charles Michel dit que le PTB est devenu « *un vote utile à gauche* ». <sup>20</sup> Et fin avril, pour Reynders, les vrais interlocuteurs du PS sont le MR, les autres partis francophones, le PTB. Et il peut « *comprendre que le PS se sente mal à l'aise face à l'émergence d'un vrai parti de gauche* ».

## 6.2. Les médias de la bourgeoisie s'en occupent : la « *salle* » et la « *cuisine* »

En mars 2014, Pascal Delwit, professeur de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'ULB, <sup>21</sup> vient au secours des médias de la bourgeoisie pour réagir au score donné au PTB par les sondages, avec un livre de 384 pages – *PTB Nouvelle gauche, vieille recette* – qui « *présente l'histoire du PTB et de son réseau d'organisations, le contexte qui a présidé à sa naissance, et propose une analyse spécifique de ce parti dans la période contemporaine*. » <sup>22</sup> Dans une étude antérieure du même auteur sur le PTB, <sup>23</sup> de 2011, la conclusion était que « *depuis sa mutation en profondeur [du 8e Congrès, en 2008], le PTB semble avoir largement abandonné toute ambition et même toute référence doctrinale publiques. À ce stade, l'impact électoral est mince mais réel dans certaines zones. De plus, les dirigeants parient plutôt sur un impact à moyen terme*. » Le nouveau livre sera bien moins indulgent pour ce parti « *communiste* ».

La thèse de Delwit est maintenant que le PTB est toujours aussi communiste, mais qu'il le cache pour mieux séduire l'électeur. Et il développe cela avec l'image, amplement reprise dans les commentaires, du restaurant où on ne voit que ce qui se passe « *en salle* », sans avoir accès à ce qui se mijote « *en cuisine* ». L'image vient d'une affirmation explicite du PTB lui-même : « *Nous faisons la distinction entre ce qui se passe en salle et en cuisine. Les meilleurs chefs coqs ne révèlent pas tous leurs secrets*. » <sup>25</sup>

En mai 2014, Daniel Tanuro (LCR) répond au « *pétard mouillé du professeur Delwit* ». <sup>26</sup> Il donne raison à Delwit sur le passé maoïste du PTB, mais « *remuer ce passé* » ne servirait en rien pour comprendre ce qu'il est aujourd'hui. Et il critique Delwit – « *prisonnier de sa thèse du changement cosmétique* » – d'un manichéisme stérile qui l'empêche « *de saisir les facteurs qui ont mis le PTB en mouvement et qui continuent à le faire bouger en profondeur* ». Par la suite, Tanuro aborde « *les questions ouvertes* » (non envisagées par Delwit). Il faut répondre au discours de la FGTB-Charleroi du 1er mai 2012. « *Comment le PTB gèrera-t-il cette situation, lui qui se présente comme le relais politique du mouvement syndical dans son ensemble, toutes tendances confondues ?* » Un indice que « *les choses ont bien changé* » serait que le PTB s'intéresse maintenant à l'écologie, ce que Ludo Martens ne faisait pas. Idem pour « *les défis posés par les luttes féministes et LGBT* ». Et si les membres du PTB approfondissent des débats stratégiques (que Delwit ne voit pas), c'est parce qu'ils sont « *confrontés aux demandes émanant de "la salle du restaurant"*. [...] *Aidé en cela par l'ouverture (le "GO"), le PTB a le mérite de mettre les vrais problèmes des 99 % au centre de*

*la campagne électorale : la justice fiscale, la justice sociale, l'emploi, la justice de classe, le climat...* » De toute façon, la LCR « *part du constat que les membres et les cadres du PTB sont des gens intelligents et qui pensent* », et qu'ils préfèrent « *l'action commune et le débat sur les défis à relever pour faire émerger la force anticapitaliste dont les travailleurs et les travailleuses ont besoin* ».

Une semaine plus tard, Delwit répond que la LCR essaye ainsi de justifier son choix de soutenir les listes du PTB, alors « *qu'aucun document politique ou idéologique n'est mobilisé pour contredire [ses] propos*. » <sup>27</sup> À quoi Tanuro répète que Delwit élude « *le débat clé sur quelques "questions stratégiques ouvertes" auxquelles le PTB est et sera confronté* ». Et à la veille des élections, le 23 mai, un débat est organisé entre Delwit et Tanuro, présidé par Henri Goldman, directeur de la revue *Politique*. <sup>28</sup>

En même temps, le professeur Paul Wynants, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Namur, se met dans le débat avec un article *À la gauche de la gauche* dans *La Revue Nouvelle*. <sup>29</sup> La thèse de Delwit serait « *conforme à une directive léniniste qui allie souplesse dans la tactique et fermeté dans les principes* », et l'alliance avec le PC et la LCR serait « *contre nature* ». L'auteur constate qu'« *en fin de compte, le PTB fait figure d'exception dans l'ensemble des organisations européennes d'origine maoïste : il n'a pas été rayé de la carte ; il n'a pas non plus abandonné ses principes fondamentaux* ». <sup>30</sup>

Le magazine politique *Uitpers* compare l'évolution du PTB avec celle du Socialistische Partij des Pays-Bas, <sup>§ 4.3.2. et § 5.4.</sup> « *qui s'est aussi rénové* ».

Le *Cercle de Lorraine*, le prestigieux « *Brussels Business club* », fait remonter, à juste titre, la « *mue* » du PTB bien au-delà du 8e Congrès de 2008. Mais il s'agirait toujours d'un problème de stratégie de communication, et le Cercle rejoint la thèse de Delwit : « *Le PTB – parti marxiste-léniniste et maoïste né dans les années 1960 – n'est pas un nouveau parti. C'est à la suite d'une crise interne en mai 2003 que le PTB décide d'adopter une toute nouvelle stratégie de communication. Il occulte son identité marxiste-léniniste, son projet révolutionnaire, sa piètre considération envers la démocratie représentative, et ne présente aux citoyens et aux médias que sa "face lumineuse"*. » Le Cercle juge même opportun d'inviter le professeur Delwit à une conférence réservée aux membres (entrée 50 €). <sup>31</sup> Le *Cercle de Wallonie* a aussi invité le prof. Delwit pour une Conférence, le lendemain du scrutin du 25 mai.

*La Libre* avait annoncé dès le 27 janvier 2014 l'initiative PTB-GO, en donnant la parole aux participants (PC, LCR et indépendants), et en soulignant, p.ex., que « *l'ensemble de la régionale carolo de la FGTB soutiendra aussi le parti* ». Mais une semaine plus tard, après avoir rencontré Delwit, le journal rectifie le tir, en rappelant, p.ex., que Ludo Martens a écrit « *Une autre histoire de Staline* »; et que « *Hedebouw et Pestiaux sont des enfants de membres du parti. Il est donc difficile de dire s'ils ont vraiment changé* ». <sup>32</sup>

Le 15 mars, *Le Soir* publie une enquête de 4 pages sur le thème, donnant la parole à Hedebouw et à d'autres participants des listes, non issus du PTB, posant d'emblée la

question : « *mais quel est le vrai visage du parti marxiste ?* » Et il s'agirait bien d'un « *parti à deux visages : médiatiquement, sympa et présent sur le terrain et auprès des plus défavorisés ; en interne, accroché à de vieilles références.* » À part une interview à Hedebouw, le journal donne la parole aussi à d'autres participants dans les listes. Christian Panier, juge honoraire et enseignant à l'UCL, « *assume totalement le qualificatif marxiste du PTB, au même titre que d'autres partis se disent libéraux ou keynésiens,* » mais « *le marxisme a été détourné de ses fins [...]. Sans le grand bourgeois qu'était Engels, il n'y aurait d'ailleurs pas eu Marx.* » Les syndicalistes interviewés sont bien plus concrets. Youssef Handichi, chauffeur de bus, se rappelle que « *dans toutes les actions menées par la Stib, les gars du PTB étaient là* ». Et Frédéric Gillot, délégué FGTB à Arcelor Mittal, dit qu'« *à Arcelor, il y avait 10 000 emplois en jeu. Le PS voulait limiter la casse sociale. Il devait l'empêcher.* » Deux semaines plus tard, le journal fait écho, à son tour, aux propos de Delwit, sous le titre : « *Le PTB a deux visages, à l'extérieur et à l'intérieur* ». <sup>33</sup> Le lendemain, le PTB juge opportun de réagir au livre de Delwit sur son site et de prendre position concernant « *L'adversaire imaginaire du professeur Delwit* ». <sup>34</sup> Fin avril, *Le Soir* – prévoyant déjà que « *le PTB, le dernier parti unitaire, décrocherait ainsi 4 sièges à la Chambre fédérale* » – donne de nouveau la parole à Hedebouw. <sup>35</sup> Et quelques jours après, le PTB met les points sur les i dans sa *Lettre aux progressistes* : « *Nous renforçons la gauche* ». <sup>36</sup>

Pour *Télé Bruxelles* (3 avril), Hedebouw et Mertens « *ont réussi ces dernières années une opération de marketing (ils vont détester le terme) sans précédent : changer radicalement l'image d'un parti marxiste microscopique et perçu comme sectaire en un mouvement protéiforme militant, offensif mais ouvert, protestataire mais sympathique, médiatiquement reconnu et désirable pour de nombreux électeurs.* » Cela étant, « *il n'est pas facile de saisir ce qu'est réellement le PTB* », mais l'ouvrage de Delwit « *permet de se faire une idée précise et sans ambiguïté de ce qu'est ce parti* ». Le chroniqueur affirme, en passant, qu'il est au courant des difficultés que Delwit a dû surmonter, puisqu'il a lui-même pu « *constater qu'un document cité lors d'une interview radio (celle de Josy Dubié) qui attestait du caractère révolutionnaire du parti (comprenez peu compatible avec la démocratie parlementaire) n'était plus accessible quelques jours plus tard* ».

Et l'intérêt dépasse même les frontières. Non seulement *L'Humanité* (PCF) s'enthousiasme avec « *Du nouveau dans la gauche belge* ». <sup>37</sup> Le journal *Le Monde* s'est inspiré des analyses des professeurs Wynants et Delwit pour analyser la situation à la veille du scrutin <sup>38</sup> et arrive à la conclusion assez surprenante que le PTB-GO « *pourrait menacer la suprématie du Parti socialiste en Wallonie et à Bruxelles.* »

Rappelons finalement que dans la gauche radicale, les analyses du changement dans le PTB sont souvent fort impressionnistes : cela se résume dans « *l'abandon du stalinisme* », salué avec enthousiasme, sans prendre en compte que la politique de Khrouchtchev était tout aussi bureaucratique, stalinienne. <sup>39</sup> Et le changement ne serait venu qu'« *au 8e Congrès* » (2008), quand de nouveaux dirigeants ont pris la relève.

Le « succès » du PTB est souvent attribué à cette « *nouvelle stratégie de communication* », y compris dans la gauche. Comme si c'était dû à l'habileté technique de Hedebouw, par exemple. Mais cette *stratégie*, loin d'occulter une identité, révèle en réalité un changement *dans l'identité*. La communication « s'améliore » parce que le contenu est devenu plus acceptable pour la bourgeoisie, et donc relayé par la grande presse. Le changement de logo, abandonnant la faucille et le marteau, n'est pas une astuce graphique pour « être moins choquant ». Le logo change parce que, précisément, le message transmis par le logo change, parce que le programme du PTB change, parce que le PTB abandonne *dans son programme* la référence à la révolution russe de 1917.

### 6.3. Le PTB entre au Parlement fédéral

Lors de ses élections de mai 2014, le PTB obtient finalement deux élus au Parlement fédéral, mais ce ne sont pas les deux prévus, Mertens et Hedebouw. C'est le *spécialiste* Van Hees qui entre à côté de Hedebouw. Qu'à cela ne tienne, après la victoire, la page d'accueil du site du PTB montrait Mertens et Hedebouw pour dire « *251.276 fois merci* ». Le slogan « *nous sommes un, wij zijn één* », <sup>55.3.1.</sup> utilisé dans la campagne pour se démarquer des chamailleries communautaires de la N-VA, souligne maintenant une image sur toute la Une de *Solidaire* des deux figures de proue du PTB, Mertens et Hedebouw. Et « *en juin, [les deux élus] seront en tournée dans tout le pays avec Peter Mertens, le président du PTB.* » Peter Mertens, lui, « *n'a pas eu la visibilité médiatique d'un Raoul Hedebouw du côté francophone. Il en profitera donc aussi pour faire plus ample connaissance avec les membres et sympathisants au sud du pays.* » <sup>40</sup>

Le même numéro de *Solidaire* ne manque pas de publier la photo de Mertens avec le Roi, ne laissant aucun doute que le PTB, et son « président », jouent maintenant dans la cour des grands. Et, noblesse oblige, à la mort de Jean-Luc Dehaene, le 15 mai 2014, le PTB le lamente et lui rend hommage. <sup>41</sup>

## Notes - chap. 6

- 1 C'est ce que Lénine appelle un *parti ouvrier bourgeois*, reprenant un terme déjà utilisé par Engels : un parti avec une base ouvrière, une direction petite-bourgeoise et un programme bourgeois. Voir V.I. Lénine, *L'impérialisme et la scission du socialisme*, octobre 1916.
- 2 *Solidaire*, 22.4.2010 Voir aussi <http://grand-barnum.blogspot.be/2010/05/discours-de-raoul-hedebouw.html>
- 3 [www.lcr-lagauche.org/listes-ptb-go/](http://www.lcr-lagauche.org/listes-ptb-go/)
- 4 27 janvier 2014 - <http://www.lcr-lagauche.org/go-go-go-les-listes-ptb-go-gauche-douverture/>
- 5 <http://www.lcr-lagauche.org/il-est-des-rendez-vous-qui-ne-faut-pas-manquer-2/>
- 6 [www.lcr-lagauche.org/ivan-del-percio-fgtb-caterpillar-nous-appelons-a-voter-ptb-go/](http://www.lcr-lagauche.org/ivan-del-percio-fgtb-caterpillar-nous-appelons-a-voter-ptb-go/)
- 7 *Belgiens Linke auf dem Sprung* - 18.5.2014 [www.rosalux.de/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/sonst\\_publicationen/rls\\_onl\\_Belgiens\\_Linke\\_auf\\_dem\\_Sprung\\_140518.pdf](http://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/rls_onl_Belgiens_Linke_auf_dem_Sprung_140518.pdf)
- 8 Voir *Le Soir* 27.02.2014 et 12.06.2014
- 9 Par exemple, en 1999, les Verts, avec 15 % des voix, ont permis aux libéraux, en alliance avec les socialistes, de mettre fin à la présence ininterrompue des catholiques au gouvernement depuis un demi-siècle (le gouvernement arc-en-ciel).
- 10 *Le Soir* 28.01.2014
- 11 *Priorité de Gauche*, o. c. p. 226
- 12 *Le Soir* 31.01.2014
- 13 *Le Soir* 15.01.2014
- 14 Le 3.2.2014, la députée bruxelloise Sfia Bouarfa abandonne le PS, pour aller au PTB. *Le Soir* 04.02.2014.
- 15 *Le Soir* 29.03.2014
- 16 *Le Soir* 22.04.2014
- 17 *Le Soir* 26.04.2014
- 18 Lettre aux progressistes : « *Nous renforçons la gauche* » - 29.04.2014 - <http://ptb.be/articles/lettre-aux-progressistes-nous-renforcons-la-gauche-0> *Le Soir* du 01.05.2014 y fait écho. Nous la citons par la suite comme **Lettre aux progressistes**, o. c.
- 19 *Lettre aux progressistes*, o. c.
- 20 *Le Soir* 25.02.2014
- 21 Militant du PCB dans sa jeunesse, candidat débouté au rectorat en 2010, et considéré proche du PS.
- 22 Présentation par la Faculté de sciences sociales et politiques de l'ULB. Le livre est édité chez Luc Pire, 2014, et coûte 24 euros.
- 23 Une dizaine de pages dans *La gauche de la gauche*, o. c.
- 24 Dans les élections nationales de 2010, le PTB-PvdA dépassait pour la première fois le fatidique 1 %, avec 1,94% en Wallonie, 1,48% à Bruxelles et 1,38% en Flandre.
- 25 *8e Congrès*, o. c. p. 92. Delwit attribue l'image à Ludo Martens.
- 26 [www.lcr-lagauche.org/le-petard-mouille-du-professeur-delwit/](http://www.lcr-lagauche.org/le-petard-mouille-du-professeur-delwit/)
- 27 Un *Comment* à l'article de Tanuro, publié sur le site de la LCR
- 28 [www.quefaire.be/debat-nouvelle-gauche-509353.shtml](http://www.quefaire.be/debat-nouvelle-gauche-509353.shtml)
- 29 *La Revue Nouvelle*, avril-mai 2014 / n°4-5
- 30 Il faut dire toutefois que la recherche de cet auteur concernant les origines du "tournant" repose, au moins, sur des interprétations parfois douteuses. « *En 2003, le PTB franchit un pas de plus : il dépose deux "listes de front", l'une focalisée sur une responsable syndicale de la Sabena en Brabant flamand et à BHV, l'autre sur une alliance avec la Ligue arabe européenne du sulfureux Dyab Abou Jahjah à Anvers.* » Voir plus haut § 3.7.
- 31 La Conférence n'a toutefois pas eu lieu, finalement.
- 32 *La Libre* 3.2.2014. Le titre exact du livre de Staline est « *Un autre regard sur Staline* », petite nuance.
- 33 *Le Soir*, 03.04.2014
- 34 David Pestieau – *L'adversaire imaginaire du professeur Delwit* - *Solidaire* 4.4.2014 - Cité par la suite comme **L'adversaire**, o. c.
- 35 *Le Soir* 26.04.2014
- 36 *Lettre aux progressistes*, o. c.
- 37 03.02.2014 [www.humanite.fr/monde/du-nouveau-dans-la-gauche-belge-558281](http://www.humanite.fr/monde/du-nouveau-dans-la-gauche-belge-558281)
- 38 17.05.2014 - [www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/17/en-belgique-la-percee-des-anciens-maoistes-du-ptb\\_4420508\\_4350146.html](http://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/17/en-belgique-la-percee-des-anciens-maoistes-du-ptb_4420508_4350146.html)
- 39 Khrouchtchev avait fait l'éloge de Staline pour son efficacité dans la lutte contre le trotskisme, avant de lui reprocher son « culte de la personnalité ».
- 40 *Solidaire* 5.6.2014
- 41 Sur le site du PvdA on pouvait lire : "*De PVDA+ heeft met droefheid kennis genomen van het overlijden van Jean-Luc Dehaene. Wij drukken hiermee ons diep medeleven uit aan Celie, zijn kinderen, zijn kleinkinderen en aan iedereen rond hem. We wensen hen veel sterkte bij het afscheid van hun dierbare. Hij was een politicus die op eigenzinnige wijze mee zijn stempel op het land heeft weten zetten.*" - Le PTB est attristé par la mort de Jean-Luc Dehaene. Nous exprimons ici nos profondes condoléances à Célié, ses enfants, ses petits-enfants et tout le monde autour de lui. Nous leur souhaitons beaucoup de force dans l'adieu de leur proche. C'était un homme politique qui a contribué à sa manière à mettre son empreinte sur le pays. <<http://pvda.be/artikels/bij-het-overlijden-van-jean-luc-dehaene>> [référence caduque en 2014]



## 7. Le PTB est-il marxiste ?

Lors de leur « *démarche de recherche d'une théorie cohérente* »,<sup>§ 1.7.2</sup> les jeunes du SVB étaient traités de *marxistes*. Qu'en est-il ?

### 7.1 Le « marxisme » des temps de Ludo Martens

Ces jeunes ne pouvaient éviter d'être mêlés dans des « *chamaileries où chacun invoque son socialisme* », et très vite, ils arrivent à la conclusion que, « *comme disait Engels, le socialisme est devenu scientifique et doit être traité comme tel.* »<sup>1</sup> Dans leur étude, ils sont toutefois entrés dans une polémique déjà en cours, celle de la vague de la *Révolution culturelle* en Chine, qui n'a pas tardé à prendre le dessus sur une recherche dans les origines mêmes de ce socialisme scientifique, tel que développé par Marx en 1848 dans le *Manifeste du parti communiste*.

En 1967, dans leur première publication politique, *13 Mei*,<sup>§ 1.4.1</sup> les jeunes du SVB faisaient référence à la classe exploitée comme « *les moins favorisés de la société* ». <sup>2</sup> Mais les matraques de la gendarmerie vont les motiver pour « *une grande expédition à la recherche de ce cher inconnu, le socialisme.* »<sup>3</sup> Et dans leur *guide à travers la théorie marxiste* de 1969, le *Dokument 69*,<sup>§ 1.7.3</sup> ils se proposent de développer « *la théorie socialiste, de Marx à Mao Zedong* ». <sup>4</sup>

Dès leur première recherche d'une théorie cohérente,<sup>§ 1.7.2</sup> en 1968, les *Quatre contradictions* de Mao Zedong,<sup>§ 1.1</sup> étaient leur référence. Mais ils en donnent une version « adaptée à nos pays », où les termes *prolétariat* et *bourgeoisie* sont gommés et la contradiction de classes est arrondie.

La deuxième contradiction, *entre le prolétariat et la bourgeoisie au sein des Etats capitalistes*, citée alors en premier lieu, devient celle « *entre la classe capitaliste dominante et la classe travailleuse du peuple, les ouvriers, les employés, les intellectuels et les petits indépendants* ».

D'autre part, l'internationalisme, cher à Marx, n'a pour eux rien de *prolétarien*. Il est formulé d'une façon maoïste-stalinienne en termes de blocs et de bourgeoisies progressistes du Tiers Monde. La troisième contradiction, *entre les pays opprimés et l'impérialisme*, est formulée comme celle « *entre les pays capitalistes hautement développés et les mouvements nationaux dans le Tiers Monde qui se rebellent contre l'exploitation de leur peuple* ». Et un commentaire insiste sur le fait que ces contradictions doivent être comprises dans leur ensemble, imbriquées les unes dans les autres. « *Il s'agit de l'internationalisme qui détermine tous les mouvements de libération.* » Comme illustration : « *Le Congo est le point névralgique de l'Afrique où les Américains ont foutu les colonialistes belges à la porte.* »

Et quand Mao abandonne toute référence aux classes sociales, avec la théorie des *Trois mondes*, ces jeunes lui emboîtent le pas.

*Le Parti communiste en construction*, alias AMADA, n'était d'emblée ni *marxiste* ni *léniniste*. Dans sa démarche, il n'est pas remonté jusqu'au *Manifeste* de 1848.<sup>5</sup> Ces adjectifs lui ont

été collés par ceux qui le regardaient du balcon. S'il faut une étiquette : à juste titre le parti lui-même se considérait comme *maoïste*, Une précision toutefois. Avec une cohérence rarement rencontrée dans d'autres formations maoïstes, le rôle de Staline, revendiqué par Mao Zedong, fut pleinement assumé par Ludo Martens. Ils étaient donc *maoïstes-staliniens*. La banderole « *Marx-Engels-Lénine-Staline-Mao* », fièrement arborée, était en réalité une flèche pointant vers les derniers nommés.

Lors du 3e Congrès du PTB, en 1988, dans le premier numéro de la revue *Etudes Marxistes*, le jeune parti a le valeureux souci de faire avancer la conscience de la classe ouvrière : « *Dans les circonstances actuelles, développer la conscience de classe veut dire [...] faire comprendre que les travailleurs doivent s'organiser de façon indépendante, en poursuivant une politique révolutionnaire [...] C'est faire comprendre la nécessité vitale du renforcement du parti communiste et du renforcement des organisations de masse qui luttent contre certains aspects de la réalité capitaliste et impérialiste.* » Reste à savoir quelle « *politique révolutionnaire* » est proposée. Pour le parti, « *l'organisation indépendante* », c'est le concept stalinien de « *la nécessité aussi de la création d'un Front populaire* ». Pour Lénine, « *Les dirigeants de la petite bourgeoisie "doivent" enseigner au peuple à confier dans la bourgeoisie. Les prolétaires doivent enseigner au peuple à se méfier de la bourgeoisie.* »<sup>6</sup>

Quant à la « *nécessité de renforcement du parti* », elle est également inspirée par la *Révolution culturelle* de Mao. Pour les militants du SVB, « *la révolution a besoin d'intellectuels qui parviennent à élaborer la théorie* ». Mais selon le *Dokument 69*,<sup>§ 1.7.3</sup> il s'agit de « *se laisser rééduquer par les travailleurs pour assimiler leurs points de vue* ». C'est une vision diamétralement opposée à celle de Lénine. Les masses ouvrières ont l'idéologie, la façon de raisonner, de la classe dominante. Et pour Lénine, « *du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. [...] Le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise* »<sup>7</sup> La *Révolution culturelle*, par contre, le modèle pour le SVB, est imprégnée d'une attitude moralisante qui oppose le paysan travaillant péniblement du matin au soir à l'étudiant installé confortablement dans son fauteuil de bureau. Pour le SVB, à l'intellectuel alors de bouger ses fesses pour « *aider les travailleurs à formuler leurs exigences* », et donner « *une contribution très importante à la révolution* » en étudiant les publications économiques et financières des patrons. « *Le critère décisif pour déterminer si un intellectuel est révolutionnaire, ou non révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, est s'il est disposé à s'intégrer parmi les travailleurs et les paysans, et s'il réussit aussi effectivement à le faire* ». <sup>8</sup> Ludo Martens et Kris Merckx constatent qu'avant

1969, « la Flandre n'a jamais eu un courant révolutionnaire parmi ses intellectuels, mais maintenant, pour la première fois est apparue une génération d'étudiants qui veut être révolutionnaire. »

En 1991, Jo Cottenier et Kris Hertogen expliquent, dans un manuel destiné à la formation des cadres,<sup>9</sup> ce que Marx avait élaboré en 1848 dans le *Manifeste du Parti communiste*. : « Les rapports de production sont la base de la division de la société en classes. Sous le capitalisme, il y a deux classes antagoniques, la bourgeoisie et le prolétariat. L'une vit de l'exploitation de l'autre, une exploitation qui est indissolublement liée à la propriété privée des moyens de production. » Le manuel dénonçait également une réponse réformiste : « La crise démontre la faillite du capitalisme, [ainsi que] la faillite du réformisme et de ses théories économiques keynésiennes. [...] Toutes les idéologies de "conquête graduelle" de l'État et du pouvoir économique sont écrasées par les faits. » Mais le manuel en reste là. Il est réservé à un noyau réduit de cadres et n'a guère d'influence sur ce qui se publie dans *Solidaire* ou dans la littérature grand-public. Il oublie la tâche historique de faire avancer la conscience du prolétariat pour sa tâche historique de renverser l'Etat bourgeois et de s'emparer du pouvoir, condition incontournable pour édifier une société alternative, socialiste.

En 1993, le PTB mentionne « la faillite d'un système basé sur la propriété privée des moyens de production. » En janvier 1995, le Bureau Politique du PTB dit que « nous ne pouvons certainement laisser subsister aucune illusion sur la possibilité de "réformer" le capitalisme par une redistribution des richesses ». <sup>10</sup> Et au 1er Mai 1996, Ludo Martens rappelle que « La base de la dictature de la bourgeoisie est la propriété privée des moyens de production. » <sup>11</sup> Pour Ludo, c'est cette « vision historique profonde [qui] permet à notre parti d'être clairvoyant et ferme dans les luttes quotidiennes ». <sup>§3.3.2.</sup>

Voilà pour la caractérisation du « système », coupable de la misère. Comment y remédier, c'est une autre paire de manches, un problème pour lequel le marxisme - celui de Marx - donne une orientation que le louable effort de nos jeunes du SVB n'est pas parvenu à découvrir : la prise du pouvoir par le prolétariat, la voie mise en pratique en 1917, au moins dans un grand pays, sous une direction léniniste. Chez nos jeunes, la seule référence au pouvoir que le prolétariat doit conquérir avec ses organisations était le nom du journal, *AMADA*. <sup>§1.8.1.</sup> Et elle a disparu avec la fondation du PTB, où le journal devenait *Solidaire*.

## 7.2. Le « marxisme » du PTB renouvelé

Au cours de son évolution, le PTB tient compte des étiquettes qu'on lui colle. Au 7e Congrès (2002), « il va de soi que le PTB reste fidèle aux principes marxistes-léninistes ». <sup>§3.6.</sup> Et lors du 8e congrès, il se déclare toujours marxiste (mais déjà sans Lénine).

En fait, l'épithète n'est pas un obstacle pour être accepté par la bourgeoisie. Il y a belle lurette, la presse de celle-ci a réduit le rôle de ce dirigeant révolutionnaire à celui d'un économiste prestigieux. Autre chose sont les adjectifs concernant Lénine, Mao, Staline ou Trotsky. Le PTB va

balayer sous le tapis un héritage encombrant de maoïsme et autres ismes. « C'en est fini avec les "ismes", le stalinisme, le maoïsme, le trotskisme. » <sup>12</sup>

Mais bien que, au-delà des déclarations, le PTB n'a jamais été marxiste dans le sens du *Manifeste* de 1848, il est évident que l'orientation idéologique du PTB a changé aux cours de cette métamorphose que nous avons déclinée en une 7e lutte entre deux lignes. <sup>§3.4.</sup>

Un premier indice apparaît déjà après les résultats décevants lors des élections de 1995, quelques mois après le 5e congrès, quand le score électoral commence à se manifester comme boussole. Pour Herwig Lerouge, <sup>§3.3.1.</sup> « nos chiffres électoraux actuels reflètent également les tares politiques, idéologiques et organisationnelles débattues lors du Cinquième Congrès. [...] il faut poser nos objectifs en fonction des 4 % que nous devrions être en mesure d'atteindre. »

Le PTB se dit socialiste. « Le socialisme est devenu une nécessité pour la survie même de l'humanité ». <sup>§4.2.3.</sup> Mais qu'entendent-ils par « socialisme » ?

### 7.2.1. Un socialisme style PS, toutes classes confondues

En 1991, Jo Cottenier et Kris Hertogen expliquaient que « Sous le capitalisme, il y a deux classes antagoniques, la bourgeoisie et le prolétariat. L'une vit de l'exploitation de l'autre, une exploitation qui est indissolublement liée à la propriété privée des moyens de production. » <sup>§7.1.</sup> Et dix ans plus tard, le PTB vendait encore dans la rue le *Manifeste du Parti communiste*. <sup>§3.5.1.</sup>

Cette optique qui, au moins, remettait « le système » en question, est considérée comme dépassée avec le *Renouveau*.

Pour Hedebeuw, le 8e Congrès (2008) était carrément une « refondation » du Parti, où « il s'agit de rétablir un rapport de force différent dans la société capitaliste dans laquelle nous vivons ». <sup>§4.3.</sup>

La lutte de classes, c'est du passé. Il s'agit maintenant de « se battre contre l'américanisation de notre société. » <sup>13</sup>

La vision marxiste doit céder la place à une perspective d'harmonie, toutes classes confondues, dont rêvaient déjà certains industriels « progressistes » tels que Owen et Fourier, quand Marx n'était pas encore né. Pour Peter Mertens, <sup>§5.4.</sup> le remplacement par le socialisme d'un capitalisme « arrivé au bout du souffle », c'est comme le remplacement du féodalisme par le capitalisme. <sup>14</sup> En 2009, si on trouve encore chez lui une mention de la « lutte de classes », c'est pour en faire une parodie : la « nouvelle lutte de classes », entre les capitalistes producteurs et les capitalistes spéculateurs. <sup>15</sup> Et en 2013, on trouve chez Raoul Hedebeuw un tout nouveau concept de classes sociales, le critère étant d'avoir besoin du PTB, ou non. <sup>§5.6.</sup>

Entre-temps, avec deux députés fédéraux, le PTB ne cache pas son intention de devenir la référence socialiste pour les travailleurs, face aux libéraux, comme alternative à un Parti socialiste, carrément bourgeois depuis des années, mais qui a perdu dernièrement beaucoup de son charme dans notre classe. En 2012, quatre mois après que Di Rupo a accédé aux commandes d'un gouvernement bien intégré dans la société capitaliste, Peter Mertens posait déjà la candidature du PTB pour mettre en œuvre le même « socialisme », dans une

version plus à gauche : « *notre parti est dans une phase d'accélération : il y a une place à prendre à gauche de la social-démocratie.* »<sup>16</sup>

Tout cela n'empêche pas qu'en mars 2014, David Pestiau réponde au professeur Delwit que « *le PTB ne cache pas qu'il est marxiste* ». <sup>17</sup>

### 7.2.2. La propriété privée des moyens de production

Pour le parti rénové, les détenteurs des moyens de production (pieusement rebaptisés comme « *la fortune* ») deviennent « *des professionnels* », <sup>5.3.4.</sup> qui ont donc droit à leur part, pourvu qu'ils payent l'impôt. Et quand Peter Mertens publie son best-seller *Comment osent-ils ?* en 2012, les revenus du capital ont les mêmes droits que ceux du travail. <sup>5.3.4.</sup> Tout antagonisme de classes est remplacé par la répartition équitable de l'impôt entre les « *revenus du capital* » et les « *revenus du travail* », justifiant le « *revenu* » de la bourgeoisie, obtenu par l'exploitation du prolétariat. <sup>18</sup> Et c'est le Bureau d'Etudes du PTB qui dira ce qui est « *équitable* »

C'est ce que dénonçait déjà Kautsky en 1908 : « *L'ancien prolétariat, appauvri [...] ne voulait pas autre chose qu'une partie des jouissances des riches, une répartition différente des plaisirs et non des moyens de production ; un pillage du riche, et non un changement dans le mode de production.* » <sup>19</sup> D'autre part, la logique capitaliste, ancrée dans la tradition chrétienne, date de l'origine même de celle-ci. Jésus faisait l'éloge d'un riche propriétaire de moyens de production qui parvenait à multiplier ces moyens. <sup>20</sup>

Bien sûr, en 2012 également, Herwig Lerouge se plaint encore que : « *ni dans le Manifeste de la Gauche européenne, ni dans ses statuts, il n'est fait référence à la propriété privée des moyens de production.* ». Mais ce relent d'orthodoxie, c'est pour « *la cuisine* », publié dans la revue théorique *Etudes marxistes*, <sup>21</sup> pour satisfaire la nostalgie du bon vieux temps chez quelques anciens cadres. Ce n'est pas ce qu'on ose affirmer dans les médias, et moins encore ce dont on essaye de convaincre les travailleurs.

### 7.2.3. Un « *internationalisme* » xénophobe, dicté par l'ONU

Qu'en est-il de l'insistance de Marx sur l'union des prolétaires de tous les pays ? Selon Hedebouw, « *avant, le PTB se comportait un peu comme l'ambassade de tout ce qui s'est fait dans le monde au nom du socialisme. C'est fini ça. [...] On ne va plus dépenser toute notre énergie pour analyser l'histoire de l'URSS et de Cuba.* » Maintenant, on s'oriente selon « *un acquis de la Charte des Nations unies : pas d'immixtion dans les affaires internes d'un pays* ». <sup>5.5.</sup> Même pas d'immixtion dans ce que fait notre classe dans un autre pays ? Un drôle d'internationalisme prolétarien.



Ce rejet de l'internationalisme prolétarien se manifeste cruellement depuis des années dans une position xénophobe concernant les sans-papiers. On veut bien *aider* ces malheureux - qui « *ne sont pas dangereux, mais sont en danger* », <sup>22</sup> mais en fin de compte, la *régularisation* est réservée à ceux qui répondent à certains « *critères clairs et précis* », définis par l'Etat bourgeois, et les autres ne sont pas les bienvenus.

Bien sûr, on a de bonnes relations avec des « *partis frères* » dans d'autres pays. Mais même cela sera réservé de plus en plus à « *la cuisine* ». Et là, il n'y a pas de problème d'afficher en paroles une certaine orthodoxie. <sup>3.1.</sup>

### 7.2.4. Le rôle de l'Etat

Autant les jeunes du SVB se sont intéressés en 1969 à l'étude de *L'Etat et la révolution* de Lénine, <sup>3.1.7</sup> cela n'a guère eu de conséquences pour la politique du PTB renouvelé. L'Etat bourgeois et ses institutions ne sont pas considérés comme des instruments au service de la classe bourgeoise. Peter Mertens cite « *le bon exemple* » de l'Argentine, où l'Etat est intervenu en 2008 pour renationaliser les pensions que ce même Etat avait cédées au privé en 1994 : « *À partir de 2003, un tiers des personnes âgées ne touchait plus aucune retraite [...]. Si l'Etat n'était pas intervenu, ce chiffre n'aurait cessé de grimper.* » <sup>23</sup> Pour Mertens, c'est le gouvernement [de Van Rompuy, en 2009] qui « *doit jouer un rôle actif pour favoriser l'emploi et créer lui-même l'emploi dans le secteur public* ». <sup>4.2.5.</sup> Le problème est toutefois que « *le gouvernement Di Rupo vit dans une sorte de bulle de savon, entouré de banquiers et de technocrates de la FEB et du Voka* », et que « *les autorités se sont fait rouler par les banques* ». Lors des élections anticipées de 2010, Marx et Engels sont appelés en renfort pour convaincre les gens d'aller voter, mais alors que pour ces auteurs, il s'agit de « *protester contre l'Etat existant* », pour le PTB, « *l'Etat [existant] doit rassurer les gens et désarmer les spéculateurs* ». <sup>5.2.2.</sup>

En *cuisine*, <sup>6.2.</sup> la participation d'un parti communiste au pouvoir exécutif de la bourgeoisie est parfois rejetée en théorie. En 2012, dans la revue théorique *Etudes marxistes*, <sup>24</sup> Herwig Lerouge, parlant du *Parti de la Gauche Européenne* (PGE), rejette cette participation, signalant l'échec du PCF sous Mitterrand, de *Die Linke* en Allemagne et du *Front populaire* de Blum en France. Mais en pratique, cette participation a toujours été admise pour le Tiers Monde quand il s'agit de « *vrais* » partis communistes (en communion avec le PTB). C'est le cas pour les *partis frères* en Amérique latine où, par exemple, le PCdoB participe aux gouvernements de Lula et de Dilma. Et en 2006, le PTB cite comme exemple le Parti communiste syrien, avec « *quatre parlementaires et un ministre au gouvernement* » de Bachar Al Assad, <sup>25</sup> alors que deux semaines avant, il avait critiqué encore le *Linkspartei* en Allemagne pour sa « *participation au gouvernement* ». <sup>26</sup> En Europe, ce serait différent.

Toutefois, quand la possibilité commence à se poser concrètement pour le PTB, ce n'est plus vraiment une question de principe. En 2007, le PTB dénonce encore qu'un vote pour Ecolo est « *de plus en plus un vote pour une*

participation gouvernementale », une participation qui « aujourd'hui, ne se justifie pas ». <sup>27</sup> Mais ça, c'est aujourd'hui (2007). En 2013, quand on lui pose la question dans une interview, Peter Mertens répond que c'est : « Non, sauf sur le plan local : à Borgerhout, pour barrer la route à la NV-A. » <sup>28</sup> Dans ce district d'Anvers de 40.000 habitants, le PTB participe « à la gestion du district de Borgerhout en coalition avec Groen et le SPa, le seul district d'opposition à la N-VA à Anvers. » <sup>29</sup> Mertens ajoute qu'il n'est pas question de faire de telles coalitions à un niveau plus haut : « Ne pas refaire le chemin de la social-démocratie ». <sup>30</sup> Mais Hedebouw, pour sa part, dira clairement en 2012 que c'est une question d'opportunité. <sup>31</sup> Il n'exclut pas la participation dans un gouvernement, « quand on peut peser dans le rapport de forces », ce qui, selon lui, était le cas du PC dans le gouvernement de *Front populaire* de Blum dans les années 1930, contrairement à ce qu'affirmait Lerouge. De toute façon, au-delà du plan communal, pour le moment, la vocation du PTB est de « peser sur le gouvernement ». <sup>32</sup>

### 7.2.5. Le parti des amples masses

Selon le Dokument 69, « Le mouvement révolutionnaire socialiste est constitué de deux composantes : d'une part, la lutte de la masse de la classe ouvrière contre les patrons et le système capitaliste, et d'autre part la théorie scientifique du socialisme, élaborée par des intellectuels révolutionnaires. »

On pourrait y voir la distinction que fait Lénine entre « l'organisation des travailleurs et l'organisation des révolutionnaires ». <sup>33</sup> Mais le point de vue du Dokument n'a rien à voir avec celui de Lénine.

Lénine fait la différence entre l'organisation la plus large possible des travailleurs, toutes tendances confondues, infestés par l'idéologie de la classe dominante, et l'organisation d'un parti avec un programme clairement défini, assumé par les militants après une élaboration commune concernant les besoins actuels et historiques de notre classe, l'idéologie prolétarienne. Un parti qui va alors œuvrer au sein de l'organisation de tous les travailleurs, respectant la démocratie ouvrière dans la mobilisation de celle-ci, afin d'y convaincre de son programme une avant-garde, qui à son tour va gagner une ample adhésion à la tâche essentielle de la prise du pouvoir par l'organisation du prolétariat, orientée par le parti.

Pour le PTB, c'est le parti lui-même qui doit servir d'organisation de tous les travailleurs, et le programme du parti est alors adapté à la diversité des tendances au sein du mouvement ouvrier, contaminé par l'idéologie bourgeoise. Au fil des années, le rôle des intellectuels du PTB deviendra de plus en plus celui d'un bureau d'études qui devra détecter ces points de vue des travailleurs afin de formuler un programme qui permet de ratisser large dans les élections, dont le résultat en nombre de voix récoltées déterminera quelle est la ligne juste, issue du combat idéologique contre les autres courants ou éventuellement aussi contre les « déviations » dans les propres rangs.

Si en 1979, « le Parti du Travail doit toujours éduquer les masses travailleuses dans l'esprit de son programme conséquent pour qu'elles prennent une direction claire dans

leur lutte contre la domination du capitalisme monopoliste et de l'impérialisme », <sup>34</sup> en 1997, « l'alternative à laquelle aspirent les masses révoltées, elle existe déjà, » le PTB, qui « se construit depuis trente ans ». <sup>33,34</sup> Et en 2014, il s'agit de venir applaudir les élus du Parti quand ils prennent la parole au Conseil communal ou au Parlement.

Pour Peter Mertens, « quand nous arrivons au parlement, évidemment, nous y sommes en premier lieu la voix des travailleurs, des mouvements sociaux. » Bien sûr. Mais pour le PTB, il ne s'agit pas d'y dénoncer les manœuvres de ce « poulailler de la démocratie bourgeoise » comme disait Rosa Luxemburg. Il s'agit d'y prendre la relève de ces mouvements sociaux. « Notre chemin est Rue-Conseil-Rue. [...] C'est la façon d'apparaître dans les médias. [...] Partir des besoins des gens, porter leurs revendications aux Conseils, rendre des comptes à la population ». <sup>35</sup> C'est une approche qui avait déjà « donné du succès à Zelzate ». <sup>36</sup>

Les citoyens doivent donc se mobiliser pour soutenir les élus. Raoul Hedebouw voit dans ces mobilisations « l'établissement d'un rapport de force alors que, dans le système démocratique actuel, les propositions de l'opposition, fussent-elles constructives, sont systématiquement écartées d'un revers de la main par la majorité ». Et « au lieu de nous perdre dans des commissions et de jouer le jeu stérile majorité contre opposition, nous préférons mettre de l'énergie dans la mobilisation des citoyens en essayant de leur faire comprendre les enjeux. » <sup>37</sup> C'est ainsi que les élus du PTB-GO! au Parlement <sup>6.1</sup> devront « modifier le cours des partis traditionnels ». <sup>38</sup>

Pour le moment, faute d'une représentation suffisante dans le parlement, la vocation du PTB est de « peser sur le gouvernement ». <sup>39</sup> Et il pense pouvoir le faire, dans la mesure où il développe son Bureau d'études et qu'il est soutenu dans ces démarches par les mouvements sociaux.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le besoin de « plus de démocratie ». Pour Mertens, cela signifie : « une participation citoyenne dans les quartiers [toutes classes confondues] pour définir les priorités dans la société. » Il s'agit « d'entamer la campagne électorale par une large enquête auprès du public » <sup>5.6</sup> pour définir les thèmes qui vont donner des voix. <sup>40</sup> C'est dans cette perspective qu'est jugée « l'expérience négative de 2003 quand nous avons décidé de nous présenter aux élections au nord du pays avec la liste Resist ». L'« échec » est attribué au fait que « nous n'avons pas assez écouté la base du parti ». <sup>41</sup> Le parti avait soutenu une organisation qui pouvait jeter de l'ombre sur le parti et récupérer le résultat électoral pour elle. D'autre part, le soutien à la liste Maria donnait lieu au développement d'une conscience d'organisation propre des travailleurs, sans passer par la case du parti. <sup>3.7.2</sup>

La « mobilisation » se traduit alors par des campagnes d'adhésion aux « projets » du PTB, élaborés par son Bureau d'études. Et dans les luttes sur le terrain, qui se développent de toute façon puisque la lutte de classes ne s'élimine pas par décret, on les soutient dans la mesure où elles apportent de l'eau au moulin du parti. Pour le PTB, il s'agit de caresser

dans le sens du poil l'idéologie des masses exploitées (qui est celle de la classe dominante) au lieu de la combattre.

Ce concept de substitution de l'organisation de l'ensemble la classe par le parti se manifeste aussi dans l'appréciation qu'a le PTB sur la Chine. Même après la chute du Mur de Berlin, il y aurait toujours le socialisme en Chine, en dépit de son économie intégrée dans le marché mondial, parce qu'elle est dirigée par un parti qui, lui, est toujours socialiste.<sup>§4.4.2.</sup> C'est le parti qui définit le caractère de toute la société, pas la structure sociale de la production.

### 7.2.6. La bureaucratie syndicale

La politique du PTB de rassembler tous les travailleurs en son sein n'élimine évidemment pas par décret l'existence des organisations des travailleurs. Mais elle va être décisive pour la relation avec les directions syndicales.

La relation du PTB avec les directions du mouvement ouvrier organisé a connu pas mal de changements au cours du temps. AMADA passe de la bonne entente des premières interventions à Ford Genk en 1968 <sup>§1.5.</sup> au sectarisme de *Mijnwerkersmacht* <sup>§1.6.</sup> dans les grèves des mineurs au Limbourg (1970). Lors de la grève du chantier naval Boel-Temse (1971), le *Parti communiste en construction* dénonce d'abord la direction syndicale, puis il soutient les délégués combattifs, et les militants s'affilient au syndicat.<sup>§1.9.</sup> Et l'histoire se répète lors de la grève des dockers en 1973. <sup>§1.9.</sup> La « *lutte contre le sectarisme* » est un élément à la base de la constitution du PTB en 1979, <sup>§2.1.</sup> et des va-et-vient jalonnent ensuite son l'histoire.

Le manuel de formation de 1991<sup>§7.2.1.</sup> critique le programme de la FGTB et la CSC, conçu « *comme une lente et constante progression vers l'égalité sociale et la participation économique au sein du système capitaliste existant* ». Il dénonce que « *la direction de la FGTB se montre très ingénieuse pour concevoir des projets d'intervention de l'État, projets qui, en fin de compte, ouvrent tous les vannes de soutien au grand-capital.* (§ 012) On y parle de *l'illusion réformiste d'une lente croissance du partage du pouvoir avec les capitalistes.* (§ 014) Le manuel dénonce la « *concertation* » de la bureaucratie syndicale de la FGTB et la CSC.

Lors du D14, en 2001, le PTB tire à boulets rouges contre la bureaucratie syndicale. <sup>§3.7.</sup>

Mais ces critique sont plutôt pour consommation interne du parti. Quand la *liste Maria*, de militants syndicaux en conflit avec leur direction, soutenue par le PTB aux élections de 2003, attire l'attention,<sup>§3.7.2.</sup> le PTB le regrette.

Avec le *Renouveau*, le PTB commence à soutenir sans réserve les directions bureaucratiques de la FGTB et de la CSC. Dans son discours de 1er Mai 2006, Boudewijn Deckers fait l'éloge des directions syndicales. <sup>§4.1.</sup> Et finalement, au 8e congrès en 2008, <sup>§4.3.</sup> le PTB, un « parti souple », a « *changé d'attitude envers les syndicats* ». Dans les syndicats, « *il n'y a pas de contradiction entre base et sommet* ». <sup>42</sup>

Dorénavant, la politique du PTB est d'occuper lui-même le plus possible des postes de direction dans les syndicats. Et pour y arriver, il est prêt à tout pour plaire aux hautes instances qui doivent lui faciliter la démarche.

Cette tactique répond à une orientation stratégique ancrée profondément dans le PTB dès sa naissance. Et c'est en cela que le PTB est resté profondément stalinien. Le PTB n'a pas - et n'a jamais eu - la politique de promouvoir l'organisation autonome des travailleurs avec leurs organisations basées sur la démocratie ouvrière. N'importe quel mouvement dans la classe est soutenu aussi longtemps qu'il n'échappe pas au contrôle du PTB.

C'est le constat amer, en particulier, de la fin du MRS, <sup>§3.3.4.</sup> où finalement tout mouvement anti-bureaucratique a été canalisé dans les méandres des tribunaux, faisant confiance à l'habileté des avocats du PTB.

## Notes - chap. 7

- 1 *Kwarteeuw*, o. c. II.1
- 2 « *les pleins pouvoirs antidémocratiques* [du gouvernement Vanden Boeynants] *qui attaquent depuis des mois les moins favorisés de la société* ». (Segers, o. c. I.2.)
- 3 *Kwarteeuw*, o. c. II.1.
- 4 *Kwarteeuw*, o. c. III.2.
- 5 Les « *problèmes avec lesquels ils étaient confrontés* » remontent « *en France aux années 1870.* » (*Kwarteeuw*, o. c. II.1. ), à « *la première révolution prolétarienne, 1871, la Commune de Paris* ». (*Kwarteeuw*, o. c. III.2. Dokument 1969, ).  
En 1993, Martens et Merckx diront que le *Manifeste* doit figurer parmi les premières leçons de marxisme. (*Kwarteeuw*, o. c. II.1 ) Mais il ne s'agissait que de donner de façon abstraite la bonne référence dans ces *chamailleries*.
- 6 Lénine, *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* - avril 1917 point 8. Les guillemets du premier "doivent" sont de Lénine
- 7 Lénine, *Que Faire ?* chap.II.b
- 8 *Kwarteeuw*, o. c. II.4
- 9 Jo Cottenier et Kris Hertogen, *Le temps travaille pour nous*. Un livre publié à l'occasion du 4e Congrès du PTB (1991).
- 10 *Etudes marxistes*, n° 26 - 15.01.1995.
- 11 En ce moment apparaît toutefois déjà le ton moralisateur. Il s'agit d'un « *égoïsme patronal* ».
- 12 *Knack-Van Duppen*, o. c.
- 13 *Knack-Van Duppen*, o. c. (2007)
- 14 Rappelons que la thèse principale du *Manifeste* de Marx et Engels est précisément que le remplacement du capitalisme par le socialisme **ne pourra pas** avoir lieu de la même façon que le remplacement du féodalisme par le capitalisme. La prise du pouvoir par le prolétariat est nécessairement préalable à l'édification du socialisme, alors que la bourgeoisie pouvait développer son mode de production au sein de l'Etat féodal.
- 15 *Priorité de gauche*, p. 142.
- 16 *Solidaire* 1.3.2012
- 17 *L'adversaire*, o. c. voir § 6.2.
- 18 *Comment osent-ils ?* o. c. - p.24
- 19 Karl Kautsky, *Les origines du christianisme*, 1908 - chap. II La société sous l'empire romain.  
<http://www.marxists.org/archive/kautsky/1908/christ/index.htm>  
[http://www.nodo50.org/ciencia\\_popular/articulos/Cristianismo.pdf](http://www.nodo50.org/ciencia_popular/articulos/Cristianismo.pdf)
- 20 Evangile selon Luc 19, 2-23. Jésus recommandait même de payer tribut au colonisateur de son pays. (Luc 20, 25)
- 21 *Etudes Marxistes* n° 100 - 2012
- 22 Selon les pancartes distribuées dans les manifs.
- 23 *Première à gauche* - p. 37 (le livre de Hedebouw, voir § 5.6.)
- 24 Herwig Lerouge - *La Gauche européenne face à la crise / La participation des partis communistes au gouvernement : une façon de sortir de la crise capitaliste ?- Etudes Marxistes* n° 100 - 2012
- 25 *Solidaire* 10.5.2006
- 26 *Solidaire* 26.4.2006
- 27 *Solidaire* 06.06.2007
- 28 *Solidaire* 07.11.2013
- 29 David Pestieau – *L'adversaire*, o. c. Dans ce district , le PTB a obtenu 17% des voix et 4 sièges au Conseil communal lors des élections d'octobre 2012, "mieux que l'Open Vld et le CD&V ensemble". voir <http://ptb.be/articles/soiree-elections-anvers-un-resultat-dont-naurait-pas-ose-rever>
- 30 *Solidaire* 07.11.2013
- 31 *Hedebouw-Vif-Express*, o. c., 13.12.2012 - voir ci-dessus § 3.2.
- 32 *Le Soir* 26.04.2014
- 33 Lénine, *Que Faire ?* chap. IV.c
- 34 Les articles 101, 102 et 108 du Programme de fondation, cité dans *Etudes marxistes*, n°26 - article du Bureau Politique du PTB
- 35 *DKP*, o. c.
- 36 Un commentaire sur le site, <<http://ptb.be/articles/percee-du-ptb-52-elus-dans-tout-le-pays>>. [Référence caduque en 2019]
- 37 *Le Soir* 21.06.2014
- 38 *Le Soir* 01.05.2014
- 39 *Le Soir* 26.04.2014
- 40 *Solidaire* 26.09.2013
- 41 Voir Peter Mertens - *Solidaire* 09.01.2008 - Le 8e Congrès appelle cela « *un pas en avant en matière de démocratie* ».
- 42 *8e Congrès*, o. c., p.103



# 8. Epilogue

Comme nous l'avons annoncé dans la *Présentation* de ce texte, nous terminons avec quelques réflexions sur l'évolution ultérieure du PTB, après son entrée au Parlement fédéral en 2014. Si en septembre 2006 ce parti se vantait déjà qu'il était passé du statut du plus grand des petits à celui du plus petit des grands,<sup>1</sup> actuellement il dépasse un grand en Wallonie.

## 8.1. Le Congrès de la Solidarité : « l'actualisation de la vision du socialisme ».

Après l'entrée au Parlement fédéral, le PTB célèbre un *Congrès de la Solidarité*, clôturé le 15 juin 2015, afin « d'approfondir » les changements du *Congrès du Renouveau* de 2008.<sup>2</sup> Si en 2008, la référence à la Révolution russe d'octobre 1917 (le marteau et la faucille) avait déjà été remplacée par un logo avec une étoile et une flèche rouge copiée du logo du *Parti de la Gauche européenne*,<sup>§4.2.3.</sup> en 2015, en « *actualisant la vision du socialisme sous le nom de socialisme 2.0, le logo du parti change : dans l'étoile, la flèche devient verte et, outre les drapeaux rouges de base, le PTB se donne aussi des bannières multicolores qui expriment le lien entre les différents mouvements sociaux.* »<sup>3</sup>

« *Le Parti du Travail de Belgique est devenu un parti adulte. [...] Il existe depuis 1979, mais il a dû attendre 2014 pour avoir un quart de million d'électeurs et faire son entrée au Parlement.* »<sup>4</sup> Ses racines remontent à « *des étudiants inspirés par le marxisme, qui s'unissent [...] au sein du SVB en 1967* ». Dans ce rappel des antécédents, il n'y a toutefois pas la moindre trace de l'influence maoïste.<sup>5</sup> Et nulle part n'est mentionné la figure de proue de ses origines, Ludo Martens.<sup>6</sup>

La nouvelle version du socialisme, le *Socialisme 2.0*,<sup>7</sup> était déjà annoncée dans le *Petit livre de poche* comme « *la société à la mesure des gens* ». <sup>§5.6.</sup> Et le Congrès confirme ce qu'avait déjà découvert Mertens.<sup>§7.2.1.</sup> Avec l'avancée des luttes, « *la collectivité pourra alors reprendre le contrôle de la production* » au sein de la société capitaliste, tout comme « *la société féodale est passée à une société capitaliste* ». <sup>8</sup> Pas besoin de la prise du pouvoir préalable par le prolétariat, la dictature du prolétariat. Il s'agit d'œuvrer, tous ensemble, toutes classes confondues, à développer « *un monde à dimension humaine* ». Et alors qu'en 2008, c'était « *le pouvoir des transnationales et de leurs grands actionnaires (propriétaires) qui doit être remis en question* », <sup>§4.2.3.</sup> en 2015, l'existence de la propriété privée des moyens de production n'est pas remise en question. Seule exigence : que *la collectivité* ait un regard sur les secteurs clés de l'économie, et « *limite les bénéficiaires des actionnaires* » en fonction des besoins de la société. Il suffit donc que « *l'État [bourgeois] devient l'actionnaire majoritaire* ». <sup>9</sup> Bien sûr, le PTB critique « *un système politique où la corruption est présente et est facilitée par les partis traditionnels qui ont permis de gérer une société publique comme une multinationale* », et il propose une « *Entreprise Démocratique Publique* ». Mais en attendant, Damien Robert

siège actuellement comme *administrateur PTB* au sein d'Enodia, la maison-mère de la problématique Nethys.<sup>10</sup>

L'expression même de *lutte de classes* ne figure nulle part dans ce rapport de 2015. En fait, le PTB a un concept bien particulier concernant les classes sociales, appelées à se respecter mutuellement. On dispose à ce propos d'une annexe sur *la structure sociale de la société belge*,<sup>11</sup> La définition marxiste des deux classes sociales fondamentales avec des intérêts antagonistes, la *bourgeoisie* (les propriétaires des moyens de production) et le *prolétariat* (obligé de vendre à ceux-ci sa force de travail),<sup>12</sup> « *un monde où ceux qui travaillent ne gagnent pas et ceux qui gagnent ne travaillent pas* », <sup>13</sup> est remplacée par « *un ensemble complexe de classes et couches sociales* », défini par la grosseur du porte-monnaie,<sup>14</sup> une définition expressément rejetée par Marx.<sup>15</sup>

## 8.2. L'internationalisme

L'internationalisme est, bien sûr, « *un élément essentiel du socialisme* ». Mais dans la version 2.0., ce n'est plus l'internationalisme prolétarien. « *Les mouvements de lutte des différents peuples contre l'impérialisme et les expériences de la construction d'une société socialiste dans les pays socialistes font partie d'une grande expérience collective.* »<sup>16</sup> Et ce sont des « *gouvernements de gauche* » [bourgeois] qui, en Amérique latine, « *remettent en question la doctrine néo-libérale et misent sur une répartition plus juste des richesses* ». Avec des politiques qui « *sont le résultat d'un choix : placer les pauvres au centre du budget national* ». <sup>17</sup> Et quand les travailleurs perdent la confiance dans un tel gouvernement qui finalement met le fardeau des crises sur leurs épaules, il est de bon ton de dénoncer un supposé coup d'Etat orchestré par l'impérialisme. L'antagonisme de classe est remplacé par une analyse en termes de blocs. « *Les pays émergents contestent l'hégémonie des Etats-Unis.* »<sup>18</sup>

Dans cette contestation, l'ONU reste le guide suprême. Concernant l'Etat sioniste d'Israël, le PTB veut bien dénoncer les colonies « *illégales* », c'est-à-dire celles qui sont contraires aux dispositions de l'ONU. Il s'insurge contre les amabilités de Trump envers Israël et il soutient le « *droit à la libre expression* » d'une initiative comme BDS (boycott, désinvestissement et sanctions), au point de déposer à la Chambre un *Projet de Résolution* pour que la Belgique sanctionne la politique coloniale « *illégale* » d'Israël.<sup>19</sup> Mais le *boycott* a ses limites : pas question de remettre en question l'existence même de cet Etat raciste, bourreau du peuple palestinien. En août 2015, les parlementaires du PTB ont voté en faveur de la ratification d'un accord conclu en 2013 entre cet Etat et la Belgique.<sup>20</sup>

Et concernant la révolution des peuples de la péninsule arabique et les luttes de libération dans la région, pour le PTB, la Wallonie peut tranquillement fournir les armes à l'Arabie Saoudite pour les combattre.<sup>21</sup>

### 8.3. D'un « parti de cadres vers un parti de membres »

Le *Renouveau*, maintenant actualisé, est qualifié comme « une étape essentielle dans la transformation du parti d'un parti de cadres vers un parti de membres ». <sup>22</sup>

La forme d'organisation qu'assume un parti est dictée par le programme qu'il envisage de réaliser. Un parti qui prétend combattre l'idéologie bourgeoise dans le prolétariat n'aura pas la même forme d'organisation qu'un parti qui prétend ratisser large en adaptant son programme à cette idéologie, en « pensant en fonction de la majorité ». <sup>23</sup>

Le parti bolchevique était un parti de cadres qui, sur base du socialisme scientifique (le marxisme), combattait l'idéologie bourgeoise, la fausse conscience régnante dans la classe ouvrière, moyennant une organisation qui œuvrait de façon professionnelle au sein de celle-ci. <sup>§ 7.2.5.</sup> Le PTB rénové considère comme une erreur que « le parti a été identifié comme un parti qui défendait presque sans critique et sans nuance l'histoire de l'Union soviétique ». <sup>24</sup> On se demande jusqu'où remonte cette *histoire* ? Jusqu'à Lénine ? Le PTB au temps de Ludo Martens était un parti de cadres, <sup>25</sup> en dépit des erreurs essentielles dans l'appréciation de ce qu'était le socialisme scientifique, le marxisme-léninisme. <sup>§ 1.7.3.</sup>

Avec le *Renouveau*, le parti devient un Parti des amples masses, <sup>§ 7.2.5.</sup> mais cela ne signifie pas qu'il n'y aura plus de cadres. Le livre du Congrès de 2015 y consacre tout un chapitre : *L'importance des cadres et pourquoi il y en a toujours trop peu*. <sup>26</sup> Mais les taches qui leurs sont réservées changent.

Les cadres du parti bolchevique travaillaient au sein de l'organisation autonome des travailleurs, les *soviets*, qui de ce fait ont finalement adopté majoritairement le programme bolchevique et ont pris le pouvoir en Russie, un préalable incontournable pour avancer vers une société socialiste. Les cadres du PTB doivent fixer *la ligne*, au sein de ce parti de membres : « avoir une bonne discussion de fond suivie d'une bonne synthèse et de bonnes décisions qui seront alors valables durant un certain nombre d'années ». Pour avancer vers le socialisme, le PTB prétend être lui-même l'organisation à laquelle les travailleurs n'ont qu'à adhérer, comme *membres*. <sup>§ 7.2.5.</sup> Il s'agit de « transformer au niveau électoral l'influence qu'il a développée au sein du monde du travail ». <sup>27</sup> Et il adapte son programme à cet effet.

### 8.4. Un parti xénophobe

Au début du 20e siècle, quand les nations européennes faisaient la guerre entre elles, les partis soi-disant *socialistes* (de la IIe Internationale) disaient à leurs travailleurs qu'ils devaient aller tuer leurs camarades de classe de la nation ennemie sur les champs de bataille. En ce 21e siècle, ces nations ne font plus la guerre entre elles, mais contre des pays d'autres continents. Et cette fois aussi, les travailleurs de ces pays agressés, les victimes, sont déclarés comme des ennemis qui *menaceraient* les travailleurs de la nation européenne et doivent donc être maintenus à l'écart.

Cette xénophobie est déclarée ouvertement par les partis d'extrême droite, mais le principe même de restriction de

l'accès au territoire de la nation européenne en guerre est affiché publiquement par tous les partis au parlement, y compris les *socialistes*. Et il faut bien se rendre à l'évidence que le parti du *socialisme 2.0* ne fait pas exception.

Le PTB renouvelé rejette *la discrimination, le racisme et l'extrême droite*. <sup>28</sup> Il déplore que *chaque année, des milliers de migrants paient de leur vie leur tentative de franchir les frontières d'une Europe forteresse*. <sup>29</sup> Mais il ne propose pas qu'il suffirait de laisser ces gens acheter un ticket pour venir chez nous, en ouvrant les frontières aux migrants du monde entier. Quand, la dernière semaine d'avril 2015, « 1100 migrants sont morts en Méditerranée », le PTB revendique seulement « des mesures permettant l'organisation des opérations de sauvetage. Comment le gouvernement belge contribuera-t-il à la mise en place d'une traversée plus sûre ? » <sup>30</sup>

Le parti dénonce une politique qui « maintient des milliers de travailleurs sans-papiers dans l'illégalité et l'insécurité ». <sup>31</sup> Mais il ne propose pas leur régularisation pure et simple. Il exige seulement « des critères objectifs » (fixés par l'Etat belge) pour décider qui n'est pas une menace pour la nation. Qui plus est, à la question de savoir si le PTB au pouvoir imposerait encore des rapatriements forcés, la réponse de Raoul Hedebouw est « Oui ». « *Les frontières ouvertes, ce n'est pas la solution.* » <sup>32</sup>

#### « Les frontières ouvertes, ce n'est pas la solution »

On vous entend peu sur la migration. Le PTB au pouvoir, y aura-t-il encore des rapatriements forcés ? Oui, mais il faudra définir des critères objectifs. Pas comme aujourd'hui. Il en existe déjà...

Holà, c'est quand même à la tête du client. On n'hésite pas à renvoyer des gens dans des pays dangereux comme le Soudan. Le rapatriement n'est pas la solution. J'ai travaillé deux ans à Kinshasa, j'ai compris qu'on n'arrête pas quelqu'un qui veut partir, il faut résoudre les problèmes sur place. Nous sommes les seuls à dire que les flux mondiaux sont dus aux guerres impérialistes... Francken fait le malin sur les réfugiés, or c'est lui qui a voté les bombardements en Libye, qui a généré le chaos, les flux !

#### « Votre solution, c'est l'ouverture des frontières ? »

Non, même si la défense des gens qui fuient les guerres, cela reste notre ADN. On est pour des régularisations selon des règles précises.

#### « On parle beaucoup des futures migrations climatiques... »

Ça montre que l'Europe mirador n'est pas possible. On ne va pas pouvoir gérer les rapatriements. Il faut débattre du statut de réfugié climatique. Mais il y a un tabou complet sur les causes de la migration. Ce n'est pas la fermeture ou l'ouverture des frontières qui la régule, les gens décident de partir car c'est la guerre chez eux.

#### « Que faire alors ? »

Il faut aider les pays du Sud via les accords commerciaux, leur permettre d'être protectionnistes. Mais le FMI et la Banque mondiale l'interdisent.

M.BMÉ ET D.CI

Et la solidarité de classe entre travailleurs, c'est seulement « dans une perspective large et à long terme : celle d'une autre société, qui ne soit plus axée sur le 1 % de super-riches. Une société pour et par les autres 99 % ». <sup>33</sup> Quand Marx et Engels disaient : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* », il s'agissait d'une consigne de lutte pour l'immédiat, pas un beau rêve pour un avenir lointain.

### 8.5. Une alternative pour un PS en manque de crédibilité

Avec la crise de 2008, la possibilité pour la bourgeoisie de faire encore de petites concessions s'amenuise. Mais elle parvient à développer fortement la fausse conscience de la xénophobie, surtout dans le Nord du pays, et après une succession de quatre gouvernements entre 2007 et 2010 émerge, lors des élections anticipées de 2010, un nouveau parti, la N-VA, instrument maintenant « démocratique » <sup>34</sup> de

cette idéologie du « *eigen volk eerst* » (nos gens d'abord), jusqu'alors apanage de la dénommée *extrême droite*.

La bourgeoisie hésite toutefois à abandonner le schéma séculaire des trois *pilliers*, dont le PS et son bras syndical, la FGTB. En janvier 2011, « *vu les difficultés budgétaires du pays, et le handicap salarial de la Belgique vis-à-vis des pays voisins, les partenaires sociaux ont convenu des hausses de salaire très limitées* ». <sup>35</sup> Et après 538 jours de *gouvernement en affaires courantes*, elle préfère quand même confier au PS la rude tâche d'endiguer le mécontentement populaire, en installant le 6 décembre 2011 Di Rupo à la Rue de la Loi.

Cependant, la perte de prestige de la social-démocratie dans la classe ouvrière continue. Elle est illustrée le 1er Mai 2012 par un *Discours de rupture* avec le PS, de Daniel Piron et la FGTB de Charleroi. Et pour le PTB, c'est l'occasion de se présenter comme alternative, en particulier lors des élections prévues pour le 6 juin 2014. <sup>36</sup> Dans celles-ci, l'avancée de la fausse conscience xénophobe en Flandre et la confirmation de la perte de prestige du PS posent de nouveau pour la bourgeoisie la question de la rupture avec le système des trois piliers. <sup>37</sup> D'autre part, le PTB renouvelé est élevé au rang de parti respectable, respectant les « *valeurs démocratiques* », avec deux élus au Parlement fédéral. Et sa capacité réelle de dévier le mécontentement populaire vers les méandres parlementaires, une tâche devenue de plus en plus difficile pour le PS, ouvre finalement à la bourgeoisie la possibilité d'abandonner ce système séculaire.

Et ça marche.

Moins d'une semaine après les élections, quand la direction de Delhaize-Belgique annonce la suppression de 2500 emplois et de 14 magasins, les travailleurs entrent spontanément en grève. Les ministres PS, toujours en poste en *affaires courantes*, rencontrent les délégations syndicales afin de « *constituer un groupe de travail pour chercher une solution* ». Et le PTB ? Il se limite à sermonner les patrons. <sup>38</sup>

Deux mois plus tard, le 21 août 2014, les travailleurs de BM&S, qui nettoient les wagons de la SNCB en soustraction, font grève contre le licenciement de cinq camarades. La CSC envoie des briseurs de grève. Dans cette mobilisation, le PTB est absent, et quand les grévistes veulent installer une table dans la fête de *Manifiesta*, le service d'ordre les chasse.

Le 11 octobre 2014, un gouvernement fédéral est donc constitué sur la base des deux vainqueurs, le MR du Sud et la N-VA du Nord. <sup>39</sup> Une semaine après, le PTB organise une *Protest Parade* où les organisations syndicales ou politiques des travailleurs sont exclues afin de ne pas perturber « *l'ambiance bon-enfant* ». Il canalise le mécontentement dans des initiatives *citoyennes*, mises sur pied par des acteurs de théâtre, comme *Hart boven Hard / Toute autre chose*, gommant soigneusement toute perspective de classe et mobilisant le *citoyen*, hors de son lieu de travail. Une politique qui apportera de l'eau au moulin électoral. <sup>40</sup>

Par contre, par sa présence au Parlement, le PTB parvient à inscrire dans son palmarès une victoire de la mobilisation. Depuis juin 2019, les *Blouses blanches* descendaient tous les mardis dans la rue, et cette mobilisation a finalement mené à

l'approbation unanime à la Chambre, le 21 novembre 2019, d'un *Fonds blouses blanches* d'urgence d'un petit demi-pour cent du budget. Le PTB peut alors mettre cela sur son actif, ayant été l'initiateur d'un amendement sur les douzièmes provisoires en ce sens.

Et bien sûr, pour le syndical, il y a toujours la FGTB. Au premier anniversaire du nouveau gouvernement, Marc Goblet rassure les patrons : "*La FGTB maîtrise ses troupes ! D'abord, il faut souligner que si on fait des plans d'action, c'est pour rester dans un cadre... justement pour éviter les débordements.*" <sup>41</sup> Au PTB maintenant d'y veiller sur le grain, en bonne entente avec Robert Vertenueil, depuis juin 2017 le successeur de Goblet, et qui n'avait pas manqué de féliciter le PTB pour sa *victoire* concernant les *Blouses blanches*. <sup>42</sup>

## 8.6. Occuper des postes dans la bureaucratie syndicale

Dans son nouveau rôle pour endiguer le mécontentement populaire, le PTB agit à sa façon dans le mouvement syndical. En 2008, il opinait déjà qu'il n'y avait là « *pas de contradiction entre base et sommet* ». <sup>42,3</sup> Et en 2015, « *le PTB regagne du crédit au sein des syndicats, maintenant qu'il a enfin abandonné sa ligne pédante et irritante de la confrontation.* » <sup>43</sup> *Gagner du crédit*, c'est gagner des postes dans l'appareil syndical, ce qui ne se fait pas sans concessions.

Fin 2015, après trois mois de luttes et de grèves en ordre dispersé contre un *Plan Galant* qui visait à économiser trois milliards dans le budget de la SNCB, <sup>44</sup> un préavis de grève pour 48 heures est déposé en front commun syndical et communautaire (CGSP-ACOD et CSC-ACV) pour le 6 et 7 janvier 2016. Mais une semaine avant la grève, le front commun se scinde et il ne reste à Bruxelles que la CGSP (les socialistes francophones) qui maintient le débrayage. Toutefois, plusieurs syndiqué de la CSC, ainsi que des néerlandophones, participent quand-même aux piquets. Un point du *Plan Galant* concernait spécifiquement la suppression des accompagnateurs de train sur certaines lignes, et parmi les agents concernés, Jordan Croeisardt, en première ligne dans le combat, c'est vu infliger une astreinte de 1700 € par un huissier lors d'une occupation des voies. Un vaste mouvement de solidarité l'a soutenu sans tarder et dans un premier temps, la direction bruxelloise de la CGSP, où le PTB était parvenu à remplacer des syndicalistes du PS, n'ose pas rester à l'écart de ce mouvement de sympathie et assume même le coût de l'astreinte. <sup>45</sup> Toutefois, d'autres sanctions ont par la suite été imposées à Jordan, <sup>46</sup> qui avançait dans l'organisation de la base syndicale contre les poursuites par le management. Le pic des manifestations de soutien à Jordan était passé et la direction syndicale du PTB a refusé alors d'organiser la mobilisation en sa défense. Il faut savoir que Jordan, un ancien affilié au PTB, avait quitté ce parti quatre ans plus tôt, dans un autre combat où il avait dénoncé la trahison de ce parti. Et d'autre part, c'était la SNCB qui payait les permanents syndicaux, et elle menaçait de supprimer des mois de salaire si ceux-ci continuaient à soutenir des récalcitrants.

### **8.7. Des « alliés » au Parlement, même dans l'extrême droite.**

Fin décembre 2019, Peter Mertens se prête à une interview croisée dans l'hebdomadaire *De Zondag* avec Tom Van Grieken, la figure de proue du parti d'extrême droite, le Vlaams Belang.<sup>47</sup> Il y consent, « *étant donné qu'il s'agit du deuxième parti de Flandre* ». Et il apprécie le soutien parlementaire du VB aux projets du PTB. Il y rappelle qu'il « *avait proposé, il y a deux ans, le projet de pension minimale de 1500 euros, alors méprisé, et qu'actuellement tout le monde reprend l'idée, y compris le VB* ». Et il se réjouit « *qu'à une prochaine occasion, ce soit pareil pour la taxe des millionnaires* ».

On se demande en quoi une telle présence dans les médias peut aider un travailleur à avancer dans sa conscience, bombardée tous les jours par une xénophobie que Van Grieken n'a pas manqué de défendre haut et fort dans l'interview.

## Notes - chap. 8

- 1 *Solidaire* 27.09.2006
- 2 Un rapport de 250 pages est disponible sur <[https://www.ptb.be/il\\_etait\\_une\\_fois\\_le\\_ptb](https://www.ptb.be/il_etait_une_fois_le_ptb)>, onglet *Congrès de la solidarité du PTB de 2015*. Nous le citons comme *Congrès 2015*, o. c.
- 3 Voir une brochure *Il était une fois*, disponible sur <[https://www.ptb.be/il\\_etait\\_une\\_fois\\_le\\_ptb](https://www.ptb.be/il_etait_une_fois_le_ptb)>, p. 55. Nous citons la brochure comme *Il était une fois*, o. c.
- 4 *Congrès 2015*, o. c. p.146
- 5 L'unique mention d'une *révolution culturelle* (p. 65) concerne celle « *de la nouvelle droite* ». Et l'unique référence à des *partis maoïstes* (p.154) concerne *les autres*, ceux « *issus de Mai 68, au bord de la disparition* ».
- 6 Une recherche avec Google sur le site du PTB, fin 2019, ne donne aucun retour pour le mot Martens qui concerne Ludo, alors qu'il y a quelque 300 résultats pour Peter Mertens et le double concernant Raoul Hedebouw.
- 7 *Congrès 2015*, o. c. p.167
- 8 *Congrès 2015*, o. c. p.176-178
- 9 *Congrès 2015*, o. c. p.180.
- 10 *Le Soir* 12.11.2019  
*SudInfo* 14.11.2019 - La Province de Liège détient 52,39 % du capital de Enodia.
- 11 *Congrès 2015*, o. c. p. 237.
- 12 Voir K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*, 1848
- 13 Cette définition est de Silvio Marra, dans son livre *Moi, Silvio de Clabecq, militant ouvrier*, - éd. Agone, 2019, p.13
- 14 « *Une petite élite économique de familles riches constituée la couche supérieure d'euromillionnaires et de propriétaires d'entreprise.* »
- 15 K. Marx, *Le Capital*, livre III.
- 16 *Congrès 2015*, o. c. p. 234
- 17 [https://www.ptb.be/d\\_o\\_vient\\_la\\_victoire\\_de\\_l\\_extr\\_me\\_droite\\_br\\_silienne](https://www.ptb.be/d_o_vient_la_victoire_de_l_extr_me_droite_br_silienne)
- 18 *Congrès 2015*, o. c. p. 44
- 19 Projet de Résolution du 22 octobre 2019.
- 20 Projet de loi du 31 août 2015. Il s'agit d'octroyer un permis de travail aux proches des membres de la représentation diplomatique dans le pays d'accueil.
- 21 Raoul Hedebouw dans *Jeudi en prime*, RTBF 7.1.2016
- 22 *Il était une fois*, o. c. p. 48
- 23 *Il était une fois*, o. c. p. 24  
Le PTB attribue à Marx l'affirmation plutôt vague que « *À toute époque, les idées dominantes sont celles de la classe dominante.* » (*Congrès 2015*, o. c. p. 172) Mais pour Marx, l'essentiel est que cette classe dominante dispose de puissants moyens, y compris ses partis politiques, sa presse, etc., pour maintenir et renforcer dans la classe dominée cette *fausse conscience*, ces *idées dominantes*, contraires à ses intérêts.
- 24 *Il était une fois*, o. c. p. 160
- 25 Le PTB rénové le sait. « *En outre, le parti dit expressément [en 1976] que, vu les circonstances, il ne peut pas être autre chose qu'un "parti de cadres", et donc pas un large "parti de membres".* » (*Il était une fois*, o. c. p. 24)
- 26 *Congrès 2015*, o. c. p. 142
- 27 *Il était une fois*, o. c. p. 30
- 28 *Congrès 2015*, o. c. pp. 65-68
- 29 *Congrès 2015*, o. c. p. 67
- 30 Site du PTB, 28.4.2015
- 31 *Congrès 2015*, o. c. p. 67
- 32 Raoul Hedebouw dans *Le Soir* 22.08.2018.
- 33 *Congrès 2015*, o. c. p.69
- 34 La N-VA devient le premier parti du pays, avec 17,4 % et 27 sièges, devançant le PS (13,7 % - 26 s.) et le CD&V (10.85 % - 17s.) dans le Parlement fédéral.
- 35 Le projet d'AIP - *Le Soir* 19.01.2011
- 36 La délégation de Caterpillar appelle à voter PTB, et pour le PSL, c'est l'occasion rêvée d'avoir un "relais des travailleurs au parlement".
- 37 La N-VA passe de 27 à 33 sièges à la Chambre et le PS y perd 3 de ses 26 sièges.
- 38 "*C'est socialement injuste, mais aussi économiquement très dangereux. Moins de salaire, cela veut dire moins de consommation.* [Les patrons] *scient la branche sur laquelle ils sont assis.*" - *Solidaire*, 3.07.2014
- 39 Avec le soutien en Flandre des chrétiens-démocrates (CD&V) et des libéraux (Open VLD)
- 40 Lors des élections communales d'octobre 2018, le PTB passe de deux conseillers communaux à 35 dans la Région Bruxelles-Capitale, et il s'est présenté avec succès dans 16 des 262 communes de Wallonie. À Herstal (Liège) il obtient 24 %.
- 41 JT de 13 h, RTBF du 20.10.2015, cité dans *En Lutte* 101 (novembre 2015).
- 42 RTBF-info 22.11.2019
- 43 *Il était une fois*, o. c. p. 48
- 44 Jacqueline Galant était ministre en charge de la mobilité et de l'entreprise publique des chemins de fer, la SNCB
- 45 L'astreinte a finalement à été levée par la direction de l'entreprise.
- 46 Le 11 avril, une sanction des plus graves lui fut imposée, une *suspension de fonction pour 3 mois*.
- 47 *De Zondag*, 22.12.2019, p. 4-5

# Annexe : Opus citatum

Voici une liste avec les références cités plusieurs fois dans le texte comme "déjà cité" (opus citatum - o. c.).

Chaque référence est suivie par le paragraphe et le numéro de la note de la première mention,

La liste est classée par ordre d'apparition et par ordre alphabétique.

Tielens et Iven, o. c.-----§ 1.2. n.5	8e Congrès, o. c.-----§ 4.2.3. n.18
Ford-Genk, o. c.-----§ 1.2. n.9	Buelinckx, o. c.-----§ 1.7.4. n.68
Kwarteeuw, o. c.-----§ 1.4.1. n.16	Comment osent-ils ? o. c.-----§ 5.3.4. n.69
Segers, o. c.-----§ 1.4.1. n.23	Congrès 2015, o. c.-----§ 8.1. n.2
Verjaardag, o. c.-----§ 1.4.1. n.24	DKP, o. c.-----§ 3.8.4. n.120
In Memoriam, o. c.-----§ 1.4.2. n.27	Dokument 1969, o. c.-----§ 1.7.3. n.64
Willockx. o. c.-----§ 1.4.3. n.32	Ervaringen, o. c.-----§ 1.7.3. n.62
Le Parti de la Révolution, o. c.-----§ 1.6. n.46	Ford-Genk, o. c.-----§ 1.2. n.9
Knack-Van Duppen, o. c.-----§ 1.7.1. n.58	Hedebouw-Vif-Express, o. c.-----§ 5.5. n.109
Ervaringen, o. c.-----§ 1.7.3. n.62	Hommage_Merckx, o. c.-----§ 4.3. n.57
Dokument 1969, o. c.-----§ 1.7.3. n.64	Il était une fois, o. c.-----§ 8.1.. n.3
Versteegh, o. c. -----§ 1.7.3. n.65	In Memoriam, o. c.-----§ 1.4.2. n.27
Buelinckx, o. c.-----§ 1.7.4. n.68	Interview Deckers, o. c.-----§ 1.8.1. n.77
La gauche de la gauche, o. c.-----§ 1.7.4. n.68	Knack-Van Duppen, o. c.-----§ 1.7.1. n.58
Interview Deckers, o. c.-----§ 1.8.1. n.77	Kwarteeuw, o. c.-----§ 1.4.1. n.16
DKP, o. c.-----§ 3.8.4. n.120	L'adversaire, o. c.-----§ 6.2. n.34
8e Congrès, o. c.-----§ 4.2.3. n.18	La gauche de la gauche, o. c.-----§ 1.7.4. n.68
Priorité de gauche, o. c.-----§ 4.2.4. n.28	Le Parti de la Révolution, o. c.-----§ 1.6. n.46
Hommage_Merckx, o. c.-----§ 4.3. n.57	Lettre aux progressistes, o. c.-----§ 6.1. n.18
Comment osent-ils ? o. c.-----§ 5.3.4. n.69	Priorité de gauche, o. c.-----§ 4.2.4. n.28
Hedebouw-Vif-Express, o. c.-----§ 5.5. n.109	Segers, o. c.-----§ 1.4.1. n.23
Lettre aux progressistes, o. c.-----§ 6.1. n.18	Tielens et Iven, o. c.-----§ 1.2. n.5
L'adversaire, o. c.-----§ 6.2. n.34	Verjaardag, o. c.-----§ 1.4.1. n.24
Congrès 2015, o. c.-----§ 8.1. n.2	Versteegh, o. c. -----§ 1.7.3. n.65
Il était une fois, o. c.-----§ 8.1.. n.3	Willockx. o. c.-----§ 1.4.3. n.32



## Table des matières

1. Les origines . . . . .	3
1.1. Le contexte international . . . . .	3
1.2. Le contexte belge : une décennie de luttes . . . . .	3
1.3. La contestation internationaliste . . . . .	4
1.4. La contestation universitaire . . . . .	4
1.4.1. De la Meirevolte à la Studentenvakbeweging (SVB) . . . . .	4
1.4.2. Réforme ou révolution . . . . .	5
1.4.3. Le Gentse Maartbeweging (1969) . . . . .	5
1.5. Travailleurs – étudiants : même combat . . . . .	5
1.6. Mijnwerkersmacht . . . . .	6
1.7. Une jeunesse rebelle, en quête de repères . . . . .	7
1.7.1. L'héritage catholique . . . . .	7
1.7.2. La recherche d'une théorie cohérente . . . . .	7
1.7.3. Un choix stratégique : Mao et Staline . . . . .	7
1.7.4. Les options « de gauche » . . . . .	8
1.8. Un Parti communiste en construction . . . . .	8
1.8.1. L'ancrage local . . . . .	8
1.8.2. Les premières interventions dans les luttes : un antidote au sectarisme . . . . .	9
1.8.3. Une direction . . . . .	9
1.8.4. La lutte entre deux lignes . . . . .	10
Notes - chap. 1 . . . . .	11
2. Le PvdA . . . . .	14
2.1. Le Congrès de fondation . . . . .	14
2.2. Le 2e congrès, 1983 . . . . .	14
2.3. Le débat sur la situation internationale . . . . .	15
2.3.1. Le Glasnost . . . . .	15
2.3.2. Etudes marxistes . . . . .	15
2.3.3. La Chine . . . . .	15
Notes - chap. 2 . . . . .	16
3. Le parti après la chute du Mur de Berlin . . . . .	17
3.1. L'internationalisme de « partis communistes amis » . . . . .	17
3.2. La campagne contre le Plan Global de 1993, et contre l'Europe . . . . .	18
3.3. Le 5e Congrès (1995) . . . . .	19
3.3.1. Le recul dans les élections de 1995 ouvre un débat . . . . .	19
3.3.2. De la lutte des enseignants à la Marche blanche . . . . .	19
3.3.3. La Marche multicolore . . . . .	20
3.3.4. Le Mouvement de Renouveau Syndical (MRS) . . . . .	20
3.3.5. L'émergence de Nadine Rosa-Rosso . . . . .	21
3.4. La septième « lutte entre deux lignes » : Nadine versus Ludo . . . . .	21
3.5. L'entrée des « jeunes » : Hedebouw-Mertens . . . . .	22
3.5.1. D14 : l'entrée en scène de Raoul Hedebouw . . . . .	22
3.5.2. Le mouvement des jeunes, la porte d'entrée de Peter Mertens . . . . .	22
3.6. Le 7e congrès (mars 2002), après « 5 années de rectification » . . . . .	23
3.7. Les élections fédérales de 2003 . . . . .	24
3.7.1. L'alliance avec la Liste RÉSIST . . . . .	24
3.7.2. Le trouble-fête de la Liste MARIA . . . . .	25
3.7.3. La désillusion . . . . .	25
3.8. L'exclusion de Nadine Rosa Rosso . . . . .	25
3.8.1. Le « débat sur le fond » : où construire le parti . . . . .	25
3.8.2. La « ligne Nadine » . . . . .	26
3.8.3. La « ligne Deckers » . . . . .	26
3.8.4. La « ligne Mertens » . . . . .	27
3.8.5. La « ligne Ludo » s'estompe . . . . .	27
Notes - chap. 3 . . . . .	28
4. Le « Renouveau » . . . . .	31
4.1. Les élections communales de 2006 : 15 élus . . . . .	31
4.2. Le 8e congrès (2008), le Congrès de Peter Mertens . . . . .	31
4.2.1. Le 1er Mai : un meeting électoral . . . . .	31
4.2.2. Le Congrès du Renouveau . . . . .	32
4.2.3. Les Thèses du Congrès . . . . .	32
4.2.4. Priorité de Gauche : Pistes rouges pour une sortie de crise . . . . .	33
4.2.5. Une alternative de société crédible : la taxe sur les millionnaires . . . . .	33
4.2.6. Les spécialistes . . . . .	34

4.3. Un parti « rentré dans l'ordre », à l'écoute de Raoul Hedebouw . . . . .	34
4.4. Un internationalisme des « vrais communistes » et des « pays anti-impérialistes » . . . . .	34
4.4.1. Les pays « anti-impérialistes » . . . . .	35
4.4.2. Le « socialisme à la chinoise » . . . . .	36
4.4.3. La révolution en Afrique méditerranéenne . . . . .	36
Notes - chap. 4 . . . . .	38
5. La légitimation par les élections bourgeoises . . . . .	40
5.1. Les élections européennes et régionales de 2009 : la promotion de Mertens-Hedebouw . . . . .	40
5.2. Les élections nationales du 13 juin 2010 : le dépassement du fatidique 1 % . . . . .	41
5.2.1. Un grand parti de gauche, comme en France, pour répondre à la crise . . . . .	41
5.2.2. Le défi des élections anticipées de 2010 . . . . .	41
5.3. Le PTB « assume ses responsabilités » . . . . .	42
5.3.1. Le communautaire . . . . .	42
5.3.2. L'adieu au dirigeant historique du PTB . . . . .	42
5.3.3. Les mesures d'austérité . . . . .	42
5.3.4. Comment osent-ils ! (...ces riches égoïstes) . . . . .	43
5.4. Les élections communales d'octobre 2012 : la conquête des grandes villes . . . . .	43
5.5. Capitaliser le succès électoral de 2012 en vue de 2014 . . . . .	44
5.6. Mai 2014 : s'adapter à la conscience des gens pour entrer au Parlement . . . . .	45
Notes - chap. 5 . . . . .	47
6. Un parti « démocratique » (bourgeois) . . . . .	49
6.1. Le PTB-GO, concurrent des grands partis . . . . .	49
6.2. Les médias de la bourgeoisie s'en occupent : la « salle » et la « cuisine » . . . . .	50
6.3. Le PTB entre au Parlement fédéral . . . . .	51
Notes - chap. 6 . . . . .	52
7. Le PTB est-il marxiste ? . . . . .	53
7.1 Le « marxisme » des temps de Ludo Martens . . . . .	53
7.2. Le « marxisme » du PTB renouvelé . . . . .	54
7.2.1. Un socialisme style PS, toutes classes confondues . . . . .	54
7.2.2. La propriété privée des moyens de production . . . . .	55
7.2.3. Un « internationalisme » xénophobe, dicté par l'ONU . . . . .	55
7.2.4. Le rôle de l'Etat . . . . .	55
7.2.5. Le parti des amples masses . . . . .	56
7.2.6. La bureaucratie syndicale . . . . .	57
Notes - chap. 7 . . . . .	58
8. Epilogue . . . . .	59
8.1. Le Congrès de la Solidarité : « l'actualisation de la vision du socialisme » . . . . .	59
8.2. L'internationalisme . . . . .	59
8.3. D'un « parti de cadres vers un parti de membres » . . . . .	60
8.4. Un parti xénophobe . . . . .	60
8.5. Une alternative pour un PS en manque de crédibilité . . . . .	60
8.6. Occuper des postes dans la bureaucratie syndicale . . . . .	61
8.7. Des « alliés » au Parlement, même dans l'extrême droite . . . . .	62
Notes - chap. 8 . . . . .	63
Annexe : Opus citatum . . . . .	64